

# Rapport annuel 2012

La performance constructive



**VICAT**

▼ Dalle en béton de la toiture  
du Musée Jean Cocteau  
portée par un péristyle  
de 42 piliers à Menton (France).

## Groupe Vicat 2012 **1**

Profil	1
Message du Président	2
Message du Directeur Général	3
Axes stratégiques	4
Développement & Innovation	6
Gouvernance	8
Actionnariat et Bourse	9

## Responsabilité sociale et environnementale **10**

## Activités 2012 **12**

France	14
Europe	20
États-Unis	24
Afrique & Moyen-Orient	26
Asie	30

## Rapport financier **37**

Commentaires sur les chiffres clés	38
Comptes consolidés au 31 décembre 2012	51
Comptes sociaux au 31 décembre 2012	95

## Rapport responsabilité sociétale des entreprises **112**

## Informations juridiques **136**

La performance  
constructive

Depuis plus de 150 ans,  
Vicat est un groupe  
cimentier

Chiffre d'affaires  
2 292 M€

Résultat net consolidé  
148 M€

Effectif moyen  
7 529

## 3 métiers

Ciment

50,4 % du chiffre d'affaires

Béton & Granulats

36,0 % du chiffre d'affaires

Autres Produits  
& Services

13,6 % du chiffre d'affaires

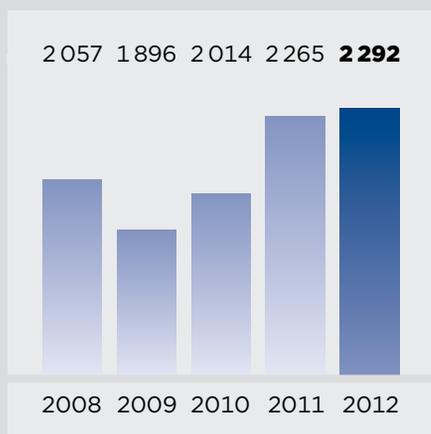
## 11 implantations dans le monde

France, États-Unis,  
Suisse, Italie, Turquie,  
Kazakhstan, Inde,  
Sénégal, Égypte, Mali,  
Mauritanie

# Chiffres clés 2012

## Chiffre d'affaires consolidé

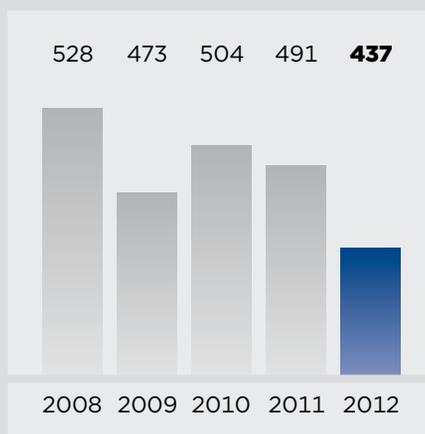
(en millions d'euros)



Le chiffre d'affaires 2012 progresse de 1,2% et baisse de 0,2% à périmètre et taux de change constants.

## EBITDA

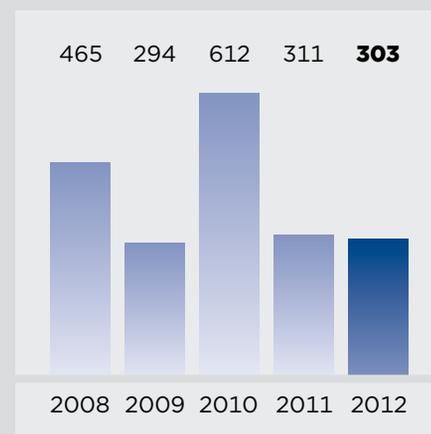
(en millions d'euros)



La marge d'EBITDA s'établit à 19,1% du chiffre d'affaires.

## Investissements totaux

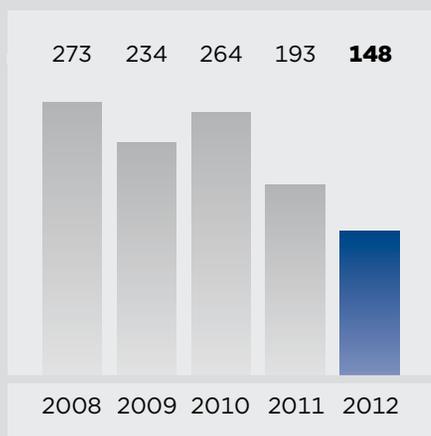
(en millions d'euros)



Les investissements 2012 ont été marqués par la montée en puissance des investissements réalisés en Inde dans le cadre de la construction de l'usine de Vicat Sagar Cement.

## Résultat net

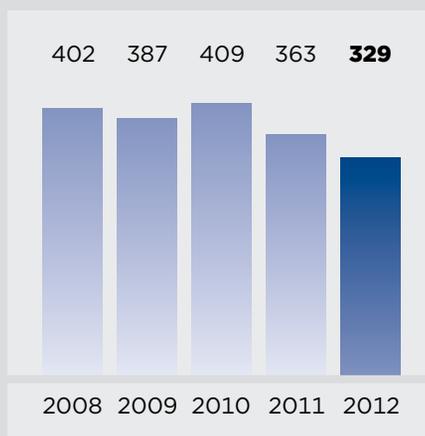
(en millions d'euros)



Le résultat net consolidé s'établit à 148 millions d'euros, soit 6,5% du chiffre d'affaires.

## Capacité d'autofinancement

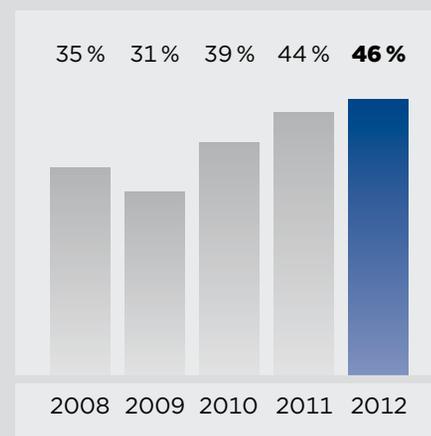
(en millions d'euros)



La capacité d'autofinancement reste élevée à 329 millions d'euros en 2012 et a permis de dégager un *cash-flow* libre après investissements industriels de 46 millions d'euros.

## Endettement net / capitaux propres

(en %)

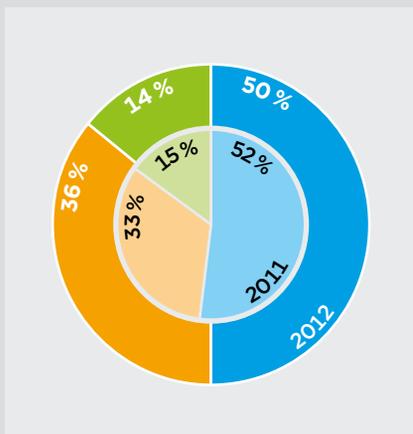


Le *gearing* s'établit à 46,4% des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2012.

- ▼ Ciment
- ▼ Béton & Granulats
- ▼ Autres Produits & Services

### Chiffre d'affaires opérationnel

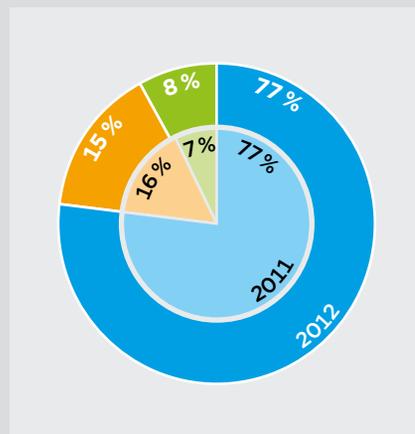
(en pourcentage du total)



L'activité réalisée dans le Ciment, le Béton et les Granulats, cœur de métier du Groupe, représente 87% du chiffre d'affaires opérationnel.

### EBITDA

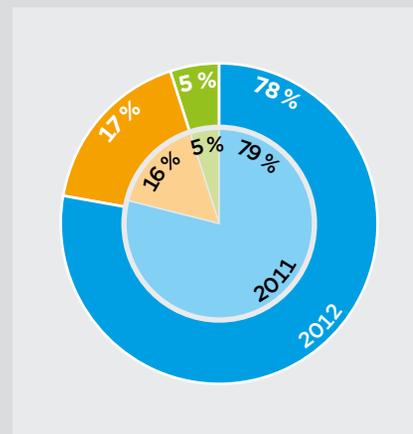
(en pourcentage du total)



Bien qu'en retrait sur l'année 2012, le niveau de marge opérationnelle démontre la résistance et la solidité financière du Groupe.

### Actifs employés

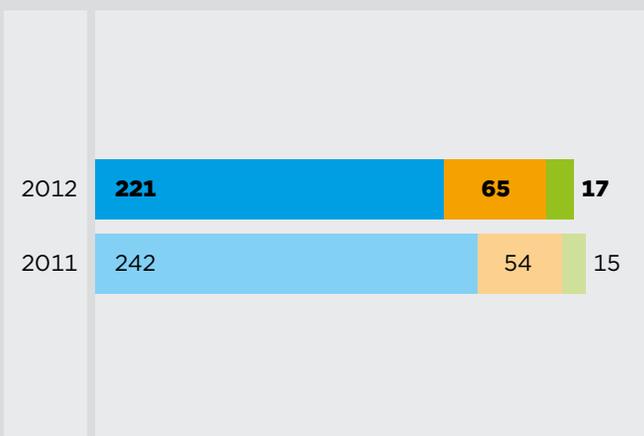
(en pourcentage du total)



Les actifs employés restent stables entre 2011 et 2012.

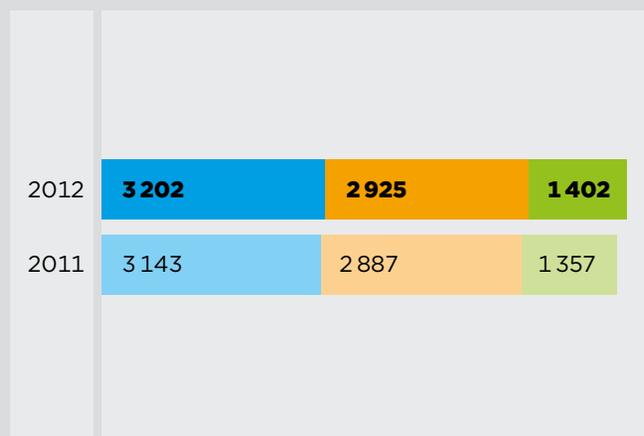
### Investissements

(en millions d'euros)



Les investissements se sont élevés à 303 millions d'euros en 2012, reflétant principalement les projets en cours de réalisation en Inde.

### Effectifs moyens



L'effectif moyen progresse de 1,9% du fait de la montée en puissance des activités en Inde et au Kazakhstan.

## Message du Président



**Jacques Merceron-Vicat**  
Président

## Une année 2012 marquée par un environnement difficile

**En 2012, la conjoncture économique mondiale est restée particulièrement difficile.**

**Certains de nos marchés ont été plus particulièrement exposés à cet environnement.** Ce fut le cas de la France avec un ralentissement du marché de la construction, de l'Italie très affectée par la crise économique et financière, de l'Égypte avec un repli d'activité lié aux conditions sécuritaires fortement dégradées ainsi que de l'Afrique de l'Ouest où l'environnement concurrentiel s'est tendu.

**Sur d'autres marchés, nous avons noté une bonne stabilité ou une reprise graduelle.** La Suisse a continué à évoluer dans un contexte toujours soutenu, la Turquie après avoir été exposée à des mauvaises conditions météorologiques

en début d'année s'est ensuite fortement redressée, et les États-Unis où les volumes ont enregistré un fort rebond.

**Les nouveaux marchés où le Groupe s'est récemment implanté ont bénéficié d'un environnement nettement plus favorable.** Le Kazakhstan est en forte progression de volumes dans un contexte de prix favorables. En Inde, Bharathi confirme sa montée en puissance dans un marché en solide croissance et l'usine de Vicat Sagar a procédé au démarrage industriel en fin d'année et débute la commercialisation de ses produits début 2013.

La diversification du Groupe et notamment l'implantation dans des pays émergents à fort potentiel ainsi que la réduction du poids de la France ont permis une bonne résistance en 2012 malgré cet environnement difficile et démontre ainsi la pertinence de sa stratégie.

Les investissements importants menés depuis plusieurs années ont fait passer la capacité de ciment du Groupe de 15 millions de tonnes à 30 millions de tonnes. Ces investissements, qui ont pesé sur les comptes dans leur phase de réalisation et de démarrage, permettront de répondre à la croissance future des marchés dans les meilleures conditions de compétitivité.

**Fin 2012, le Groupe possède des actifs industriels de grande qualité dont environ un tiers d'entre eux ne génèrent pas encore de résultat opérationnel. Avec ces actifs, le Groupe dispose d'un levier important sur sa rentabilité future qui contribuera à l'objectif de réduction de l'endettement et à la création de valeur.**

L'année 2013 devrait ainsi voir la montée en puissance des *greenfields* ainsi qu'un accroissement de la rentabilité opérationnelle par rapport à 2012.

## Message du Directeur Général

# En 2013, les efforts du Groupe se concentreront sur la rentabilité opérationnelle et la réduction de sa dette

Année charnière pour Vicat, 2012 marque la fin d'un cycle de sept ans d'investissements importants qui ont changé le profil du Groupe.

**Industriellement, Vicat a fait le choix de l'efficacité énergétique, en modernisant ses usines** avec des outils de toutes dernières technologies, moins consommateurs en énergie, et en développant la substitution de combustibles fossiles par des combustibles secondaires.

**Commercialement, dans un environnement économique mondial en crise depuis six ans, Vicat a augmenté ses**

**ventes de ciment de 31%** alors que les marchés sur lesquels le Groupe était implanté en 2006 ont baissé de 13%.

**Stratégiquement, Vicat a atténué sa dépendance au marché français**, en augmentant sa présence dans

les pays émergents qui représentent aujourd'hui 71% de sa capacité installée de production de ciment.

De cette capacité, dix millions de tonnes de ciment sont disponibles pour répondre à la croissance des marchés. Ceci constitue une **réserve de croissance interne importante pour le Groupe**, tant en termes d'activité que de rentabilité.

Ce nouveau visage du Groupe lui a permis d'atténuer les effets de la faiblesse de certains marchés qui ont continué à souffrir en 2012, en particulier les États-Unis où la dynamique

de reprise du marché est maintenant enclenchée, et l'Égypte où le rétablissement des conditions de sécurité améliorera la rentabilité de nos opérations.

**En 2013, les efforts du Groupe se concentreront sur la rentabilité opérationnelle et le remboursement de sa dette. La baisse de rentabilité prévisible en France sera compensée par le dynamisme de nos nouvelles implantations asiatiques.**

**À la pointe de la recherche opérationnelle sur les matériaux hydrauliques**, Vicat maintiendra en 2013 l'effort consacré à la Recherche et au Développement. Ces travaux portent aussi bien sur de nouveaux ciments que sur de nouvelles applications, intégrées dans des solutions constructives adaptées aux exigences de l'efficacité énergétique des constructions modernes.

Nos 7700 collaborateurs sont les acteurs de cette performance. Je les en remercie chaleureusement.



**Guy Sidos**  
Directeur Général



▲ Usine de Vicat Sagar Cement dans l'État du Karnataka (Inde).

# Un développement maîtrisé du Groupe

**Le Groupe privilégie sur la durée un développement maîtrisé dans ses différents métiers, associant de manière équilibrée une croissance interne dynamique, soutenue par l'investissement industriel pour répondre aux besoins des marchés, à une politique de croissance externe sélective pour aborder de nouveaux marchés présentant un potentiel de croissance attractif, ou pour sécuriser son implantation par une intégration verticale dans les marchés où il est déjà présent. Cette croissance reste en tous points adaptée à la taille du Groupe et à sa capacité financière et opérationnelle d'absorber l'investissement. Elle a pour objectif de créer de la valeur pour les actionnaires.**

## Croissance interne dynamique

Sur les marchés où il est présent, le Groupe maintient un effort constant d'investissement industriel visant :

- d'une part, à moderniser son outil de production pour améliorer l'efficacité et la performance économique de ses usines et avoir ainsi la capacité industrielle à répondre à une situation de concurrence accrue ;

- d'autre part, à augmenter ses capacités de production pour accompagner le développement de ses marchés locaux et conforter ou accroître ses positions de leader régional.

## Croissance externe sélective

La stratégie du Groupe est de pénétrer de nouveaux marchés par le métier du ciment de manière très sélective. Dans sa démarche de croissance externe, le Groupe vise ainsi à satisfaire l'ensemble des critères suivants :

- une localisation à proximité d'un marché important avec un potentiel de croissance attractif ;
- une maîtrise foncière des réserves géologiques à long terme avec un objectif de 100 ans de réserves pour le ciment et une sécurisation des autorisations d'exploitation ;
- une contribution nette du projet aux résultats du Groupe à court terme.

Ainsi le Groupe a conclu en avril 2010 l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société Bharathi Cement dans le Sud de l'Inde. Cette cimenterie dispose d'un outil de production très moderne d'une capacité de 5 millions de tonnes de ciment située au cœur d'un triangle dont les trois villes de Chennai,

Bangalore et Hyderabad forment les sommets.

Le Groupe peut aussi saisir des opportunités d'entrer sur de nouveaux marchés en développement, par la construction d'usines nouvelles dites *greenfield*. De tels projets sont examinés de manière sélective dans le respect des critères de croissance externe du Groupe énoncés précédemment.

Le Groupe a mis en service fin 2010 au Kazakhstan une usine *greenfield* de 1,2 million de tonnes de capacité. Il avait pris le contrôle majoritaire de ce projet en décembre 2007.

En juin 2008, le Groupe a signé un partenariat majoritaire en Inde en vue de la construction d'une usine *greenfield* de 5,5 millions de tonnes dans l'État du Karnataka, qui sert les marchés de Bangalore, Hyderabad, Pune et Mumbai. La construction de la première phase du projet a commencé en 2010 et la première ligne a été mise en service fin 2012. Les deux cimenteries de Vicat Sagar Cement et de Bharathi Cement opèrent sous la même marque et couvrent 40% du marché de l'Inde, estimé à 250 millions de tonnes en 2012 et en rapide croissance.

## Un développement par métier

**Le Groupe se concentre de façon prioritaire sur son métier d'expertise historique, le Ciment, puis se développe par intégration verticale sur les marchés du Béton prêt à l'emploi et des Granulats afin de sécuriser son accès aux marchés de consommation du ciment et de suivre l'orientation du marché. Il bénéficie, par ailleurs, de synergies avec des activités complémentaires exploitées sur certains marchés telles que le transport ou la fabrication de sacs, pour conforter son offre et renforcer son positionnement régional.**

Le Ciment est le métier principal du Groupe, sur lequel il fonde son développement et sa rentabilité.

Le Groupe se développe dans le métier du Béton prêt à l'emploi pour renforcer son fonds de commerce cimentier. Ce développement s'opère en fonction de la maturité des marchés et de leur intégration dans cette filière de production industrielle du béton. L'objectif est de constituer un maillage autour des cimenteries et à proximité des marchés de consommation, soit par la création d'installations industrielles, soit par

l'acquisition de certains acteurs déjà présents sur ce marché.

La présence de Vicat dans le métier des Granulats vise à apporter une réponse globale aux besoins de ses clients en matériaux de construction et à sécuriser à proximité les ressources de granulats nécessaires au développement du Béton prêt à l'emploi. Le développement dans ce métier repose sur des acquisitions et des investissements industriels visant à augmenter la capacité des installations existantes, ainsi qu'à ouvrir de nouvelles carrières et installations.

## Un développement géographique

Le Groupe est aujourd'hui implanté dans onze pays. Il réalise 62% de son chiffre d'affaires hors de France dont près de 18% dans les autres pays européens, 9% aux États-Unis et 35% dans les pays émergents (Égypte, Mali, Mauritanie, Sénégal, Turquie, Kazakhstan et Inde).

La part de l'activité réalisée à l'étranger devrait continuer à se développer ces prochaines années du fait des augmentations de capacités réalisées dans les usines existantes et aussi grâce à la mise en services des usines *greenfield*.

La stratégie du Groupe vise à conjuguer les investissements dans des pays développés, générateurs de *cash-flows* plus réguliers, et dans des pays émergents offrant d'importants potentiels de croissance à terme mais pouvant connaître des fluctuations de marché plus marquées, comme en Égypte depuis deux ans. Les deux axes de développement contribuent ainsi à une diversification de son exposition géographique et à une judicieuse répartition des risques du Groupe.

# 62%

Part du chiffre d'affaires  
hors de France.

# 35%

Part du chiffre d'affaires  
dans les pays émergents.

## Stratégie du Groupe à venir

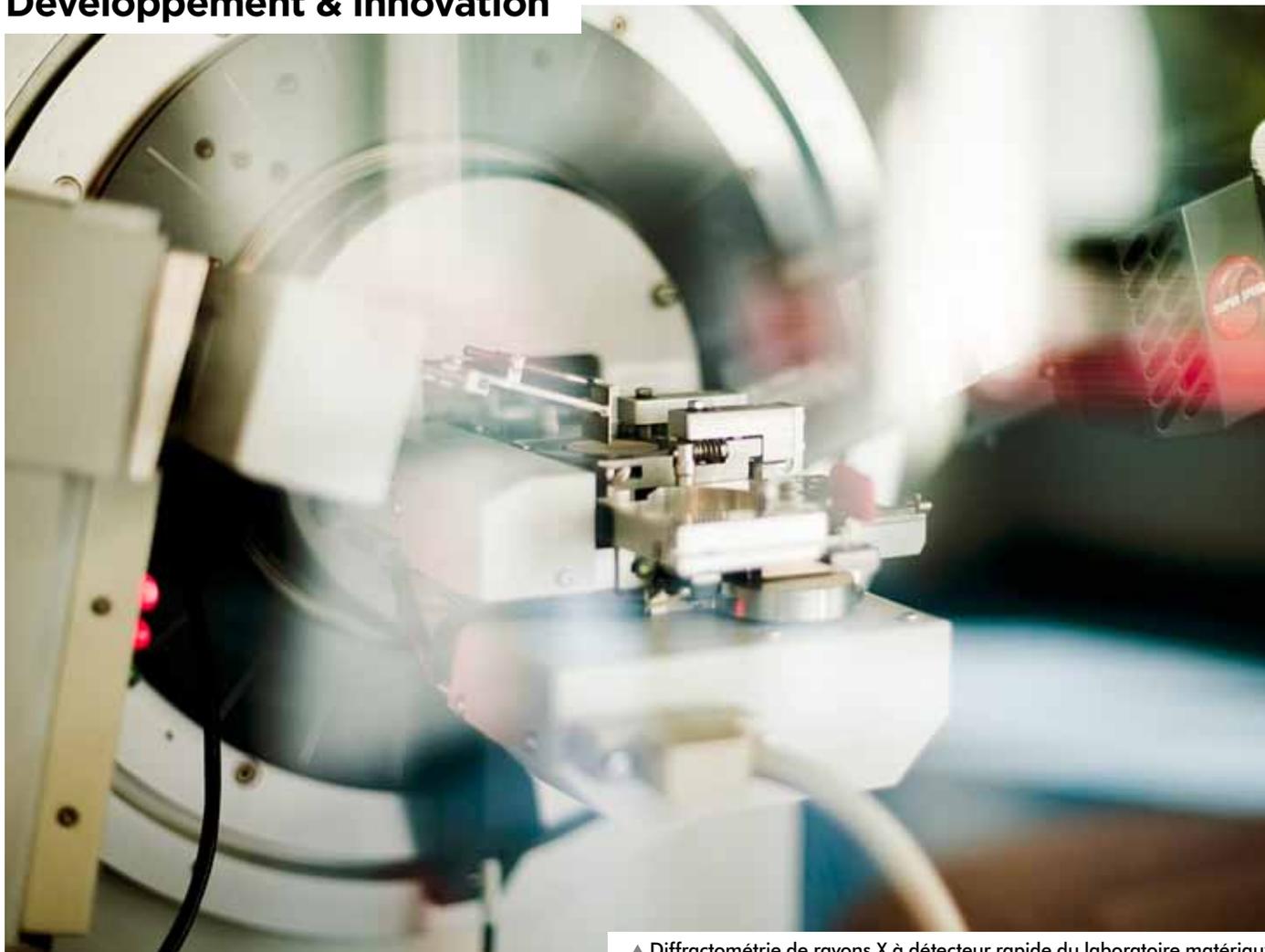
La stratégie développée par le Groupe dans le passé lui a permis de résister dans l'environnement macroéconomique défavorable actuel qui dure.

Le plan Performance 2010 avait permis de construire des capacités additionnelles dans des pays avec un marché en croissance, Sénégal, Suisse, Égypte et Turquie, tout en réduisant les coûts de production. En s'appuyant sur une situation financière saine, avec un niveau de *gearing* et de *leverage* qui restent parmi les plus faibles du secteur, les constructions de cimenteries neuves au Kazakhstan et en Inde ont pu être menées à terme.

La cimenterie de Jambyl Cement au Kazakhstan, mise en service opérationnel au 1<sup>er</sup> avril 2011, a vendu près de 1 000 000 de tonnes en 2012. L'opération de croissance externe *greenfield* engagée en Inde avec Vicat Sagar Cement en 2008 a été menée à terme pour sécuriser les réserves de calcaire selon les critères du Groupe et pour la construction de la première ligne dont la production a démarré fin 2012.

Les nouvelles entités construites et acquises par le Groupe au Kazakhstan et en Inde contribuent déjà aux résultats du Groupe avec un fort taux de croissance à venir. Elles ont constitué un formidable essor des capacités de production du Groupe en ciment et sont porteuses de réserves de croissance.

L'objectif pour 2013 est de réduire encore l'endettement net du Groupe pour renforcer le bilan et pouvoir réaliser une future opération de croissance externe de bonne taille avec deux corollaires, continuer à élargir l'assise de nos risques et contribuer rapidement à la croissance et à la rentabilité du Groupe.



▲ Diffraction de rayons X à détecteur rapide du laboratoire matériaux et microstructures du centre technique Louis Vicat à L'Isle d'Abeau (France).

# Priorité aux procédés et aux solutions constructives

**Le Groupe concentre ses moyens de recherche pour la conception, le développement et le suivi des produits à L'Isle d'Abeau, près de Lyon, au centre technique Louis Vicat.**

Ce centre, ouvert en 1993, est situé au cœur de la région Rhône-Alpes, à proximité des implantations historiques du Groupe à Grenoble et de sa cimenterie emblématique de Montalieu, en Isère. Il dispose d'une équipe de 90 chercheurs et techniciens travaillant au sein de trois laboratoires :

- le laboratoire matériaux et microstructures qui analyse la matière,
- le laboratoire Sigma Béton qui formule et contrôle les bétons et granulats,
- le laboratoire de formulation des produits industriels du bâtiment qui met

au point les compositions de produits de second œuvre.

Les principales thématiques de recherche-développement qui visent à anticiper ou à répondre aux demandes de nos clients sont orientées autour de plusieurs objectifs dans ces domaines :

### Les procédés

- L'amélioration de l'efficacité énergétique des cimenteries par la mise au point et l'utilisation de nouvelles technologies cimentières et par le remplacement des

combustibles fossiles par des combustibles de substitution s'inscrit dans une logique d'écologie industrielle (valorisation des déchets des activités humaines) et d'accroissement de la proportion de combustibles issus de la biomasse. En 2012, l'utilisation de combustibles de substitution a permis d'éviter de consommer l'équivalent de 300 000 tonnes de charbon. La proximité du laboratoire de recherche avec les sites de production est indispensable pour réussir ces recherches et en suivre les applications.



▲ Évaluation de la perte au feu d'un ciment pour déterminer la quantité de calcaire.

• Plus récemment, de nouveaux axes de recherche sont apparus. Ils concernent l'amélioration de nos ciments qui, à propriétés mécaniques équivalentes, conduiront à des émissions de CO<sub>2</sub> réduites. Ce sujet, fondamental pour l'avenir de l'industrie et qui s'inscrit dans l'objectif du Groupe de participer à cet effort collectif en faveur de l'environnement, mobilise des moyens humains importants dans les domaines de la cristallographie, de la thermique de l'adjuvantation. Pour effectuer ces recherches, des équipements de dernières technologies sont mobilisés, notamment, diffractomètre, fluorescence X, microscope électronique à effet de champs. Les nouveaux produits issus de ces recherches fondamentales sont ensuite testés en étroite collaboration avec les équipes de recherche et de développement Béton qui sont également présentes sur le site de L'Isle d'Abeau.

## Les solutions constructives

• De nouveaux bétons sont régulièrement développés pour répondre aux attentes de la clientèle du BTP. Les bétons ont connu plusieurs ruptures technologiques avec les bétons auto-plaçants dont l'hyper fluidité permet d'épouser des formes de coffrages complexes. La mise au point des bétons à hautes puis à très hautes performances (BHP et BTHP) et dernièrement des bétons fibrés à ultra-hautes performances (BFUP) a multiplié par dix les montées en résistance du matériau (200 MPa de résistance en compression). Ces bétons répondent aux besoins de

réalisation d'ouvrages d'art ou immeubles de grande hauteur toujours plus performants tout en permettant une créativité architecturale quasi illimitée.

• Les évolutions de la réglementation thermique (RT 2005, BBC, RT 2012 puis demain RT 2020) à la suite du Grenelle de l'Environnement sont prises en compte. Les recherches visent à déterminer avec précision les apports du béton dans l'élaboration de nouvelles solutions constructives visant l'efficacité énergétique du bâtiment. La détermination de codes de calcul de l'inertie du béton fait ainsi l'objet d'un programme de recherche commun avec l'INES/CEA de Chambéry. Le laboratoire R&D Béton développe également des bétons structurels isolants permettant

de réaliser l'enveloppe d'un bâtiment sans isolant rapporté.

• Une offre destinée à l'éco-construction à base de ciment naturel prompt fabriqué dans le massif de la Chartreuse et de matériaux bio-sourcés comme les bétons de chanvre est maintenant proposée sur le marché.

• Les capacités d'analyse du centre technique Louis Vicat permettent de diagnostiquer les pathologies des bétons utilisés aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et de proposer des solutions de traitement. Vicat est membre du Cercle des Partenaires du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication et participe dans ce cadre à la conduite de programmes de recherche pour la restauration du bâti ancien.

## La politique de partenariats

Le centre technique Louis Vicat travaille en collaboration avec plusieurs centres de recherche publics et privés (Commissariat à l'Énergie Atomique, Institut National de l'Énergie Solaire de Chambéry, Institut National Polytechnique de Grenoble, laboratoires des Écoles d'architecture et des universités, laboratoires de ses clients du BTP, etc.). Il dépose régulièrement des brevets.

Le groupe Vicat a été membre fondateur en 2007 du Pôle Innovations Constructives dont il assure la présidence. Ce pôle d'excellence basé en Nord Isère regroupe un réseau d'acteurs de la filière de la construction (industriels, institutionnels, architectes, PME/TPE, artisans, Les Grands Ateliers de L'Isle d'Abeau, Écoles d'architecture, École Nationale des Travaux Publics de l'État, Centre de Formation des Apprentis du BTP, etc.). Il vise à accélérer la diffusion des innovations dans le secteur de la construction pour répondre principalement aux enjeux de la construction durable.

## Gouvernance

### ► DIRECTION

Jacques Merceron-Vicat  
Président

Guy Sidos  
Directeur Général

Raoul de Parisot  
Directeur Général Délégué

Philippe Chiorra  
Directeur Général Adjoint,  
Directeur Juridique

Éric Holard  
Directeur Général Adjoint

Bernard Titz  
Directeur Général Adjoint  
et Secrétaire Général

Christophe Bérenger  
Directeur des Relations Humaines

Éric Bourdon  
Directeur Performances et Investissements

Pierre-Olivier Boyer  
Directeur des Partenariats stratégiques

Gilbert Natta  
Directeur du Développement

Dominique Renié  
Directeur Technique

Jean-Pierre Souchet  
Directeur Financier

### ► CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 décembre 2012

Jacques Merceron-Vicat  
Président

Pierre Breuil

Xavier Chalandon

Raynald Dreyfus

Jacques Le Mercier

Louis Merceron-Vicat

Bruno Salmon

Sophie Sidos

Guy Sidos

P&E Management  
représenté par  
Paul Vanfrachem

### ► COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaires  
KPMG Audit  
Wolff & Associés SAS

Suppléants  
Cabinet Constantin  
Exponens Conseil et Expertise

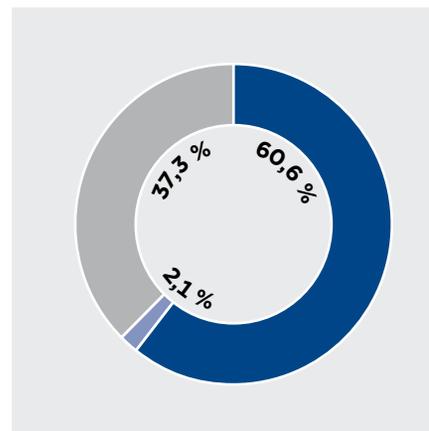
## Actionnariat

### ► CAPITAL SOCIAL

Le capital est composé de 44 900 000 actions d'une valeur nominale de 4 euros chacune, soit un montant de capital de 179 600 000 euros.

La répartition du capital social au 31 décembre 2012 est présentée ci-dessous.

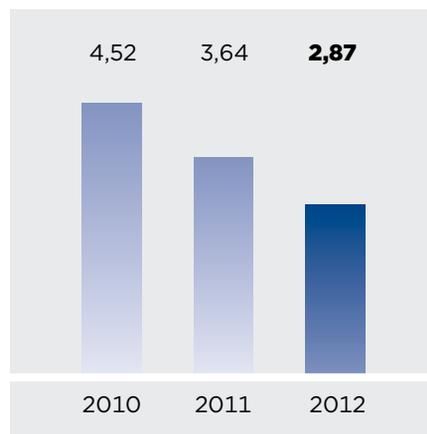
- ▼ Actionnaires familiaux
- ▼ Autocontrôle Vicat
- ▼ Public (dont salariés)



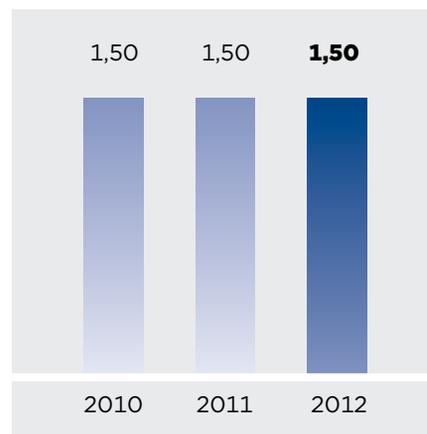
### ► DIVIDENDE

Sur la base des résultats 2012, et confiant dans la capacité du Groupe à poursuivre son développement, le Conseil d'Administration a décidé de proposer aux actionnaires de voter, lors de l'Assemblée Générale du Groupe qui se tiendra le 26 avril 2013, en faveur du maintien du dividende de 1,50 euro par action.

#### Résultat par action (en euros)



#### Dividende par action (en euros)



▼ Entrée du siège opérationnel du groupe Vicat à L'Isle d'Abeau (France).

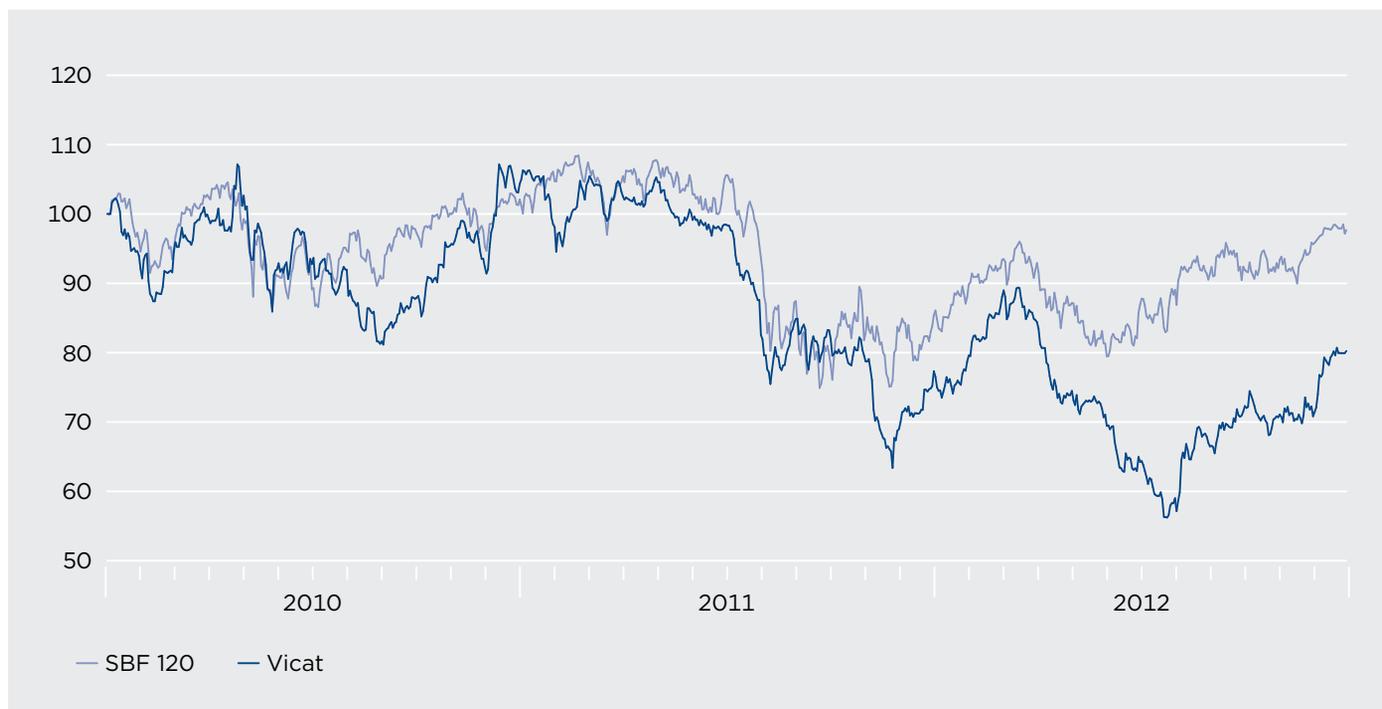


## Bourse et information financière

### ► STATUT BOURSIER

Vicat fait partie depuis le 21 mars 2011 de l'indice SBF 120. Les titres Vicat sont éligibles au Service du règlement différé (SRD) depuis le 26 février 2008.

### Évolution du cours de l'action



### ► LA COMMUNICATION FINANCIÈRE

Vicat poursuit ses efforts de communication vis-à-vis de ses actionnaires avec un souci permanent de transparence et de facilité d'accès à l'information. Le Groupe s'engage donc à mettre régulièrement à la disposition du public les informations relatives à son activité, sa stratégie, ses résultats et ses objectifs. Le programme de communication du Groupe comporte notamment :

- la mise à la disposition du public des informations réglementées AMF sur le site internet du Groupe ([www.vicat.fr](http://www.vicat.fr));
- des communiqués de presse trimestriels, semestriels, annuels et relatifs à toute information significative concernant la vie et le développement du Groupe;
- un rapport annuel;
- un document de référence;

- un site internet dédié : [www.vicat.fr](http://www.vicat.fr), section "Informations financières".

Enfin, Vicat participe à de nombreuses conférences et événements pour faciliter et accroître les contacts directs entre les différents acteurs de la communauté financière et le Groupe.

### ► INFORMATION DES ACTIONNAIRES

#### Service actionnaires et investisseurs :

Tél. : 01 58 86 86 14

Fax : 01 58 86 87 88

**E-mail :** [relations.investisseurs@vicat.fr](mailto:relations.investisseurs@vicat.fr)

**Site internet :** [www.vicat.fr](http://www.vicat.fr)

**Mnemonic :** VCT

**Code ISIN :** FR0000031775

**Sicovam :** 03177

**Bloomberg :** VCT.PA

**Reuters :** VCTP.PA

### ► CALENDRIER DE COMMUNICATION FINANCIÈRE

#### 24 avril 2013

(publication après bourse)

Chiffre d'affaires 1<sup>er</sup> trimestre 2013

#### 26 avril 2013

Assemblée Générale annuelle

#### 6 août 2013

(publication après bourse)

Chiffre d'affaires et résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2013

#### 5 novembre 2013

(publication après bourse)

Chiffre d'affaires 3<sup>e</sup> trimestre 2013

Le Groupe a regroupé l'ensemble des développements relatifs aux sujets environnementaux, sociaux et sociétaux dans le rapport sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises établi en application de la réglementation. Celui-ci présente, aux pages 112 à 135 de ce rapport, l'action du Groupe et ses résultats en les regroupant autour de trois axes principaux :

- la stratégie de "construction durable",
- être un employeur responsable,
- être un acteur du développement économique et social de nos territoires d'implantation.



# Responsabilité sociale et environnementale



▲ Vue générale  
du nouveau quartier  
de la Confluence  
dans le deuxième  
arrondissement  
de Lyon (France).

# 3 métiers 5 zones

Le Groupe exerce dans 11 pays ses métiers principaux que sont le Ciment, le Béton prêt à l'emploi et les Granulats. Ces métiers représentent 87 % du chiffre d'affaires opérationnel. Il dispose par ailleurs d'activités complémentaires, qui confortent ses métiers principaux, en France et en Suisse.

	Total	États-Unis	France	Europe
Chiffre d'affaires	2 292 M€	196 M€	879 M€	411 M€
% du total	100%	9%	38%	18%
EBITDA	437 M€	-5 M€	163 M€	104 M€
% du total	100%	-1%	37%	24%

Suisse  
Italie



▲ Vue du viaduc de Goutte Vignole de l'A89 dans le Rhône (France).

## Afrique & Moyen-Orient

Égypte  
Sénégal  
Mali  
Mauritanie

364 M€

16%

83 M€

19%

## Asie

Turquie  
Kazakhstan  
Inde

442 M€

19%

92 M€

21%



# France

Chiffre d'affaires  
879 M€

Collaborateurs  
2 566

## Répartition du chiffre d'affaires par activités

▼ Ciment	36%
▼ Béton & Granulats	41%
▼ Autres Produits & Services	23%



## Ciment

- ▶ 5 cimenteries
- ▶ 3,0 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

Sur l'année 2012, le nombre de logements autorisés s'établit à 495 496 logements en retrait de 7% par rapport à 2011. En revanche, seulement 346 463 logements neufs auront été mis en chantier contre plus de 420 000 en 2011 : soit -13,1%, le logement individuel (-13,2%) étant plus touché que le logement collectif (-9,3%). La rénovation ou construction sur logements existants a cependant progressée de 4,3%. Le ralentissement des mises en chantier a été particulièrement rapide en fin d'année.

Sur l'année 2012, l'activité Travaux Publics enregistre un recul de 1,8% qui s'est accéléré sur les trois derniers mois.

#### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Livraisons intérieures	19 543	<b>18 009</b>	-7,8%
Importations	1 867	<b>1 964</b>	+5,2%
<b>Consommation totale</b>	<b>21 410</b>	<b>19 973</b>	<b>-6,7%</b>

Après une croissance de plus de 9% en 2011, la consommation de ciment en métropole a connu un retournement avec une activité en régression de 6,7% (soit 19,9 millions de tonnes, un volume proche de 1999). L'année 2012 a été marquée par une météo très défavorable au premier trimestre ainsi qu'au mois décembre avec de la neige dans les plaines alpines.

Malgré un marché en retrait, les importations, progressent de 5,2%.

### Activité commerciale

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Domestique	3 154	<b>2 780</b>	-11,8%
Export	276	<b>245</b>	-11,4%
<b>Total</b>	<b>3 430</b>	<b>3 025</b>	<b>-11,8%</b>

Après l'année 2011, portée par les grands travaux dans un contexte de marché positif, 2012 est pour Vicat une année de transition avec une baisse d'activité de 11,8%. 2012 a été marquée par une météo très défavorable dans les Alpes.

Vicat a concentré ses efforts sur la défense de ses parts de marché sur les secteurs traditionnels. Le prix moyen de vente métropole a connu une progression limitée en 2012.

▼ Vue de l'usine de Créchy.



## Marche des usines

Une météo très défavorable au mois de février et des ventes en retrait ont conduit à une production de clinker en recul de 9% par rapport à 2011. Le pourcentage de combustibles de substitution a légèrement augmenté pour l'ensemble des usines avec un mix contenant toutefois plus de combustibles issus de la biomasse.

Le *cash cost* du ciment s'est dégradé en raison principalement d'un diviseur plus faible et d'une hausse du coût des combustibles fossiles. Le coût de l'énergie électrique est resté stable par rapport à 2011.



▲ Toupies Béton Vicat en action en montagne.

## Investissement

Le volume des investissements a été maintenu à niveau minimum en 2012 permettant toutefois un développement des volumes de combustibles de substitution.

Le principal investissement a été la première phase de la construction des installations de concassage, convoyage et stockage pour l'exploitation de la carrière de calcaire de Mèpieu qui alimentera l'usine de Montalieu en 2014.

## Béton & Granulats

- ▶ 147 centrales à béton
- ▶ 3,1 millions de m<sup>3</sup> vendus
- ▶ 42 carrières de granulats
- ▶ 10,5 millions de tonnes vendues

## Conjoncture sectorielle

Après une année 2011 en progression de 10,1%, le marché national du Béton prêt à l'emploi est en recul de 6,5% en 2012, s'établissant ainsi à 38,7 millions de m<sup>3</sup>. Cette évolution est à mettre en rapport avec la baisse des mises en chantiers, tant dans le bâtiment résidentiel que non résidentiel.

La tendance du marché des granulats en 2012 en France est une baisse de 5,2%, le marché national s'établissant ainsi à 362 millions de tonnes. Le secteur est affecté par la baisse



▲ 1 200 pièces moulées et corniches réalisées en ciment prompt pour rénover la façade du XIX<sup>e</sup> siècle de la maison Berlet à Dortmund (Allemagne).

des ventes de béton mais aussi par la baisse de capacité d'investissement des administrations ayant entraîné une baisse de l'activité Travaux Publics.

## Activité du Groupe

### VOLUMES VENDUS

	2011	2012	Écart
Béton (milliers de m <sup>3</sup> )	3 177	<b>3 093</b>	-2,6%
Granulats (milliers de tonnes)	11 500	<b>10 474</b>	-8,9%

### NOMBRE DE SITES

	2010	2011	Écart
Centrales à béton	142	<b>147</b>	+5
Carrières de granulats	42	<b>42</b>	=

Béton Vicat a baissé ses volumes de 2,6% (avec +3% grâce aux acquisitions de nouvelles centrales) pour un marché en baisse de 6,4% au plan national. En dépit des tensions importantes présentes sur nos marchés, une hausse limitée des prix moyens de vente a été constatée par l'activité Béton prêt à l'emploi de Vicat, sans toutefois parvenir à compenser la totalité de l'inflation des coûts variables.

Grâce aux efforts menés dans les développements technique R&D et commercial des bétons spéciaux, la progression des volumes a été soutenue en 2012 (+20,7%), notamment sur les gammes Flexiperf (bétons et mortiers fluides) et Stylperf (bétons de sol décoratifs).

Les volumes de l'activité Granulats Vicat vendus en 2012 ont baissé de 8,9% par rapport à l'année 2011.

Cette baisse est essentiellement due à l'arrêt de chantiers importants, autoroute A89 et chantier du tunnel de Fréjus. Les prix de vente sont en augmentation par rapport à 2011.

## Investissements

Les investissements de l'activité Béton prêt à l'emploi se sont concentrés sur le développement, les bétons spéciaux, le maintien de l'outil de production, la sécurité et l'environnement, avec notamment :

- l'achat de la société Béton Chatillonnais (deux centrales),

des deux centrales d'AM Béton, et de trois centrales à FABEMI, soit au total une capacité annuelle totale d'environ 250 000 m<sup>3</sup>;

- le démarrage des nouvelles centrales de Briançon (05) et d'Etrembières (74).

En matière d'investissements de l'activité Granulats, l'opération la plus marquante de l'année est la fin des travaux de la nouvelle installation de La Courbaisse (Nice) qui permettra aux ventes de la carrière de passer à près de 1 000 000 de tonnes à terme.

### ▼ Livraison par voie fluviale de la centrale de BGIE à Gennevilliers.



## Autres Produits et Services

### Papeteries de Vizille IMPRESSION ÉCRITURE

#### Conjoncture sectorielle

L'activité 2012 a été marquée par un fort ralentissement de la demande. Les papiers destinés aux journaux-magazines et à l'édition sont les plus touchés, le secteur de l'emballage résiste mieux. Les prix de ventes sont restés stables sur le marché de l'édition, en baisse sur le marché du chèque et orientés à la hausse en cette fin d'année 2012 sur les papiers spéciaux.

#### Activités du Groupe

L'année 2012 aura marqué un tournant en matière de mix produits et de développement des ventes auprès de nouveaux clients et sur de nouveaux marchés. Si les produits historiques comme le papier pour chèque ou le papier bouffant pour l'édition ont continué leur baisse en volume, les nouveaux produits en développement comme les papiers spéciaux, les papiers ingraissables pour l'emballage alimentaire ou les papiers de haute sécurité ont continué leur progression. Les ventes de ces nouveaux produits ont augmenté en 2012 pour représenter plus de 22% des tonnages vendus contre 12% en 2011.



▲ Voie descendante de l'A89 dans le Rhône.

L'année 2012 a été marquée par les travaux de construction de la nouvelle chaudière biomasse dont le démarrage est prévu début 2013. L'utilisation de bois en remplacement du fioul pour la production de vapeur doit permettre une baisse du coût de production de vapeur.

#### VOLUME DE VENTE

	2011	2012	Écart
Impression Écriture (milliers de tonnes)	23224	21961	-5,5%
Sacherie (milliers de sacs)	66113	60442	-8,6%
<b>Chiffre d'affaires (M€)</b>	<b>41,3</b>	<b>40,5</b>	<b>-1,9%</b>

### Papeteries de Vizille SACHERIE

#### Conjoncture sectorielle

2012 a été marquée par une baisse de la demande sur la plupart des marchés de destination des sacs kraft industriels (-5,1% en France). Les secteurs les plus touchés sont ceux de la construction et de la chimie alors que les secteurs de l'alimentation humaine et animale résistent mieux.

#### Activités du Groupe

En 2012, et malgré la baisse de la demande, Vizille a réussi à maintenir ses prix de vente. À partir du milieu de l'année la société a développé les ventes auprès de nouveaux clients dans les domaines de l'alimentation animale, l'alimentation humaine et la construction.

## SATM & filiales

### VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES (PAR ACTIVITÉ)

Millions d'euros	2011	2012	Écart
Transport	85,4	<b>81,6</b>	-4,5%
Grands Travaux	34,0	<b>17,9</b>	-47,3%
<b>Total</b>	<b>119,5</b>	<b>99,6</b>	<b>-16,7%</b>

## Activité Grands Travaux

En 2012, l'activité Grands Travaux a été inférieure en chiffre d'affaires et en volume par rapport à l'année 2011, du fait de l'arrêt simultané de nombreux chantiers, en particulier chantiers de l'autoroute A89 et de la galerie de sécurité du Fréjus.

## Activité Transport

Les effets de la conjoncture se font ressentir et le nombre de défaillances d'entreprises, a augmenté sensiblement par rapport à l'année 2011. Les modifications des dispositifs Fillon et TEPA, concernant la défiscalisation des heures supplémentaires, grèvent les comptes d'exploitation.

Dans ce contexte difficile, le chiffre d'affaires et la rentabilité sont supérieurs à nos prévisions, grâce notamment à la réorganisation de l'activité longue distance et une bonne activité en benne chantier liée, notamment, à l'obtention du marché du transport des matériaux pour les chaussées de l'A89.

## Vicat Produits Industriels

(Produits Chimie du Bâtiment)

## Conjoncture sectorielle

Le marché des mortiers industriels a été affecté par un net ralentissement du marché du neuf et par un marché de la rénovation morose. Le marché a baissé d'environ 3% en 2012. Cette contraction des volumes s'est accompagnée de tensions sur les prix.

## Activités de VPI

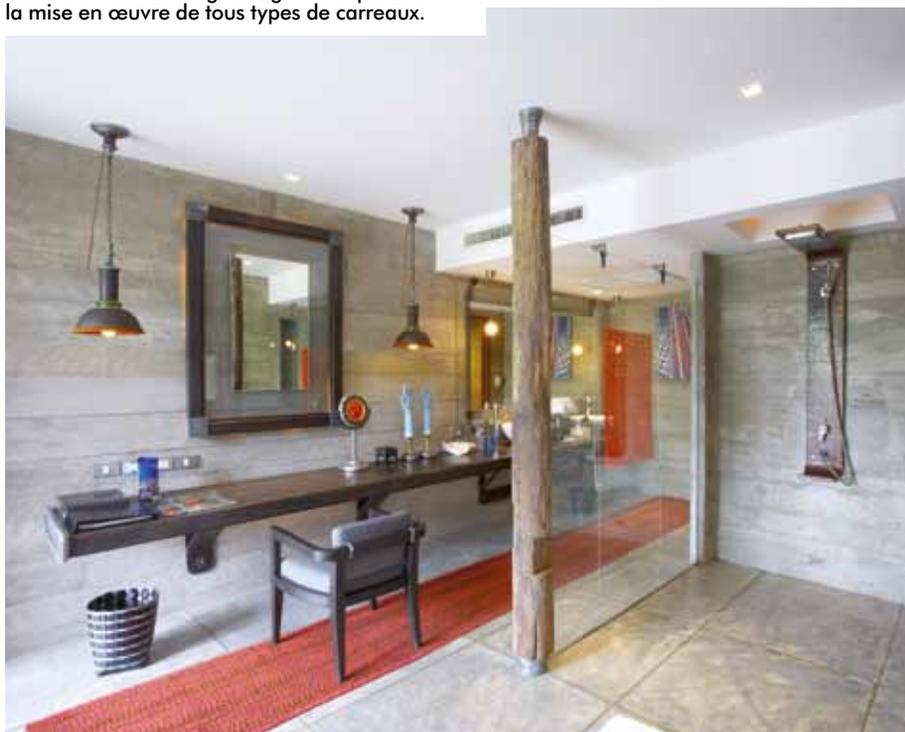
### ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Millions d'euros	2011	2012	Écart
Bâtiment	44,1	<b>47,5</b>	+8,0%
Bricolage	21,6	<b>21,8</b>	+1,0%
Génie Civil	3,6	<b>2,7</b>	-25,0%
<b>Total</b>	<b>69,3</b>	<b>72,0</b>	<b>+4,0%</b>

Dans un marché difficile le volume des ventes de VPI a continué de progresser en 2012 (+4%). Le prix moyen de vente augmente

Le plan d'action commercial centré sur les produits à marque VPI, les colles à carrelage et les produits d'isolation thermique par l'extérieur permet de réaliser des progressions supérieures au marché dans les deux familles de produits évoquées.

▼ Les colles à carrelage allégées VPI permettent la mise en œuvre de tous types de carreaux.



**Chiffre d'affaires**  
411 M€

**Collaborateurs**  
1 098

**Répartition du chiffre d'affaires  
par activités**

- ▼ Ciment **38%**
- ▼ Béton & Granulats **34%**
- ▼ Autres Produits & Services **28%**



## ► Suisse

### Ciment

- 1 cimenterie
- 0,9 million de tonnes vendues

#### Conjoncture sectorielle

En 2012, les demandes de permis de construire sont restées à un niveau élevé. Les grands chantiers d'infrastructure se sont poursuivis et le bon état des finances publiques permet d'envisager de nouveaux projets comme la rénovation des ouvrages construits dans les années soixante.

##### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Livraisons intérieures	4 687	4 395	-6,4%
Importations	507	542	+8,2%
<b>Consommation totale</b>	<b>5 194</b>	<b>4 937</b>	<b>-4,8%</b>

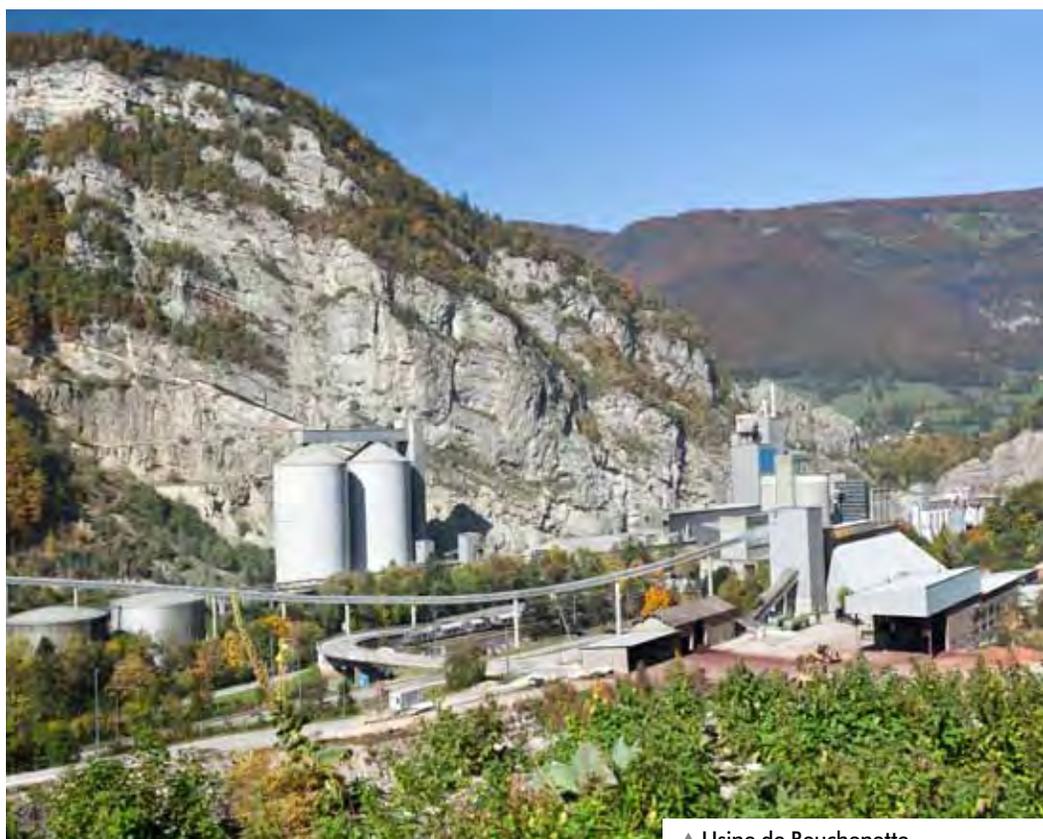
La consommation de ciment est en baisse mais reste à un niveau très élevé. La pression des importateurs a pu être contenue.

#### Activité commerciale

##### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>880</b>	<b>891</b>	<b>+1,3%</b>

Vigier a connu un nouveau record de ventes, notamment du fait d'importantes livraisons à des grands chantiers. Les prix de vente sont globalement stables.



▲ Usine de Reuchenette.

#### Marche de l'usine

L'usine a réussi à répondre à la forte demande du marché et connu de nouveaux records d'expédition journaliers, en raison notamment d'une amélioration du débit des deux broyeurs à ciment. Cette performance a permis une

amélioration du bilan électrique de l'usine.

Le taux de substitution global s'établit à un niveau élevé, grâce notamment au taux de combustible issu de la biomasse qui a atteint près d'un tiers grâce à l'utilisation accrue du bois usagé.

## Béton & Granulats

- ▶ 23 centrales à béton
- ▶ 0,7 million de m<sup>3</sup> vendus
- ▶ 21 carrières de granulats
- ▶ 2,8 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

À l'image du secteur de la construction, la demande de béton prêt à l'emploi a légèrement diminué tout en se maintenant à un haut niveau. Le marché des granulats connaît une évolution similaire à celle du béton bien que la demande reste forte du fait des importants chantiers d'infrastructures en cours.

### Activité du Groupe

#### VOLUMES VENDUS

	2011	2012	Écart
Béton (milliers de m <sup>3</sup> )	756	<b>728</b>	-3,7%
Granulats (milliers de tonnes)	2917	<b>2843</b>	-2,5%

#### NOMBRE DE SITES

	2011	2012	Écart
Centrales à béton	23	<b>23</b>	=
Carrières de granulats	21	<b>21</b>	=

En 2012, les grands chantiers se sont poursuivis dans les régions de Vigier mais certains ont surtout engendré des volumes de décharge et du transport.

### Investissements

Les efforts en faveur de la prolongation et du renouvellement des réserves de granulats se sont poursuivis, particulièrement dans la région du Seeland. En parallèle, la nouvelle centrale béton prêt à l'emploi de Frutigen a été mise en service en novembre.



▲ 2000 dalles en béton hautes performances de 100 dimensions différentes constituent l'imposante façade de 2500 m<sup>2</sup> du bâtiment administratif d'Iter à Cadarache (France).

## ► Italie



▲ Lavabo Elarc® réalisé à la main en béton design Vifort® par la Manufacture du béton située à Einigen.

## Préfabrication

- 127,9 millions d'euros de chiffre d'affaires opérationnel

## Conjoncture sectorielle

Si la demande est restée à un haut niveau, le secteur est soumis à une forte concurrence des fournisseurs étrangers dont les marchés sont en baisse.

## Activité commerciale

### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

	2011	2012	Écart
Volume de vente (milliers de tonnes)	412	415	+0,8%
<b>Chiffre d'affaires (M€)</b>	<b>125</b>	<b>127</b>	<b>+1,9%</b>

L'activité traditionnelle des produits béton (pavés, dalles, tuyaux) est en léger recul mais reste à un bon niveau. Afin de lutter contre une tendance d'érosion de prix, Vigier travaille au

lancement de nouveaux produits tout en défendant ses autres positions. Pour les produits rail, les livraisons au chantier du tunnel du Gothard ont dû être accélérées et compensent le tassement des autres activités.

## Marche des usines

Le site de Müntschemier a assumé les très fortes livraisons de traverses en béton pour le chantier du tunnel du Gothard. La nouvelle machine installée en 2010 a permis d'assurer les livraisons.

## Investissements

Les nouveaux bureaux du site de Lyss étaient prêts pour leur mise en service en janvier 2013.

## Ciment

- 1 centre de broyage
- 2 terminaux
- 0,3 million de tonnes vendues

## Conjoncture sectorielle

La baisse des constructions résidentielles et industrielles, est de environ 13% en 2012 par rapport à 2011. Les travaux publics demeurent très faibles: le projet de la ligne ferroviaire Lyon-Turin, avance lentement, les autres grands projets sont la construction d'une partie d'autoroute vers Milan et la construction d'une nouvelle ligne du métro en prévision de l'Expo 2015 à Milan.

### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Consommation totale</b>	<b>31588</b>	<b>24457</b>	<b>-22,6%</b>

En 2012, le marché national baisse de près de 23% par rapport à 2011. La Sardaigne est le marché régional qui perd le moins par rapport aux autres grâce aux investissements de la région pour la réalisation de nouvelles routes et l'installation d'éoliennes.

## Activité commerciale

### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>365</b>	<b>319</b>	<b>-12,6%</b>

La présence de Cimenti Centro Sud à l'export a permis de compenser en partie la diminution des volumes domestiques. La baisse des volumes traduit aussi la situation financière difficile de clients ayant conduit à couper ou à réduire les encours à risque. Par ailleurs, la société a mené une politique de hausse de prix pour restaurer ses marges et limiter l'effet de la baisse des volumes.

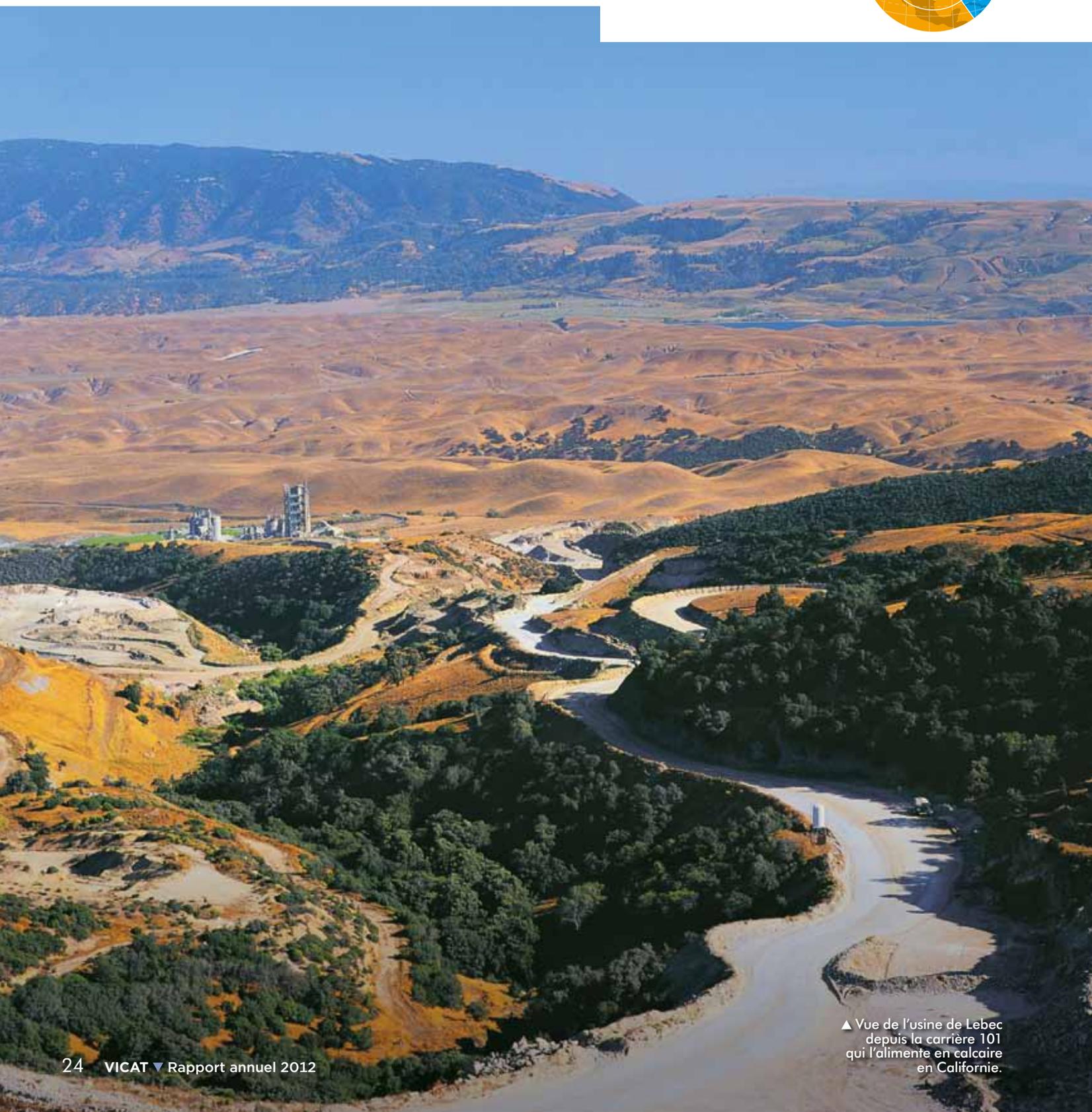
# États-Unis

Chiffre d'affaires  
196 M€

Collaborateurs  
996

Répartition du chiffre d'affaires  
par activités

▼ Ciment **40%**  
▼ Béton  
& Granulats **60%**



▲ Vue de l'usine de Lebec  
depuis la carrière 101  
qui l'alimente en calcaire  
en Californie.

## Ciment

- ▶ 2 cimenteries
- ▶ 1,5 million de tonnes vendues



▲ Flotte de camions toupies de Walker Concrete.

### Conjoncture sectorielle

En 2012, les dépenses de construction sont en hausse sensible par rapport à 2011. Cette progression est surtout alimentée par le résidentiel qui connaît un rebond important.

Au niveau national, la construction résidentielle poursuit sa hausse avec 780 000 mises en chantier à fin décembre, soit une hausse de 28 % par rapport à 2011 (608 000).

#### CONSUMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Sud-Est	7 420	<b>7 864</b>	+6,0%
Californie	6 889	<b>7 368</b>	+6,9%
<b>Total USA</b>	<b>70 424</b>	<b>76 804</b>	<b>+9,0%</b>

### Activité commerciale

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>1 249</b>	<b>1 458</b>	<b>+16,7%</b>

Le volume des ventes de ciment sont en forte progression, tant dans le Sud-Est (+16,5%) qu'en Californie (+16,9%). Cette réalisation a été possible grâce à l'utilisation des filiales "Béton" du Groupe, notamment en prenant des chantiers en directs. Les ventes de "mortar" ont également progressé de 10%.

Les prix de vente du ciment ne s'améliorent pas encore, malgré des tentatives de hausse de prix. Des hausses de prix ont été annoncées pour 2013 par plusieurs cimentiers.

### Marché des usines

Soutenues par des volumes en progression, les usines ont amélioré leur taux de marche, tant pour Lebec que Ragland. Les efforts de réduction de prix de revient ont été poursuivis dans tous les domaines :

- optimisation des frais d'entretien en maximisant l'utilisation de main d'œuvre propre à la place d'entreprises extérieures,
- certains avantages sociaux consentis aux employés ont été renégociés et les effectifs de personnel administratif ont été réduits par le non remplacement de départs,
- l'augmentation du coût des combustibles a pu être contenue grâce à l'utilisation de gaz naturel sur certaines périodes et la hausse du pourcentage en combustibles de substitution.

## Béton

- ▶ 44 centrales à béton
- ▶ 1,7 million de m<sup>3</sup> vendus

### Conjoncture sectorielle

Comme pour le secteur cimentier, le béton prêt à l'emploi a pu profiter de la reprise du secteur résidentiel et dans une moindre mesure du non résidentiel. En revanche, les travaux publics sont en perte de vitesse, à cause notamment de la fin du programme fédéral de relance.

### Activité du Groupe

#### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

	2011	2012	Écart
Volume de béton vendu (milliers de m <sup>3</sup> )	1 600	<b>1 658</b>	+3,6%
Nombre de centrales	44	<b>44</b>	=

Les volumes dans le Sud-Est sont équivalents à ceux de 2011, malgré la diminution du nombre de chantiers importants par rapport à 2011. Nous devrions retrouver ces chantiers sur 2013. À Atlanta, la reconversion des opérations vers le secteur commercial s'est poursuivi, mais nous avons pu aussi conserver les quelques promoteurs immobiliers qui ont encore une activité et les volumes se sont légèrement améliorés aussi.

Les prix en Alabama sont en amélioration du fait du changement de mix client par rapport à 2011. Ceux de Walker sont en baisse de 2% à cause d'une concurrence très forte sur les prix.

En Californie du Sud, ce sont les travaux publics qui continuent de soutenir les volumes (en hausse de 7%). En Californie Centrale, le Groupe termine 2012 en hausse par rapport à 2011, en obtenant des chantiers de travaux publics et de construction d'un bâtiment industriel. Malgré un marché difficile, les prix sont en légère amélioration.

# Afrique - Moyen-orient

▶ Égypte  
▶ Sénégal

▶ Mali  
▶ Mauritanie

Chiffre d'affaires  
364 M€

Collaborateurs  
1137

Répartition du chiffre d'affaires  
par activités

▼ Ciment **94%**  
▼ Béton  
& Granulats **6%**



# ► Égypte

## Ciment

- 1 cimenterie
- 2,3 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

Les secteurs des travaux publics et de la construction résidentielle avaient été frappés par une baisse d'activité importante en 2011. L'année 2012 a été marquée par une solide reprise de l'activité au cours du premier semestre, mais cette dernière a eu tendance à s'essouffler à partir du troisième trimestre.

L'État a partiellement rattrapé ses retards de paiement en 2012.

Les sociétés de construction ont ainsi perçu des liquidités leur permettant de poursuivre leurs activités.

Le gouvernement a adopté un plan quinquennal de construction d'un million de logements, avec une dotation de 10 milliards EGP pour l'exercice budgétaire en cours.

Comparativement à l'année 2011, la consommation de ciment en Égypte en 2012 s'affiche en progression de 5,1%. En forte augmentation au premier trimestre (+14,0%), cette dernière a progressivement ralenti sur les trois trimestres suivants.

#### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Consommation totale</b>	<b>48 692</b>	<b>51 184</b>	<b>+5,1%</b>

### Activité commerciale

Les ventes de Sinaï Cement Co. ont été affectées par l'insécurité qui règne dans le Nord Sinaï, provoquant des perturbations de la marche de l'outil industriel et de la logistique dans la péninsule. Le prix moyen de vente est en légère progression sur l'exercice.

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>3 192</b>	<b>2 283</b>	<b>-28,5%</b>

Pour satisfaire ses clients et dans une logique d'amélioration de ses marges, SCC a commercialisé un nouveau type de ciment.

### Marche de l'usine

Une attention particulière a été portée tout au long de l'année 2012 sur la maîtrise du prix de revient usine. En dépit des efforts engagés, celui-ci apparaît en augmentation par rapport à 2011, notamment du fait d'une hausse importante des coûts de l'énergie, les attaques récurrentes contre le gazoduc alimentant le site, ayant contraint à modifier le mix combustibles.

À fin décembre 2012, l'usine d'Al Arish a néanmoins produit 2,1 millions de tonnes de clinker et vendu 2,3 millions de tonnes de ciment.

Les conditions de sécurité rencontrées dans le Nord Sinaï ont ralenti la mise en œuvre du plan d'investissements 2012.

▼ Vue de l'usine de Sinaï Cement à Al Arish.



# ▶ Sénégal

## Ciment

- ▶ 1 cimenterie
- ▶ 2,7 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

En 2012, le contexte électoral a entraîné un ralentissement des activités économiques au premier trimestre. Les grands travaux en cours ainsi que les nouveaux chantiers annoncés ont été retardés suite à l'installation de la nouvelle administration.

En dépit des plusieurs facteurs conjoncturels négatifs (conjoncture internationale, effets négatifs de la mauvaise campagne agricole de 2011, etc.), la construction a connu une quasi stabilité, - 0,5% en 2012. La bonne saison agricole 2012 constitue en revanche un facteur favorable pour la construction en 2013.

La consommation locale de ciment devrait connaître un léger recul en 2012 après la hausse de 8% enregistrée en 2011. Le marché de la sous-région s'inscrit en progression d'environ 6% en 2012 par rapport à 2011.

### Activité commerciale

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>2652</b>	<b>2680</b>	<b>+1,1%</b>

Les ventes sur le marché domestique sont stables et évoluent comme la consommation domestique de ciment. Les ventes à l'exportation ont augmenté de 3,8%, tirées par l'accroissement des exports maritimes et le Mali.

▼ La Fondation Sococim soutient la PME textile Aissa Dione Tissus (ADT) à Dakar.



### FONDATION SOCOCIM

La Fondation Sococim a poursuivi ses activités, finançant des projets de petites entreprises dans les localités environnantes de l'usine.

La concurrence sur le marché domestique a entraîné une baisse du prix moyen.

### Marche de l'usine

#### ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Clinker	1679	1772	+5,5%
Ciment	2648	2688	+1,5%

La production clinker de l'année 2012 a atteint 1,8 million de tonnes, en hausse de 5,5%. La production de ciment a progressé de 40 000 tonnes pour suivre le développement des ventes à l'export.

Les faits marquants de l'année sont :

- le redémarrage du four 3, à l'arrêt depuis 2008, pour un apport supplémentaire de clinker ;

- le démarrage de nouvelles installations pour l'alimentation du four 5 en combustibles de substitution permettant d'augmenter les volumes utilisés.
- une utilisation de petcocke en substitution partielle à la houille plus coûteuse.

### Investissements

Pour l'année 2013, les investissements ont été limités à des projets d'amélioration de la productivité et à l'augmentation des capacités de broyage ciment et de consommation de combustibles secondaires. En effet, après les gros investissements, l'orientation est aujourd'hui d'optimiser l'outil de production pour une maîtrise des coûts gage de compétitivité.

## ▶ Mali

**Granulats**

- ▶ 2 carrières de granulats
- ▶ 2,6 millions de tonnes vendues

**Conjoncture sectorielle**

Le niveau des ventes de granulats a été encore très soutenu sur les trois premiers mois de l'année, l'activité ayant été dopée par le secteur des travaux publics à l'approche des élections présidentielles. Un ralentissement a été enregistré ensuite. Le secteur du bâtiment a connu une stagnation par rapport à 2011.

**Activité du Groupe**

La baisse des travaux publics après les élections a entraîné une baisse significative des ventes des granulats basaltiques (GECAMINES), situation amplifiée par une saison des pluies importante. Pour les granulats calcaires (SODEVIT), principalement utilisés dans le secteur du bâtiment, les ventes sont restées stables.

Les prix de ventes sont restés stables pour les granulats calcaires. Ils se sont détendus en deuxième partie d'année pour les granulats basaltiques après une hausse liée à la forte activité du premier trimestre.

**ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ**

	2011	2012	Écart
Volumes vendus (milliers de tonnes)	2 968	2 624	-11,6%
Nombres de sites de granulats	2	2	=

**Ciment**

- ▶ 0,6 million de tonnes vendues

**Conjoncture sectorielle**

Malgré la situation politique instable en 2012, la consommation de ciment a bien résisté: le volume total 2012 s'inscrit en retrait d'environ 1,5% à 1 490 milliers de tonnes dans un contexte de baisse des prix déjà entamé fin 2011.

**CONSOMMATION DE CIMENT**

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Consommation totale</b>	<b>1 510</b>	<b>1 490</b>	<b>-2,0%</b>

L'activité de construction privée est restée stable après les fortes progressions des années précédentes tandis que les chantiers de travaux publics ont été ralentis fortement.

**Activité commerciale****VOLUME DES VENTES**

Cumul	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>113</b>	<b>89</b>	<b>-21,0%</b>

En 2012, Ciments et Matériaux du Mali (CMM) a débuté des exportations vers les pays voisins. Au global, le Groupe a vendu environ 570 000 tonnes au Mali, dont 69 milliers de tonnes sous marque CMM, contre 561 739 tonnes en 2011.

## ▶ Mauritanie

**Ciment**

- ▶ 1 centre de broyage
- ▶ 0,2 million de tonnes vendues

**Conjoncture sectorielle**

Au-delà des constructions individuelles privatives à l'activité stable, le secteur du bâtiment à Nouakchott voit la construction de plusieurs immeubles de bureaux, ce qui est nouveau, ainsi que le projet d'une promotion immobilière de 600 maisons moyen standing.

**CONSOMMATION DE CIMENT**

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Consommation totale</b>	<b>652</b>	<b>700</b>	<b>+7,3%</b>

La consommation de ciment a augmenté en 2012, en particulier au nord (mines, Nouadhibou), et sur Nouakchott.

**Activité commerciale****VOLUME DES VENTES**

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>203</b>	<b>211</b>	<b>+4,0%</b>

Après un premier semestre en baisse, BSA Ciment a réalisé un second semestre plus dynamique, ce qui a permis au Groupe de conforter sa deuxième place sur le marché mauritanien. Les prix de ventes sont restés stables.

**Marche de l'usine**

L'installation, désormais autonome pour la génération électrique, a fonctionné de manière satisfaisante permettant de servir le marché efficacement.

# Asie

- ▶ Turquie
- ▶ Kazakhstan
- ▶ Inde

**Chiffre d'affaires**  
442 M€

**Collaborateurs**  
1732

## Répartition du chiffre d'affaires par activités

▼ Ciment	<b>73%</b>
▼ Béton & Granulats	<b>20%</b>
▼ Autres Produits & Services	<b>7%</b>



## ► Turquie

### Ciment

- 2 cimenteries
- 3,5 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

Après avoir connu de très fortes augmentations sur la période 2009-2011 (+33%), la progression de la consommation de ciment en Turquie connaît un ralentissement en 2012 à +1,7% pour atteindre 56,8 millions de tonnes.

#### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Marmara	13451	<b>12300</b>	-6,6%
Égée	4686	<b>4820</b>	+3,8%
Méditerranée	8122	<b>8550</b>	+5,0%
Mer Noire	7953	<b>7850</b>	-2,0%
Anatolie centrale	9852	<b>9870</b>	+0,5%
Anatolie de l'Est	3336	<b>3860</b>	+17,7%
Anatolie du Sud	4851	<b>5500</b>	+13,8%
Autres	2900	<b>2900</b>	+0,0%
<b>Total</b>	<b>55861</b>	<b>56830</b>	<b>+1,7%</b>

Les régions Est et Sud Anatolie affichent les plus fortes progressions, les programmes d'investissements de développement étant nombreux dans ces zones. Les événements du Moyen-Orient continuent d'affecter les marchés export en 2012.

### Activité commerciale

Les volumes de vente ciment progressent sensiblement sur l'année 2012 avec :

- des ventes domestiques en progression sur l'année (+3,5%) de façon plus marquée à Baştaş qui bénéficie de projets importants sur la région d'Ankara.



▲ Réalisation en béton de l'Azura Park.

- l'export en forte baisse du fait principalement des événements continuant à affecter les débouchés habituels de la Turquie (Syrie, Lybie, etc.).

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Ciment	3363	<b>3404</b>	+1,2%
<i>Dont marché domestique</i>	3179	<b>3289</b>	+3,5%
Chaux (Baştaş)	60	<b>57</b>	-5,4%
<b>Total</b>	<b>3423</b>	<b>3461</b>	<b>+1,1%</b>

Les prix de vente domestiques augmentent sensiblement plus que l'inflation en moyenne sur l'année 2012.

### Marché des usines

Les efforts concernant l'utilisation de combustibles et matériaux de substitution ont été poursuivis permettant ainsi d'augmenter le taux de substitution de 25% à Baştaş et de 50% à Konya.

Cözüm, la filiale chargée de la collecte et du traitement des déchets industriels solides, fonctionne désormais au delà de sa capacité initiale. Une demande d'extension de la licence a été déposée et acceptée.

### Investissements

À Baştaş, l'installation d'une nouvelle presse permettra d'augmenter la capacité de broyage de l'usine. Les travaux sont en cours et le démarrage prévu au premier semestre 2013.

## Béton & Granulats

- 33 centrales à béton
- 2,4 millions de m<sup>3</sup> vendus
- 7 carrières de granulats
- 5,4 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

Les volumes de béton prêt à l'emploi progressent de 1% en 2012 à l'échelon national. Le nombre d'installations continue encore à progresser.

#### ÉVOLUTION DU SECTEUR DU BPE

	2011	2012	Écart
Production (milliers de m <sup>3</sup> )	90500	<b>91500</b>	+1,1%
Nombre d'installations	945	<b>970</b>	+2,6%

La consommation de granulats en Turquie est estimée à environ 300 millions de tonnes pour 2012, utilisés principalement, 75-80%, pour l'activité béton et préfabrication et dans une moindre part, 20-25%, pour la construction de routes et asphalte.

Les ventes de granulats sur le marché d'Ankara peuvent être estimées à 20 millions de tonnes en 2012, correspondant à une forte progression due à la demande liée aux projets résidentiels et d'infrastructures.



▲ Chauffeur de camion-toupie sur la centrale à béton de Bastas Batikent.

### Activité du Groupe

#### VOLUMES VENDUS

	2011	2012	Écart
Béton (milliers de m <sup>3</sup> )	2450	<b>2447</b>	-0,1%
Granulats (milliers de tonnes)	4794	<b>5428</b>	+13,2%

#### NOMBRE DE SITES

	2011	2012	Écart
Centrales à béton	36	<b>33</b>	-3
Carrières de granulats	7	<b>7</b>	=

▼ Centrale à béton de Konya Manavgat.



Les volumes de l'année 2012 restent stables globalement, mais progressent différemment selon les zones de marché. Le bassin d'Ankara profite de grands projets résidentiels tandis que la zone Sud et Méditerranée subit une pression concurrentielle accrue. Les prix de ventes progressent de manière soutenue.

Les efforts d'amélioration de prix de revient continuent également dans nos activités béton, notamment au travers du programme de renouvellement de la flotte de camions toupies et de pompes.

Sept installations de granulats sont opérationnelles en 2012: cinq sur la région d'Ankara, une à Konya et une en Méditerranée.

Les volumes vendus en 2012 progressent de 13,2% en granulats, dynamisés par la demande liée aux "grands projets d'Ankara". L'augmentation des prix de ventes est sensiblement supérieure à l'inflation.

▼ Carrière de granulats de Tamtas Karaomerler.



## ► Kazakhstan

### Ciment

- 1 cimenterie
- 1,0 million de tonnes vendues

#### Conjoncture sectorielle

L'industrie de la construction confirme une croissance en glissement annuel à 6,0% sur l'année 2012. Les investissements dans les infrastructures demeurent le moteur de l'activité de la construction, la construction résidentielle n'étant pas très développée. Un ambitieux programme, intitulé "Logements 2020", a été annoncé par le gouvernement qui prévoit la construction de 29 millions de m<sup>2</sup> de logements individuels.

En 2012, le marché du ciment a progressé de près de 13 % sur l'ensemble du pays par rapport à 2011.

#### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
Livraisons intérieures	5 326	<b>6 151</b>	+ 15,5%
Importations	909	<b>908</b>	=
<b>Consommation totale</b>	<b>6 235</b>	<b>7 059</b>	<b>+ 13,2%</b>

Les volumes importés sont restés stables par rapport à 2011 et se sont progressivement dilués dans ce marché en pleine croissance. Elles se concentrent surtout dans les régions de l'Ouest et dans le Sud.

#### Activité commerciale

Les opérations commerciales en 2012 ont bénéficié de l'expérience acquise au cours de l'année précédente et du renforcement du potentiel

d'expédition grâce à l'acquisition de 100 wagons-trémies supplémentaires.

Au cours de l'année écoulée, les volumes de ventes ont progressé, atteignant près d'un million de tonnes de ciment ; Jambyl Cement a ainsi établi de solides positions commerciales sur les marchés d'Astana et d'Almaty.

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>500</b>	<b>981</b>	<b>+ 96%</b>

#### Marche de l'usine

En 2012, la production de l'usine a continué à progresser permettant une production totale de clinker de 676 000 tonnes et de 997 000 tonnes de ciments (contre 516 000 tonnes en 2011). Cette performance a été réalisée en dépit de quelques difficultés résiduelles dont la résolution en cours donnera à l'usine un nouveau potentiel de progression.

#### Investissement

Le village de "Samal", destiné à accueillir le personnel a été terminé et est déjà occupé à 70%. Le *life center* a également été terminé en fin d'année.

La capacité de transport de ciment de la société a été améliorée par l'achat de 100 wagons trémies supplémentaires, livrés début 2012.

## ► Inde

### Ciment

- 2 cimenteries
- 2,5 millions de tonnes vendues

### Conjoncture sectorielle

La croissance du secteur de la construction est attendue à 7% en 2012 bénéficiant de la forte demande en logement, atténuée par une croissance plus modérée des projets d'infrastructure.

Considérant le fort besoin du pays en infrastructure, le XII<sup>e</sup> plan quinquennal prévoit de mobiliser 1 milliard de dollars US pour les dépenses d'infrastructure, le double du précédent plan.

#### CONSOMMATION DE CIMENT

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Consommation sud Inde + Mahastra</b>	<b>92600</b>	<b>96100</b>	<b>+3,8%</b>

La consommation de ciment dans les États du sud de l'Inde (Andhra Pradesh, Tamil Nadu, Karnataka, Kerala et Goa), ainsi que dans l'État du Mahastra est estimée à 96 millions de tonnes en 2012, enregistrant une hausse de 3,8% par rapport à 2011, identique à l'année précédente avec des situations contrastées par État.

### Activité commerciale

#### VOLUME DES VENTES

Milliers de tonnes	2011	2012	Écart
<b>Total</b>	<b>2055</b>	<b>2534</b>	<b>+23%</b>

Sur 2012, Bharathi Cement affiche une croissance de ses ventes en volume de 23% à 2,5 millions de tonnes de ciment, exclusivement dans les États du sud de l'Inde, ainsi que dans le Mahastra. La forte hausse de sa part de marché dans cet état a permis de surperformer de façon significative la croissance de son marché. À fin 2012, le réseau commercial se constitue de 2000 distributeurs et agents et de 103 dépôts. Enfin, les ventes de ciments aux cendres volantes et au laitier ont représenté 51% des volumes, un niveau équivalent à 2011.

Les prix de ventes facturés n'ont que modérément progressé de l'ordre de 3,7%, un niveau inférieur à l'inflation.

Le prix départ usine est resté stable par rapport à l'exercice précédent, les optimisations de coûts logistiques ayant été consommées par la hausse de prix du transport par rail et par route.

### Marche des usines

En 2012, l'usine de Kadapa a produit 2105000 tonnes de clinker (+20%) et 2544000 tonnes de ciment. Si la hausse des coûts combustibles a été contrôlée grâce à la hausse de la consommation de combustibles de substitution ainsi qu'à un mix de charbon plus économique (Petcoke), la société a en revanche été affectée par la hausse du prix de l'électricité sur le réseau, ajoutée à des restrictions d'approvisionnements. N'anticipant pas d'amélioration de la fiabilité du réseau électrique, la société va se doter d'une centrale électrique dont le démarrage est prévu en 2014.

▼ Usine de Bharathi Cement dans l'Andhra Pradesh.



## Avancement du projet Vicat Sagar Cement

La société Vicat Sagar Cement Private Limited (VSCPL) dont le groupe Vicat détient désormais 53% et le partenaire indien Sagar Cements Limited 47%, a pour objectif la création d'une cimenterie *greenfield* d'une capacité initiale de 2,75 millions de tonnes située dans le cluster de Gulbarga dans l'État du Karnataka.

La société a démarré son four d'une capacité nominale de 6 000 tonnes par jour au cours du mois de novembre, elle a donc pu produire au cours de l'année 2012 un volume de 80 000 tonnes de clinker.

La production de ciment a débuté au tout début de l'année 2013 et la première expédition de ciment s'est déroulée mi-janvier 2013.

Les travaux de construction des équipements permettant à l'usine d'atteindre sa pleine capacité (broyeur

ciment N-2 et stockage additionnel) se terminent, l'usine sera donc pleinement opérationnelle dans le courant du premier semestre 2013.

Les quatre premiers bâtiments de la colonie représentant 150 logements sont en service, la colonie sera terminée en milieu d'année.

La société VSCPL a conclu un accord avec la société Bharathi pour l'utilisation de la marque "Bharathi Cement". L'utilisation de cette marque "premium" qui a déjà une forte notoriété sur le marché, permet d'économiser les coûts de lancement d'une nouvelle marque, de favoriser l'écoulement des volumes au travers d'une marque établie et enfin d'optimiser les coûts de transports des deux sociétés.

La ligne 110 kV de 28 km reliant l'usine au réseau a été mise en service et permet l'approvisionnement de l'usine. Les essais de la centrale électrique de 30 MW ont démarré,

la synchronisation est attendue en fin de premier trimestre. Le montage de l'installation de cogénération de 8,4 MW est en cours, en vue d'un démarrage à la mi-année.

## Granulats

- 1 carrière de granulats
- 0,4 million de tonnes vendues

## Activité du Groupe

La société Mines & Rock (filiale à 100% de Bharathi Cement), exploite une carrière de granulats située à environ 50 km de Bangalore, dans le Karnataka et vend sa production dans la zone périurbaine du nord de Bangalore. Son activité au cours de 2012 a été très dynamique, affichant avec une progression des volumes de plus de 50% à 426 milliers de tonnes.

▼ Usine de Vicat Sagar Cement dans le Karnataka.



# Rapport financier

<b>Commentaires sur les chiffres clés du Groupe</b>	<b>38</b>
<b>Comptes consolidés au 31 décembre 2012</b>	<b>51</b>
<b>Comptes sociaux au 31 décembre 2012</b>	<b>95</b>
<b>Responsabilité sociétale des entreprises</b>	<b>112</b>
<b>Informations juridiques</b>	<b>136</b>
Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne	136
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du Conseil d'Administration de la société VICAT S.A.	145
Projet des résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire	146

# Commentaires sur les chiffres clés du Groupe

---

Évolution du chiffre d'affaires consolidé	38	Évolution de la structure financière	48
Compte de résultat consolidé	41	Perspectives 2013	50

---

## I. ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

### 1.1. ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Vicat 2012 atteint 2 292 millions d'euros, en progression de 1,2 % par rapport à 2011.

Cette évolution résulte :

- d'une inflexion de 0,2 % du niveau d'activité à périmètre et change constants, soit une baisse de 4,8 millions d'euros, liée à :
  - des évolutions d'activités contrastées entre zones affectées par des événements sociaux et politiques comme l'Égypte et le Mali, et d'autres qui ont tiré parti de dynamiques commerciales favorables comme l'Inde, le Kazakhstan, la Turquie et les États-Unis,
  - une météorologie défavorable par rapport à l'exercice 2011, notamment en France et en Suisse.
- d'un effet change positif de 1,2 %, soit 27,2 millions d'euros, résultant essentiellement de l'évolution positive du franc suisse, du dollar américain et de la livre égyptienne qui a permis de pleinement compenser la dépréciation de la roupie indienne.
- d'un très léger effet de périmètre positif de 0,2 %, soit 4,3 millions d'euros, lié à des acquisitions réalisées dans l'activité béton en France.

L'évolution du chiffre d'affaires consolidé par activité pour l'exercice 2012, par rapport à 2011, se présente comme suit :

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation	Variation (%)	effet de change	Dont	
						variation de périmètre	croissance interne
Ciment	1 156	1 138	18	1,6 %	10	0	8
Béton & Granulats	826	818	8	1,0 %	14	4	(11)
Autres Produits & Services	310	310	1	0,2 %	3	0	(2)
<b>Total</b>	<b>2 292</b>	<b>2 265</b>	<b>27</b>	<b>1,2 %</b>	<b>27</b>	<b>4</b>	<b>(4)</b>

Comme indiqué plus haut, le chiffre d'affaires opérationnel du Groupe est en hausse à périmètre et taux de change constants. L'analyse globale des différentes composantes de cette évolution est présentée ci-après :

	Variation 2012/2011
Effet volume	- 2,1 %
Effet prix et mix	+ 1,9 %
Variations de périmètre	+ 0,2 %
Variations de change et autres	+ 1,2 %
<b>Total</b>	<b>+ 1,2 %</b>

La hausse des volumes concerne principalement l'Inde, le Kazakhstan, les États-Unis, la Turquie, l'Afrique de l'Ouest et la Suisse pour l'activité ciment et les États-Unis, la Turquie et l'Inde pour l'activité Béton & Granulats. L'évolution des prix moyens de ventes est contrastée selon les activités et les marchés, avec une baisse marquée en Afrique de l'Ouest et légère aux États-Unis, et une progression significative en Turquie, au Kazakhstan et en Italie tandis que les autres territoires de vente du Groupe enregistrent des tendances en légère progression ou quasi stables.

L'évolution des volumes (calculés proportionnellement au pourcentage d'intégration) dans nos principaux métiers se présente comme suit :

	2012	2011	Variation 2012/2011
Ciment (milliers t)	17 894	18 035	- 0,8 %
Béton (milliers m <sup>3</sup> )	7 928	7 969	- 0,5 %
Granulats (milliers t)	21 516	22 219	- 3,2 %

## Commentaires sur les chiffres clés du groupe

### Évolution du chiffre d'affaires consolidé

La répartition du chiffre d'affaires opérationnel du Groupe par activité (avant éliminations inter-secteurs) se présente comme suit :

(En pourcentage)	2012	2011
Ciment	52,3	52,1
Béton & Granulats	32,5	32,8
Autres Produits & Services	15,2	15,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

La part des métiers principaux du Groupe que sont le Ciment, le Béton et les Granulats est quasi stable à près de 85% du chiffre d'affaires opérationnel avant élimination.

La répartition du chiffre d'affaires consolidé par zone géographique de vente est la suivante :

(en millions d'euros)	2012	%	2011	%
France	849	37,1	902	39,8
Amériques	196	8,6	165	7,3
Turquie, Kazakhstan, Inde	439	19,2	345	15,2
Afrique, Moyen-Orient et autres	370	16,1	421	18,6
Europe (hors France)	437	19,1	432	19,1
<b>Total</b>	<b>2 292</b>	<b>100,0</b>	<b>2 265</b>	<b>100,0</b>

Par zone géographique de vente, la part du chiffre d'affaires consolidé réalisée en France est en recul, compte tenu des conditions météorologiques défavorables enregistrées en début et en fin d'exercice, de même que celle réalisée en Afrique et Moyen-Orient, essentiellement affectée par les pressions sur les prix en Afrique et un environnement sécuritaire toujours dégradé en Égypte. En revanche, la proportion du chiffre d'affaires réalisé en Turquie, Inde et Kazakhstan progresse sensiblement compte tenu de la poursuite de la montée en puissance opérationnelle et commerciale des actifs du Groupe en Inde et au Kazakhstan.

La part de l'activité réalisée dans les pays émergents progresse légèrement, passant de 33,5 % en 2011 à 35,2 % en 2012. La forte contraction de l'activité en Égypte, compte tenu de l'environnement sécuritaire, et de l'Afrique de l'Ouest marquée par une pression concurrentielle accrue, a été compensée par la progression soutenue de l'activité en Inde et au Kazakhstan.

#### Ventilation du chiffre d'affaires opérationnel 2012 par zone géographique et par activité

Zone géographique	Ciment	Béton & Granulats	Autres Produits & Services	Éliminations inter-secteurs	CA consolidé
France	391,5	434,8	238,8	(185,9)	879,1
États-Unis	91,2	135,9	-	(30,9)	196,1
Turquie, Kazakhstan, Inde	376,6	102,5	34,5	(71,4)	442,1
Afrique, Moyen-Orient	342,2	23,8	-	(1,7)	364,3
Europe (hors France)	175,6	158,2	127,5	(50,8)	410,5
<b>CA opérationnel secteurs (avant éliminations inter-secteurs)</b>	<b>1 377,1</b>	<b>855,1</b>	<b>400,7</b>	<b>(340,8)</b>	<b>2 292,2</b>
Éliminations inter-secteurs	(221,4)	(29,1)	(90,2)	340,8	
<b>CA consolidé</b>	<b>1 155,7</b>	<b>826,1</b>	<b>310,5</b>		<b>2 292,2</b>

## 1.2. ÉVOLUTION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011
Chiffre d'affaires	2 292	2 265	+ 1,2 %
EBITDA	437	491	- 10,9 %
EBIT	245	309	- 20,8 %
Résultat d'exploitation <sup>(1)</sup>	245	302	- 18,8 %

(1) Le résultat d'exploitation se calcule en sommant l'EBIT, les autres produits et charges non ordinaires et les dotations nettes aux amortissements et provisions non ordinaires.

L'EBITDA consolidé du Groupe affiche une baisse de 10,9 % par rapport à l'exercice 2011, à 437 millions d'euros et une baisse de 11,4 % à périmètre et taux de change constants. La marge d'EBITDA en 2012 s'établit donc à 19,1 % contre 21,7 % en 2011. Ce recul résulte pour l'essentiel :

- d'un effet de volume négatif dans les deux activités Ciment et Béton - Granulats dû à la baisse d'activité enregistrée en France, en Égypte et d'un effet prix défavorable en Afrique de l'Ouest,
- des conditions de production particulièrement difficiles en Égypte résultant de la pénurie de combustibles,
- du renchérissement des coûts énergétiques en Inde, en Égypte et au Sénégal et de ceux du fret en Inde.

Ces facteurs négatifs ont été en partie compensés par :

- la forte progression de l'EBITDA au Kazakhstan et en Turquie,
- l'amélioration de la performance aux États-Unis qui réduit sensiblement sa perte opérationnelle,
- et une légère amélioration de l'EBITDA généré en Suisse et en Italie.

Le résultat d'exploitation pâtit de la baisse de la rentabilité opérationnelle et d'une charge d'amortissement accrue du fait de la mise en service des nouvelles installations, notamment au Kazakhstan.

## II. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

### 2.1. ÉVOLUTION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

#### 2.1.1. Compte de résultat France

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	879	939	- 6,3 %	- 6,8 %
EBITDA	163	202	- 19,1 %	- 19,0 %
EBIT	104	147	- 29,5 %	- 29,1 %

Le chiffre d'affaires consolidé en France affiche une baisse de 6,8 %. La baisse de l'activité sur cette zone résulte pour l'essentiel de la baisse des volumes affectés par des conditions météorologiques très mauvaises en début d'année en comparaison à un exercice 2011 qui avait bénéficié de conditions climatiques exceptionnellement bonnes, mais aussi d'un ralentissement du marché de la construction sur l'ensemble de l'exercice lié à la crise économique et financière que traverse plus généralement l'ensemble de la zone européenne. Dans cet environnement défavorable, l'EBITDA généré par le Groupe dans cette zone est en net recul de 19 %.

Néanmoins, il est à noter que le rythme de baisse de l'activité du Groupe en France s'est ralenti sur l'ensemble du second semestre en dépit de la fin de grands chantiers et de conditions météorologiques sensiblement moins favorables qu'en fin d'année 2011. Ainsi, l'activité du Groupe en France et son niveau de rentabilité se sont sensiblement améliorés au second semestre 2012 par rapport au premier semestre 2012.

- Dans l'activité Ciment, le chiffre d'affaires est en baisse de 11,6 %. Ce recul résulte d'une baisse des volumes sur l'ensemble de l'année de plus de 13 %, compte tenu de conditions météorologiques en début et en fin d'année sensiblement plus défavorables qu'en 2011, de la fin d'un certain nombre de grands chantiers et d'un environnement sectoriel plus difficile. En dépit de cet environnement, le prix moyen de vente enregistre néanmoins une légère progression par rapport à 2011. Dans ce contexte, le Groupe enregistre dans cette activité une baisse marquée de son EBITDA sur l'année, résultat pour l'essentiel de la baisse des volumes vendus.
- Dans l'activité Béton & Granulats, le chiffre d'affaires baisse de 4,3 %. Cette activité a également été impactée par les très mauvaises conditions météorologiques et par la fin de grands travaux d'infrastructures qui avaient soutenu l'activité notamment au cours du premier semestre 2011. Ainsi, à périmètre constant, les volumes se contractent sur l'exercice d'environ 2 % dans le béton et de près de 10 % dans les granulats. Quant aux prix moyens de vente, ceux-ci sont en légère progression sur l'ensemble de l'exercice. Il est à noter que l'activité s'est redressée au cours du second semestre par rapport au premier semestre 2012. Sur l'ensemble de l'exercice, l'EBITDA généré par cette activité en France est en net recul.
- Dans l'activité Autres Produits & Services, le chiffre d'affaires est en baisse de 4,7 %. La baisse de l'activité Transport, impactée par les très mauvaises conditions météorologiques du début et de la fin de l'année, n'a pu être que partiellement compensée par la hausse de l'activité Chimie du bâtiment. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité recule légèrement.

### 2.1.2. Compte de résultat Europe (hors France)

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	411	403	+ 2,0 %	- 0,3 %
EBITDA	105	102	+ 2,4 %	+ 0,0 %
EBIT	76	72	+ 5,6 %	+ 3,2 %

Le chiffre d'affaires en Europe, hors France, est en progression de 2,0 % et est resté quasiment stable à périmètre et taux de change constants. Cette évolution reflète un fort contraste entre un premier semestre lourdement impacté par les mauvaises conditions météorologiques, et un second semestre marqué par un solide rebond de l'activité.

Dans ce contexte, l'EBITDA généré par le Groupe dans cette zone géographique est stable par rapport à 2011 à périmètre et taux de change constants.

**En Suisse**, le chiffre d'affaires du Groupe est stable (- 0,2 %) sur l'exercice à périmètre et taux de change constants :

- Dans le ciment, le chiffre d'affaires est en progression de 5,0 % sur l'ensemble de l'année à périmètre et taux de change constants, soutenu par une progression des volumes de près de 2 %. Après une contraction marquée des volumes de 7 % au cours du premier semestre en raison des mauvaises conditions climatiques, les volumes ont enregistré un solide rebond au cours du second semestre. Les prix de vente moyens enregistrent une croissance solide sur l'exercice, accentuée par un mix produits favorable. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par cette activité en Suisse est très légère progression par rapport à 2011.
- Dans l'activité Béton & Granulats, le chiffre d'affaires recule de 5,3 % sur l'ensemble de l'exercice à périmètre et taux de change constants. Cette activité a elle aussi été particulièrement affectée par les très mauvaises conditions météorologiques du premier semestre et l'amélioration enregistrée au cours du second semestre n'a pas été suffisante pour compenser le fort recul du début d'année. Ainsi, les volumes de béton s'inscrivent en repli sur l'exercice de près de 4 %, les volumes de granulats reculant quant à eux de près de 3 %. Quant aux prix moyens de vente, ils enregistrent une légère progression sur l'exercice dans l'activité béton, et restent quasi stables dans les granulats. Sur ces bases, l'EBITDA généré par cette activité en Suisse est stable sur la période.

- L'activité Préfabrication enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 1,9 % à périmètre et taux de change constants par rapport à 2011, reflétant un retour à une solide croissance au cours du second semestre, après un premier semestre fortement impacté par les mauvaises conditions climatiques. L'EBITDA généré par cette activité est resté stable par rapport à 2011.

**En Italie**, le chiffre d'affaires fléchit de 1,2 % par rapport à l'exercice 2011. La hausse sensible des prix de vente qui résulte de la politique commerciale ciblée et du développement des ventes à l'export a permis de compenser la forte baisse des volumes sur un marché domestique qui reste particulièrement difficile. Dans ce contexte, l'EBITDA généré dans cette région en 2012 est en croissance par rapport à 2011.

### 2.1.3. Compte de résultat États-Unis

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	196	165	+ 18,7 %	+ 9,6 %
EBITDA	(5)	(9)	+ 41,7 %	+ 46,1 %
EBIT	(34)	(39)	+ 13,1 %	+ 19,7 %

En 2012, le chiffre d'affaires aux États-Unis enregistre une progression marquée de 9,6 % à périmètre et taux de change constants. La performance sur l'ensemble de l'exercice reflète le fort rebond des volumes qui s'est traduit par un taux d'utilisation des outils industriels en nette amélioration. Par ailleurs, il est constaté un frémissement sur les prix de vente, plus particulièrement dans le béton.

Dans ce contexte, le Groupe a enregistré une amélioration de ses performances, notamment au cours du second semestre 2012, avec un EBITDA négatif réduit à - 5 millions d'euros sur l'ensemble de l'exercice, contre - 9 millions d'euros en 2011.

- L'activité Ciment enregistre un rebond sensible de son chiffre d'affaires de 18,7 % à périmètre et taux de change constants, soutenue par une croissance annuelle de plus de 17 % des volumes en 2012. Si les prix se sont inscrits en très légère progression en base séquentielle au cours de l'exercice, ils restent néanmoins en moyenne inférieurs à ceux de l'exercice 2011. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA du Groupe dans cette activité est resté négatif l'ensemble de l'année, marquant néanmoins une amélioration par rapport à 2011. Il est important de noter que les performances du Groupe se sont sensiblement améliorées au cours du second semestre 2012, le Groupe enregistrant un EBITDA positif sur cette période.

- Dans l'activité Béton, le chiffre d'affaires progresse de 6,0 % à périmètre et taux de change constants. La performance sur l'année résulte d'une solide progression des volumes, plus particulièrement en Californie. Quant aux prix de vente, ceux-ci enregistrent, et ce pour la première fois depuis plusieurs exercices, une progression en base annuelle. De ce fait, le Groupe a sensiblement réduit sa perte d'EBITDA par rapport à 2011, reflétant l'amélioration de la rentabilité de cette activité au cours du second semestre 2012.

### 2.1.4. Compte de résultat Turquie, Kazakhstan et Inde

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	442	348	+ 27,0 %	+ 27,9 %
EBITDA	92	74	+ 23,9 %	+ 24,6 %
EBIT	54	44	+ 22,6 %	+ 24,2 %

**En Turquie**, le chiffre d'affaires s'établit à 221 millions d'euros, en hausse de 12,3 % à périmètre et taux de change constants sur l'exercice. Après un premier trimestre marqué par des conditions météorologiques très défavorables, l'activité s'est fortement redressée dès le deuxième trimestre. Cette augmentation s'est poursuivie sur le second semestre, portée par le dynamisme de l'activité Ciment du Groupe et un environnement prix plus favorable. Sur ces bases, l'EBITDA progresse dans ce pays s'établissant à près de 48 millions d'euros, contre 41 millions d'euros en 2011.

- Dans le ciment, le chiffre d'affaires est en progression de 10,9 % à périmètre et taux de change constants sur l'ensemble de l'exercice. Après un premier semestre marqué par des conditions météorologiques particulièrement difficiles ayant entraîné une forte baisse des volumes, le second semestre a été marqué par une solide reprise de l'activité dans un marché domestique favorablement orienté. Ainsi sur l'ensemble de l'année, et en dépit de volumes à l'export sensiblement réduits, les volumes enregistrent une progression de près de 2 %. Quant aux prix moyen de vente, ceux-ci s'inscrivent en hausse sur l'ensemble de la période dans un environnement concurrentiel qui reste tendu, notamment en fin d'exercice. Dans ce contexte favorable, l'EBITDA généré par cette activité est de nouveau en progression.

- L'activité Béton & Granulats est en hausse de 14,2 % en 2012 à périmètre et taux de change constants. Après une très forte baisse des volumes dans le béton au cours du premier semestre, le rebond enregistré au second semestre a permis de revenir aux niveaux de 2011. Dans les granulats, les volumes de vente sont restés bien orientés sur l'ensemble de l'année, affichant une progression annuelle de plus de 13 %. Sur l'ensemble de l'exercice, le Groupe a poursuivi sa stratégie favorisant une approche commerciale sélective et un rétablissement de ses prix de vente. Dans ce contexte, et compte tenu des efforts de réduction de coûts entrepris, l'EBITDA est en forte amélioration par rapport à 2011.

**En Inde**, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 156 millions d'euros en 2012, en progression de 30,5 % à périmètre et taux de change constants. La bonne performance du Groupe en Inde se confirme, avec la poursuite de la montée en puissance de l'outil industriel moderne de Bharathi Cement. Cette progression est le fruit d'une solide croissance des volumes vendus et d'une légère progression des prix de vente.

Sur l'ensemble de l'exercice le volume des ventes s'est établi à plus de 2,5 millions de tonnes de ciment. Ce succès valide le bien fondé de la stratégie du Groupe basée sur la commercialisation d'un ciment haut de gamme, en s'appuyant sur une marque bénéficiant d'une forte notoriété et sur un réseau de distribution solide couvrant l'ensemble du sud de l'Inde. Il est à noter qu'en fin d'année, le Groupe a procédé au démarrage industriel de l'usine de Vicat Sagar, d'une capacité nominale de 2,75 millions de tonnes, avec une commercialisation de ses produits amorcée début 2013 sous la marque Bharathi Cement. L'EBITDA est quasiment stable par rapport à 2011, avec néanmoins une baisse de la marge d'EBITDA s'expliquant essentiellement par la forte hausse des coûts de transport et de l'électricité ainsi que par l'augmentation des coûts du projet Vicat Sagar Cement passés en charges.

**Au Kazakhstan**, la montée en puissance de l'usine de Jambyl Cement s'est poursuivie, avec un chiffre d'affaires généré sur l'ensemble de l'année de 66 millions d'euros contre 27 millions d'euros sur la même période en 2011. Cette performance résulte d'une très forte progression des volumes, avec près d'un million de tonnes vendus, dans un contexte de prix de vente favorable. Le niveau d'EBITDA progresse très sensiblement dans le cadre de la montée en puissance des installations industrielles et de l'amélioration des performances opérationnelles de l'usine, notamment au second semestre.

#### 2.1.5. Compte de résultat Afrique et Moyen-Orient

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011	
			Publiée	À périmètre et taux de change constants
CA consolidé	364	411	- 11,3 %	- 12,9 %
EBITDA	83	122	- 31,9 %	- 33,0 %
EBIT	46	86	- 46,7 %	- 47,4 %

Dans la région Afrique et Moyen-Orient, le chiffre d'affaires consolidé recule de 12,9 % à périmètre et taux de change constants.

L'EBITDA s'établit à 83 millions d'euros en 2012 contre 122 millions d'euros en 2011.

**En Égypte**, le chiffre d'affaires a diminué sur l'année de 27 % à périmètre et taux de change constants. Ce repli s'explique par une contraction des volumes du même ordre. Les prix moyens de vente sont en très légère progression sur l'ensemble de l'exercice. Les performances opérationnelles dans cette région ont été particulièrement affectées en 2012 par le manque de combustibles sur ce marché (livraison du gaz interrompue suite aux multiples attentats sur le pipeline approvisionnant l'usine au cours du premier semestre, couplée à une forte pénurie de fuel sur l'ensemble du marché égyptien) et des conditions sécuritaires fortement dégradées. Compte tenu de ces événements, le Groupe n'a pu faire fonctionner pleinement ses deux fours. Sur ces bases, l'EBITDA du Groupe recule de nouveau sensiblement par rapport à une année 2011 qui n'avait été réellement affectée par les événements politiques que sur la seconde partie de l'exercice. Il est néanmoins important de noter que suite au rétablissement de l'approvisionnement en gaz depuis le début du mois d'octobre 2012, la performance opérationnelle s'est progressivement améliorée, dans un contexte sécuritaire qui reste néanmoins particulièrement tendu et contraignant.

**En Afrique de l'Ouest**, le chiffre d'affaires recule de 5,2 % sur 2012. Ce recul s'explique par la baisse du prix de vente moyen dans la région, en raison d'un contexte concurrentiel plus tendu au Sénégal, et d'un mix géographique marqué par une augmentation des ventes à l'export. Au cours d'une année contrastée, marquée par un premier semestre affecté par les événements politiques intervenus au Mali et un hivernage particulièrement pluvieux au cours du troisième trimestre sur l'ensemble de la zone, les volumes de ciment sont en croissance de près de 2 % sur l'exercice. Au Sénégal, l'activité Granulats du Groupe a quant à elle été marquée par les arrêts et les retards encourus d'un certain nombre de grands chantiers entraînant une inflexion des volumes de 12 % sur l'exercice. Dans ce contexte, l'EBITDA généré par le Groupe dans cette région s'affiche en baisse sensible en 2012.

## 2.2. ÉVOLUTION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION PAR MÉTIER

Les paragraphes suivants présentent la ventilation du résultat d'exploitation par métier, ainsi qu'une analyse de son évolution entre 2011 et 2012.

### 2.2.1. Évolution du résultat d'exploitation de l'activité Ciment

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011
CA opérationnel	1 377	1 356	+ 1,6 %
Éliminations inter-secteurs	(221)	(218)	
Contribution au CA consolidé	1 156	1 138	+ 1,6 %
EBITDA	336	380	- 11,5 %
<i>EBITDA/CA opérationnel (%)</i>	<i>24,4 %</i>	<i>28,0 %</i>	
Résultat d'exploitation	204	257	- 20,8 %

En 2012, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Ciment est progression de 1,6 % et stable à périmètre et à taux de change constants. Les prix moyens de vente sont en progression, l'augmentation enregistrée en France, en Suisse, en Turquie, et au Kazakhstan permettant de compenser la baisse enregistrée en Afrique de l'Ouest, et aux États-Unis. Ils sont restés globalement stables en Inde et en Égypte. Cette progression globale des prix de vente a permis de compenser une légère baisse des volumes de ciment vendus de 0,8 %.

L'EBITDA s'établit à 336 millions d'euros, en baisse de 12,0% à périmètre et taux de change constants. Cette contraction résulte pour l'essentiel de la baisse de l'EBITDA généré en France, en Égypte et en Afrique de l'Ouest.

La performance du Groupe dans cette activité s'est très sensiblement améliorée au cours du deuxième semestre 2012 générant une progression sensible du niveau de marge d'EBITDA sur chiffre d'affaires opérationnel par rapport au premier semestre 2012.

### 2.2.2. Évolution du résultat d'exploitation de l'activité Béton prêt à l'emploi et Granulats

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011
CA opérationnel	855	854	+ 0,1%
Éliminations inter-secteurs	(29)	(36)	
Contribution au CA consolidé	826	818	+ 1,0%
EBITDA	68	78	- 13,4 %
<i>EBITDA/CA opérationnel (%)</i>	7,9 %	9,1 %	
Résultat d'exploitation	20	26	- 24,3 %

L'activité Béton & Granulats affiche une très légère augmentation de son chiffre d'affaires opérationnel en 2012 de 0,1 %, mais un recul de 2,1 % à périmètre et taux de change constants par rapport à 2011. Cette évolution résulte pour l'essentiel d'un ralentissement observé en France et en Suisse compte tenu des conditions météorologiques très défavorables observées en début d'année par rapport à 2011. La baisse constatée dans ces deux régions n'a pu être que partiellement compensée par une activité soutenue aux États-Unis, en Turquie et en Inde. Compte tenu de ces éléments, l'EBITDA recule, s'affichant à 68 millions d'euros, contre 78 millions d'euros en 2011.

A l'instar de l'activité Ciment, cette activité a vu sa performance s'améliorer très sensiblement au cours du second semestre 2012, avec une marge d'EBITDA en nette progression par rapport au premier semestre 2012.

### 2.2.3. Évolution du résultat d'exploitation de l'activité Autres Produits & Services

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011
CA opérationnel	401	391	+ 2,5 %
Éliminations inter-secteurs	(91)	(81)	
Contribution au CA consolidé	310	310	+ 0,2 %
EBITDA	34	33	+ 1,8 %
<i>EBITDA/CA opérationnel (%)</i>	8,5 %	8,5 %	
Résultat d'exploitation	21	18	+ 17,0 %

Le chiffre d'affaires opérationnel est croissance de 2,5 % et de 1,8 % à périmètre et taux de change constants.

L'EBITDA s'établit à 34 millions d'euros, en très légère progression par rapport à 2011.

### 2.3. ÉVOLUTION DU RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011
Coût de l'endettement financier net	(34,4)	(40,4)	- 14,8 %
Autres produits et charges financiers	(6,0)	(3,5)	+ 71,4 %
<b>Résultat financier</b>	<b>(40,4)</b>	<b>(43,9)</b>	<b>- 8,0 %</b>

L'amélioration en 2012 de 3,4 millions d'euros du résultat financier à 40,4 millions d'euros provient :

- D'une augmentation de 5 millions d'euros des frais financiers encourus à 52 millions d'euros, compensée par une capitalisation plus importante (+ 11 millions d'euros) sur le projet de Vicat Sagar Cement et de centrale électrique de Gulbarga en Inde pour un total de 18 millions d'euros du fait d'une augmentation de l'encours de dette,
- D'autres produits et charges financiers en augmentation de 2,6 millions d'euros.

### 2.4. ÉVOLUTION DES IMPÔTS

(en millions d'euros sauf %)	2012	2011	Variation 2012/2011
Impôts exigibles	(72,3)	(67,6)	+ 6,9 %
Impôts différés	12,7	1,3	ns
<b>Total impôts</b>	<b>(59,6)</b>	<b>(66,3)</b>	<b>- 10,1 %</b>

La diminution de la charge d'impôt limitée à 10 % malgré un résultat courant avant impôts en baisse de 21 % résulte d'une augmentation de près de 340 points du taux moyen d'imposition du Groupe à 29,1 % et de 580 points en excluant la charge non récurrente supportée en Turquie en 2011 pour 6,3 millions d'euros.

Cette augmentation du taux moyen d'imposition provient :

- d'une part, de la fin de la période d'exonération en Égypte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012,
- de la limitation à 85 % de la déductibilité des frais financiers en France,
- de retenues à la source plus importantes résultant de distributions de dividendes accrues en provenance de Turquie,
- d'une réintégration plus importante de quote-part de frais et charges dans le résultat fiscal en France, conséquence de l'accroissement des dividendes perçus par Vicat SA.

### 2.5. ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 148,0 millions d'euros, en diminution de 23,4 % par rapport à celui de l'année 2011 (193,1 millions d'euros), incluant une part Groupe à hauteur de 129,1 millions d'euros en diminution de 21,1 % par rapport à celle de l'année 2011 (163,6 millions d'euros).

Ainsi, la marge nette s'établit à 6,5 % du chiffre d'affaires consolidé 2012 contre 8,5 % en 2011.

Le résultat net par action s'établit à 2,87 euros / action en 2012, contre 3,64 euros / action en 2011 du fait de l'évolution du résultat net par action du Groupe.

### III. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2012, le Groupe présente une structure financière solide avec des capitaux propres importants et un endettement maîtrisé en augmentation limitée (+ 67 M€) malgré le niveau encore élevé des investissements industriels (272 M€). L'endettement brut hors option de vente et y compris les instruments financiers actifs ressort à 1 381 M€.

Sur ces bases, le « *gearing* » du Groupe s'élève au 31 décembre à 46,4 % et le ratio de « *leverage* » à 2,6 fois l'EBITDA.

(en millions d'euros)	2012	2011	Évolution
Dettes financières brutes	+ 1 382	+ 1 436	- 56
Trésorerie	(237)	(359)	+ 122
<b>Dettes Financières Nettes (hors option)</b>	<b>+ 1 145</b>	<b>+ 1 077</b>	<b>+ 68</b>
<b>Capitaux Propres consolidés</b>	<b>+ 2 465</b>	<b>+ 2 461</b>	<b>+ 3</b>
<i>Ratio d'endettement « gearing »</i>	46,4 %	43,8 %	+ 2.6 pts
EBITDA	+ 437,4	+ 491,9	- 54,5
<i>Ratio de « leverage »</i>	x 2,6	x 2,2	+ 0.4 pts

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées (pour l'essentiel Vicat SA société mère du Groupe), du niveau de l'endettement net et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces « *covenants* » ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe. Au 31 décembre 2012, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les « *covenants* » contenus dans les contrats de financement.

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 416 millions d'euros au 31 décembre 2012 (381 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Le Groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 300 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, le montant des billets émis s'élève à 283 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Au 31 décembre 2012, le Groupe dispose des lignes de financements confirmées, utilisées et/ou disponibles suivantes :

Type de ligne	Emprunteur	Année de mise en place	Autorisation en millions			Utilisation (M€)	Échéance	Taux Fixe (TF) / Taux variable (TV)
			Devise	En devises	en €			
<b>Placement Privé US</b>	<b>Vicat SA</b>	<b>2003</b>	<b>\$</b>	<b>240,0</b>	<b>211,9</b>	<b>211,9</b>	<b>2013 à 2015</b>	<b>TV/TF</b>
	<b>Vicat SA</b>	<b>2011</b>	<b>\$</b>	<b>450,0</b>	<b>339,2</b>	<b>339,2</b>	<b>2017 à 2022</b>	<b>TF</b>
	<b>Vicat SA</b>	<b>2011</b>	<b>€</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>60,0</b>	<b>2017</b>	<b>TF</b>
Crédit Syndiqué	Vicat SA	2011	€	480,0	480,0		2016	TV
Lignes bilatérales bancaires	Vicat SA	2009	€	240,0	240,0		2014	TV
	Vicat SA	Sans	€	11,0	11,0		Sans	TV
<b>Total lignes bancaires <sup>(1)</sup></b>	<b>Vicat SA</b>		<b>€</b>	<b>731,0</b>	<b>731,0</b>	<b>335,0</b>	<b>2014 à 2016</b>	<b>TV</b>
	Parficim	2012	€	17,0	17,0	17,0	2022	TV
	Sococim	2009	FCFA	45 000,0	68,6	48,8	2013 et 2014	TF
	Vigier	2009	CHF	19,0	15,7	15,7	2012 à 2019	TF
	Vigier	2011	CHF	45,0	37,3	37,3	2012 à 2014	TF
	Jambyl	2008	\$	42,9	32,4	32,4	2012 à 2018	TV
	Jambyl	2008	\$	66,0	50,0	50,0	2012 à 2015	TV
	VSCL	2011	\$	70,0	44,6	44,6	2014 à 2021	TF
	VSCL	2011	€	83,8	73,0	73,0	2014 à 2021	TF
	VSCL	2011	€	55,0	47,7	47,7	2014 à 2018	TF
	Gulbarga	2012	€	12,0	11,7	11,7	2016 à 2025	TV
<b>Total prêts ou lignes bilatérales filiales</b>					<b>398,0</b>	<b>378,2</b>		
Juste valeur des dérivés						2,8		
<b>Total moyen terme</b>					<b>1 740,1</b>	<b>1 327,1</b>		
Autres dettes						54,5		
<b>Total endettement brut <sup>(2)</sup></b>					<b>1 740,1</b>	<b>1 381,6</b>		

(1) La ligne « Total ligne bancaires » correspond à l'ensemble des lignes de crédit confirmées, pour l'essentiel sur une durée de un ou cinq ans à l'origine, dont bénéficie la Société et dont le montant autorisé s'élève à 731 millions d'euros. Ces lignes sont utilisées en fonction des besoins de financement de la Société, par tirage de billets et en couverture du risque de liquidité du programme de billets de trésorerie, sachant que le montant total des tirages et des billets émis ne doit pas excéder le total autorisé. Au 31 décembre 2012, les lignes bilatérales bancaires de 240 millions d'euros sont utilisées pour 12 millions d'euros. La ligne de crédit syndiqué est utilisée à hauteur de 323 millions d'euros dont une partie (283 millions d'euros) en couverture des billets de trésorerie. Compte tenu de la capacité de substitution de ces lignes de crédit entre elles et de la possible réaffectation des tirages sur la ligne la plus longue, cette information est présentée globalement.

(2) Le montant de l'endettement brut utilisé n'inclut pas la dette relative aux options de vente (19,7 millions d'euros).

Au 31 décembre 2012, sur la dette brute totale de 1 381 millions d'euros, la part à taux fixe s'élève à 975 millions d'euros. Exception étant faite de celle du Kazakhstan, la part à taux variable de la dette est couverte par des instruments de couverture qui s'élèvent au total à 548 millions d'euros (*caps* et *swaps*).

## IV. PERSPECTIVES 2013

Avec le démarrage industriel en décembre 2012 de son usine *greenfield* de Vicat Sagar en Inde, le groupe Vicat a achevé son programme d'investissements ambitieux qui lui aura permis de considérablement renforcer sa diversification géographique tout en posant les jalons d'une croissance rentable pérenne.

Le Groupe entend désormais tirer parti de ses fortes positions de marché, de la qualité de son outil industriel et d'un strict contrôle des coûts afin de progressivement maximiser sa génération de cash-flows et réduire son niveau d'endettement et ce avant d'aborder une nouvelle étape dans sa stratégie de développement international.

Sur l'exercice 2013, le Groupe souhaite fournir des éléments d'appréciation sur ses différents marchés :

- **En France**, en 2013, le Groupe s'attend à un environnement économique et sectoriel encore difficile, notamment au premier semestre, qui devrait entraîner une nouvelle baisse des volumes dans un environnement de prix favorable.
- **En Suisse**, l'environnement devrait rester globalement favorable avec des volumes attendus en légère amélioration et des prix stables.
- **En Italie**, le Groupe anticipe une amélioration de la situation après une année 2012 difficile. Compte tenu des niveaux actuels de consommation de ciment, les volumes devraient progressivement se stabiliser et les prix de vente remonter.
- **Aux États-Unis**, le Groupe anticipe une poursuite de l'amélioration sur ses marchés, en terme de volumes mais aussi de prix.
- **En Turquie**, l'amélioration de l'environnement sectoriel enregistrée en 2012 devrait se poursuivre en 2013. Dans un contexte macro-économique et sectoriel qui reste néanmoins fortement concurrentiel, le Groupe devrait être en mesure de tirer pleinement profit de l'efficacité de son outil industriel et de ses fortes positions de marché.
- **En Égypte**, dans un environnement sécuritaire qui restera probablement difficile et offrant peu de visibilité, le marché devrait néanmoins rester porteur en terme de volumes et évoluer dans un environnement prix plus favorable. Le Groupe est confiant quant à l'évolution positive du marché égyptien à moyen et long terme.
- **En Afrique de l'Ouest**, les volumes de vente devraient rester globalement bien orientés. Quant aux prix de vente, ceux-ci pourraient de nouveau être soumis à des tensions compte tenu d'une évolution de l'environnement concurrentiel qui reste incertaine. Dans ce contexte, le Groupe poursuivra son déploiement commercial sur l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest, fort d'un outil industriel moderne et performant.
- **En Inde**, le démarrage intervenu en fin d'année 2012 de l'usine *greenfield* de Vicat Sagar, et son déploiement commercial attendu au cours du 1<sup>er</sup> semestre de 2013, associé à la poursuite de la montée en puissance de Bharathi Cement, permettra de faire émerger progressivement un acteur majeur sur le sud de l'Inde. Fort d'une position de marché renforcée, d'un outil industriel moderne et efficient, le Groupe Vicat devrait par ailleurs bénéficier en 2013 d'un marché de la construction dynamique dans un environnement prix qui devrait néanmoins rester volatile.
- **Au Kazakhstan**, fort d'un bon positionnement géographique et d'un outil industriel des plus performants, le Groupe devrait tirer pleinement profit d'un marché qui devrait bénéficier d'une solide croissance du secteur de la construction et des infrastructures, dans un environnement prix qui devrait rester bien orienté.

# Comptes consolidés au 31 décembre 2012

---

État de la situation financière consolidée	52	Annexe aux comptes consolidés 2012	57
Compte de résultat consolidé	53	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	94
État du résultat global consolidé	54		
État des flux de trésorerie consolidés	55		
État de variation des capitaux propres consolidés	56		

---

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2012

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
Goodwill	3	995 320	1 000 195
Autres immobilisations incorporelles	4	100 417	100 789
Immobilisations corporelles	5	2 271 210	2 218 465
Immeubles de placement	7	19 557	19 089
Participations dans des entreprises associées	8	37 731	37 900
Actifs d'impôts différés	25	88 980	2 104
Créances et autres actifs financiers non courants	9	108 652	116 928
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>3 621 867</b>	<b>3 495 470</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks et en-cours	10	381 893	360 104
Clients et autres débiteurs	11	354 877	349 994
Actifs d'impôts exigibles		29 455	16 685
Autres créances	11	146 458	144 930
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	237 344	359 404
<b>Total des actifs courants</b>		<b>1 150 027</b>	<b>1 231 117</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>4 771 894</b>	<b>4 726 587</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	13	179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Réserves consolidées		1 939 991	1 920 957
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>		<b>2 130 798</b>	<b>2 111 764</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>		<b>334 146</b>	<b>349 054</b>
<b>Total capitaux propres</b>		<b>2 464 944</b>	<b>2 460 818</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	14	55 039	52 631
Autres provisions	15	84 334	78 370
Dettes financières et options de vente	16	1 197 703	1 384 444
Impôts différés passifs	25	240 133	171 429
Autres passifs non courants		26 557	21 762
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>1 603 766</b>	<b>1 708 636</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Provisions	15	9 967	10 911
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16	232 352	106 165
Fournisseurs et autres créditeurs		260 189	241 862
Passifs d'impôts exigibles		27 751	16 088
Autres dettes	18	172 925	182 107
<b>Total des passifs courants</b>		<b>703 184</b>	<b>557 133</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>2 306 950</b>	<b>2 265 769</b>
<b>Total capitaux propres et passifs</b>		<b>4 771 894</b>	<b>4 726 587</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2012

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	19	2 292 219	2 265 472
Achats consommés		(1 461 292)	(1 395 552)
<b>VALEUR AJOUTÉE</b>	1.22	<b>830 927</b>	<b>869 920</b>
Charges de personnel	20	(366 653)	(353 022)
Impôts, taxes et versements assimilés		(43 866)	(45 679)
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	1.22 & 23	<b>420 408</b>	<b>471 219</b>
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	21	(191 587)	(167 142)
Autres produits et charges	22	16 162	(2 329)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	23	<b>244 983</b>	<b>301 748</b>
Coût de l'endettement financier net	24	(34 443)	(40 419)
Autres produits financiers	24	7 869	9 480
Autres charges financières	24	(13 873)	(12 956)
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	24	<b>(40 447)</b>	<b>(43 895)</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés associées	8	3 050	1 572
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>207 586</b>	<b>259 425</b>
Impôts sur les résultats	25	(59 621)	(66 297)
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>		<b>147 965</b>	<b>193 128</b>
Part attribuable aux intérêts minoritaires		18 878	29 521
<b>PART ATTRIBUABLE AU GROUPE</b>		<b>129 087</b>	<b>163 607</b>
<b>EBITDA</b>	1.22 & 23	<b>437 382</b>	<b>490 938</b>
<b>EBIT</b>	1.22 & 23	<b>245 228</b>	<b>309 490</b>
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>		<b>328 871</b>	<b>363 030</b>
<b>Résultat par action</b> (en euros)			
Résultat net part du groupe de base et dilué par action	13	<b>2,87</b>	3,64

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE 2012

(en milliers d'euros)	2012	2011
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>	<b>147 965</b>	<b>193 128</b>
Ecart de conversion	(48 185)	(123 653)
Couverture des flux de trésorerie	(22 972)	8 892
Impôts sur les autres éléments du résultat global	8 897	(4 191)
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (APRÈS IMPÔT)</b>	<b>(62 260)</b>	<b>(118 952)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>85 705</b>	<b>74 176</b>
Part attribuable aux intérêts minoritaires	3 737	(3 410)
<b>PART ATTRIBUABLE AU GROUPE</b>	<b>81 968</b>	<b>77 586</b>

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Ecart de conversion	(48 185)	-	(48 185)	(123 653)	-	(123 653)
Couverture des flux de trésorerie	(22 972)	8 897	(14 075)	8 892	(4 191)	4 701
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (APRÈS IMPÔT)</b>	<b>(71 157)</b>	<b>8 897</b>	<b>(62 260)</b>	<b>(114 761)</b>	<b>(4 191)</b>	<b>(118 952)</b>

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2012

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>			
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>147 965</b>	<b>193 128</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(3 051)	(1 572)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		1 582	2 586
<b>Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</b>			
- amortissements et provisions		199 689	173 457
- impôts différés		(12 743)	(1 296)
- plus ou moins values de cession		(2 918)	(1 980)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		(1 619)	(1 116)
- autres		(34)	(177)
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>328 871</b>	<b>363 030</b>
Variation du besoin en fonds de roulement		(21 412)	(11 186)
<b>Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles <sup>(1)</sup></b>	27	<b>307 459</b>	<b>351 844</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>			
<b>Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :</b>			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(268 963)	(280 878)
- immobilisations financières		(4 203)	(10 695)
<b>Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :</b>			
- immobilisations corporelles et incorporelles		7 625	11 703
- immobilisations financières		3 429	2 954
Incidence des variations de périmètre		(10 646)	(23 725)
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	28	<b>(272 758)</b>	<b>(300 641)</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>			
Dividendes versés		(87 993)	(122 031)
Augmentations de capital		3 870	6 556
Emissions d'emprunts		108 334	212 860
Remboursements d'emprunts		(177 197)	(64 089)
Acquisitions d'actions propres		(10 472)	(17 307)
Cessions - attributions d'actions propres		14 165	17 348
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>(149 293)</b>	<b>33 337</b>
Incidence des variations de cours des devises		(4 342)	(27 233)
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(118 934)</b>	<b>57 307</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	29	344 013	286 706
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	29	225 079	344 013

(1) Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (59 982) milliers d'euros en 2012 et (64 837) milliers d'euros en 2011.  
Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (30 434) milliers d'euros en 2012 et (33 510) milliers d'euros en 2011.

## ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2012

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves conso- lidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minori- taires	Total capitaux propres
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(85 297)</b>	<b>2 019 257</b>	<b>16 212</b>	<b>2 140 979</b>	<b>416 123</b>	<b>2 557 102</b>
Résultat annuel				163 607		163 607	29 521	193 128
Autres éléments du résultat global				6 243	(92 264)	(86 021)	(32 931)	(118 952)
<i>Résultat global</i>				<i>169 850</i>	<i>(92 264)</i>	<i>77 586</i>	<i>(3 410)</i>	<i>74 176</i>
Dividendes distribués				(65 946)		(65 946)	(56 323)	(122 269)
Variation nette des actions propres			1 407	(896)		511		511
Variations de périmètre				(24 182)		(24 182)	(9 040)	(33 222)
Augmentations de capital				(6 560)		(6 560)	11 774	5 214
Autres variations				(10 624)		(10 624)	(10 070)	(20 694)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(83 890)</b>	<b>2 080 899</b>	<b>(76 052)</b>	<b>2 111 764</b>	<b>349 054</b>	<b>2 460 818</b>
Résultat annuel				129 087		129 087	18 878	147 965
Autres éléments du résultat global				(14 798)	(32 321)	(47 119)	(15 141)	(62 260)
<i>Résultat global</i>				<i>114 289</i>	<i>(32 321)</i>	<i>81 968</i>	<i>3 737</i>	<i>85 705</i>
Dividendes distribués				(66 039)		(66 039)	(22 124)	(88 163)
Variation nette des actions propres			5 209	(994)		4 215		4 215
Variations de périmètre				(749)		(749)	(154)	(903)
Augmentations de capital				(666)		(666)	4 239	3 573
Autres variations				305		305	(606)	(301)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>179 600</b>	<b>11 207</b>	<b>(78 681)</b>	<b>2 127 045</b>	<b>(108 373)</b>	<b>2 130 798</b>	<b>334 146</b>	<b>2 464 944</b>

Les réserves de conversion groupe au 31 décembre 2012 se ventilent comme suit par devises (en milliers d'euros) :

Dollar américain	(5 117)
Franc suisse	135 370
Livre turque	(77 173)
Livre égyptienne	(39 427)
Tengué kazakh	(31 741)
Ouguiya mauritanien	(4 333)
Roupie indienne	(85 952)
	<u>(108 373)</u>

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS 2012

<b>Note 1</b>	Principes comptables et méthodes d'évaluation	58
<b>Note 2</b>	Variations de périmètre et autres faits marquants	66
<b>Note 3</b>	Goodwill	67
<b>Note 4</b>	Autres immobilisations incorporelles	68
<b>Note 5</b>	Immobilisations corporelles	68
<b>Note 6</b>	Contrats de location financement et crédit bail	69
<b>Note 7</b>	Immeubles de placement	70
<b>Note 8</b>	Participations dans les entreprises associées	70
<b>Note 9</b>	Créances et autres actifs non courants	71
<b>Note 10</b>	Stocks et encours	71
<b>Note 11</b>	Créances	72
<b>Note 12</b>	Trésorerie et équivalents de trésorerie	72
<b>Note 13</b>	Capital social	73
<b>Note 14</b>	Avantages au personnel	73
<b>Note 15</b>	Autres provisions	76
<b>Note 16</b>	Dettes financières et options de vente	77
<b>Note 17</b>	Instruments financiers	79
<b>Note 18</b>	Autres dettes	81
<b>Note 19</b>	Chiffre d'affaires	81
<b>Note 20</b>	Charges de personnel et effectifs	81
<b>Note 21</b>	Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations	81
<b>Note 22</b>	Autres produits et charges	82
<b>Note 23</b>	Indicateurs de performance	82
<b>Note 24</b>	Résultat financier	82
<b>Note 25</b>	Impôts sur les résultats	83
<b>Note 26</b>	Information sectorielle	85
<b>Note 27</b>	Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles	85
<b>Note 28</b>	Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	87
<b>Note 29</b>	Composition de la trésorerie nette	88
<b>Note 30</b>	Rémunération des dirigeants	88
<b>Note 31</b>	Transactions avec les entreprises liées	88
<b>Note 32</b>	Honoraires versés aux commissaires aux comptes	89
<b>Note 33</b>	Evènements postérieurs à la clôture	89
<b>Note 34</b>	Liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2012	90

## Note 1 ▼ Principes comptables et méthodes d'évaluation

### 1.1. Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 31 décembre 2012.

Les normes, interprétations et amendements publiés par l'IASB, mais non encore entrés en vigueur au 31 décembre 2012 n'ont pas été appliqués par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture. Il s'agit principalement des amendements IAS 19 relatifs aux avantages au personnel et des amendements IAS1 concernant la présentation des autres éléments du résultat global.

Les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes sont en cours d'analyse. Concernant les amendements IAS 19, les principaux impacts attendus concernent la suppression du corridor, la reconnaissance immédiate du coût des services passés et l'estimation du rendement des actifs de régimes sur la base du taux d'actualisation de l'obligation.

Les nouvelles dispositions apportées par la norme IAS 19 révisée seront appliquées de manière rétrospective au 1<sup>er</sup> janvier 2013. A ce stade, les principaux impacts sur le bilan et le compte de résultat consolidés 2012 ont été estimés, pro-forma, comme suit (montants avant impôt) :

- L'impact de transition à constater en diminution des réserves consolidées, soit la reconnaissance au bilan des éléments non reconnus au 1<sup>er</sup> janvier 2012, essentiellement des écarts actuariels, est évalué à (48,1) millions d'euros ;
- L'impact sur le compte de résultat de l'exercice 2012, correspondant à la non reconnaissance en résultat des pertes actuarielles au titre du corridor, sous déduction de l'impact des produits financiers sur actifs de régimes recalculés avec le taux d'actualisation, serait un produit de 1,2 millions d'euros ;
- Et l'impact correspondant aux écarts actuariels générés sur l'exercice 2012 à constater dans les autres éléments du résultat global est estimé à (28,1) millions d'euros.

Les comptes consolidés du 31 décembre présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2012 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels 2011, à l'exception des nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 sans incidence significative sur les comptes consolidés 2012. Sont concernés principalement les amendements à la norme IFRS 7 « Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ».

Ces comptes ont été définitivement arrêtés et approuvés par le Conseil d'administration le 24 février 2013, et seront soumis à l'Assemblée Générale du 26 avril 2013 pour approbation.

### 1.2. Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture.

Les principes et méthodes comptables exposées ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses soient faites par la direction du Groupe, ayant une incidence directe sur les états financiers.

Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (notes 1.17 et 15), en particulier celles pour retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (notes 1.15 et 14),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (notes 1.16 et 16),
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur (notes 1.14 et 17),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 1.4, 1.11 et 3),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme définitive (notes 1.7 et 4 relatives aux quotas d'émission).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

### 1.3. Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels des sociétés arrêtés au 31 décembre et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes significatives sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

#### Filiales :

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

#### Coentreprises :

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui font l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

#### Entreprises associées :

Les participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les *goodwills* dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne « titres mis en équivalence ».

La liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2012 figure dans la note 34.

### 1.4. Regroupement d'entreprises - goodwill

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels ». Ces normes révisées étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

#### Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 :

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le *goodwill* représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de la société acquise et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiés à la date d'acquisition. Les *goodwills* issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités et les *goodwills* y afférent ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût (« *goodwill* négatif »), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustement lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un *goodwill*.

**Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 :**

La norme IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du *goodwill* en une seule fois, lors de la prise de contrôle.

Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :

- soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du *goodwill* « partiel »),
- soit à leur juste valeur (option du *goodwill* « complet »).

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat.
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

Conformément à IAS 36 (cf. note 1.11), les *goodwills* font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation, consistant à comparer leur valeur nette comptable à leur valeur d'utilité déterminée sur la base d'une méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés. Lorsque cette dernière s'avère inférieure à la première, une dépréciation correspondant à la perte de valeur ainsi déterminée est constatée.

**1.5. Monnaies étrangères**

**Transactions en monnaies étrangères :**

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

**Conversion des états financiers des sociétés étrangères :**

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture, les produits et charges du compte de résultat et les flux du tableau des flux de trésorerie en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	Cours de clôture		Cours Moyen	
	2012	2011	2012	2011
USD	1,3194	1,2939	1,2856	1,3917
CHF	1,2072	1,2156	1,2053	1,234
EGP	8,3928	7,819	7,8159	8,2503
TRL	2,3551	2,4432	2,3145	2,3351
KZT	199,22	192,49	191,87	204,188
MRO	400,3785	374,644	385,57	395,669
INR	72,56	68,713	68,6295	64,8669

### 1.6. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service.

Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

### 1.7. Quotas d'émission

En l'absence de norme définitive de l'IASB concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, le traitement comptable suivant a été retenu :

- Les quotas alloués par l'Etat dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) ne donnent lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).
- Seuls les quotas détenus en excédent des émissions réelles cumulées font l'objet d'une constatation à l'actif en autres immobilisations incorporelles à la clôture.
- Les excédents, les ventes de quotas ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Emission (CER) sont constatés dans le résultat de l'exercice.

### 1.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ceux-ci sont amortis sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actifs béton granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Equipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Electricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatisme et instrumentations	5 ans	5 ans

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

### 1.9. Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés par le bailleur au locataire, sont classés en contrats de location financement conformément à IAS 17. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les biens détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats et amortis sur la plus courte de la durée du contrat de location et de sa durée d'utilité, avec en contrepartie, la dette afférente au passif.

### 1.10. Immeubles de placement

Le Groupe comptabilise ses immeubles de placement au coût historique, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeurs pratiqués. Ils sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité (10 à 25 ans). La juste valeur de ses placements immobiliers est déterminée par les services dédiés du Groupe, principalement sur la base d'évaluations réalisées par capitalisation des loyers encaissés ou par référence aux prix du marché observés lors de transactions réalisées sur des biens comparables. Elle est présentée en annexe à chaque clôture annuelle.

### 1.11. Dépréciation d'actifs

Conformément à IAS 36, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charges au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash flow opérationnel de la dernière année. Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flow prévisionnels sont déterminés sur la base des éléments suivants inflatés puis actualisés :

- l'Ebitda issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées au « process » de fabrication ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits.

Pour les pays soumis à des tensions sociales et sécuritaires, les hypothèses retenues intègrent en outre, sur la base de données récentes et de l'examen des effets de ces tensions sur les conditions actuelles de l'activité, l'amélioration potentielle résultant de la levée progressive et partielle de certaines d'entre elles.

Les flux de trésorerie projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) avant impôts, conformément aux prescriptions de la norme IAS 36. Ce dernier est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, ainsi que d'une prime pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'UGT concernée.

En effet, lorsque qu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent. L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

La valeur des actifs ainsi testée, à minima annuellement au niveau de chaque UGT, est composée des actifs non courants incorporels et corporels et du Besoin en Fonds de Roulement.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de croissance à l'infini.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution de un point du taux d'actualisation retenu sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des *goodwills* et des autres actifs incorporels et corporels inclus dans les comptes consolidés du Groupe. Par ailleurs, ce taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux *goodwills*, qui sont définitives.

### 1.12. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

### 1.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

### 1.14. Instruments financiers

#### Actifs financiers :

Le Groupe classe ses actifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, dans l'une des quatre catégories d'instruments financiers suivantes prévues par la norme IAS 39, en fonction des raisons ayant motivé leur acquisition à l'origine :

- les prêts et créances à long terme, actifs financiers non cotés sur un marché actif, dont le paiement est déterminé ou déterminable ; ils sont évalués au coût amorti ;
- les actifs disponibles à la vente qui intègrent notamment, selon la norme, les titres de participation dans des sociétés non consolidées; ils sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée du coût des ventes à la clôture ;
- les actifs financiers évalués à leur juste valeur par le résultat, parce que détenus à des fins de transaction (acquis et détenus en vue d'être revendus à court terme) ;
- les placements détenus jusqu'à leur échéance, qui comprennent les titres cotés sur un marché actif assortis de paiements déterminés et à échéances fixées; le Groupe ne possède pas de tels actifs à la clôture des exercices présentés.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction. Les actifs financiers font l'objet d'une revue à chaque clôture annuelle afin d'identifier l'existence éventuelle d'un indice de perte de valeur.

#### Passifs financiers :

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

#### Actions d'autocontrôle :

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

#### Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement. Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives. Cependant, certains instruments financiers dérivés utilisés ne sont pas, pas encore ou plus éligibles à la comptabilité de couverture à la date de clôture selon les critères de la norme IAS 39.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan. Sauf exception détaillée ci-dessous, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en contrepartie du compte de résultat dans le résultat financier (« Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers »). Les justes valeurs des dérivés sont estimées à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des *swaps* de taux, *swaps* de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux «zéro coupon» en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- La couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecterait le résultat net présenté ;
- La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future « hautement probable ») et qui affecterait le résultat net présenté.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- La relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- L'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine puis par la vérification régulière et la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

L'application de la comptabilité de couverture a les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de Juste Valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la variation de la juste valeur de l'instrument financier couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture,
- en cas de documentation d'une relation de couverture de Flux de Trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

### **1.15. Avantages au personnel**

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe, prévoient des avantages postérieurs à l'emploi (indemnités de départ en retraite, compléments de retraite, retraite chapeau pour les dirigeants,...) ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales,...).

Les régimes à cotisations définies, dont les cotisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, ne constituant pas un engagement futur pour le Groupe, ne donnent pas lieu à constitution de provisions.

Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe. Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation,...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux clauses prévues par les conventions collectives et aux usages.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Ils sont donc provisionnés dans l'état de la situation financière, déduction faite, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis. En cas d'excédent d'actif, celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par IAS 19.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. En application de l'option offerte par IFRS 1, le groupe a choisi de mettre à zéro les écarts actuariels liés aux avantages au personnel non encore reconnu dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres. La part de gains et pertes actuariels excédant 10 % de la plus grande de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ou la juste valeur des actifs du régime est comptabilisée en résultat. Les écarts actuariels résiduels sont étalés sur la durée de vie active résiduelle moyenne attendue du personnel adhérant à chaque régime, selon la méthode dite du « corridor », à l'exception de ceux concernant les autres avantages à long terme.

### 1.16. Options de vente consenties sur actions de filiales consolidées

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en *goodwill*, pour les options émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres part du Groupe pour les options émises après le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule,..) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du *goodwill* (options émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres part du Groupe (options émises après le 1<sup>er</sup> janvier 2010).

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat part du Groupe reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

### 1.17. Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie, pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an, font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

### 1.18. Chiffre d'affaires

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est constaté à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert des risques et avantages significatifs liés à la propriété à l'acheteur, ce qui correspond généralement à la date du transfert de propriété du produit ou la réalisation du service.

### 1.19. Impôts sur le résultat

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales et les coentreprises du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location financement, sauf si la différence temporelle est générée par un *goodwill*.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés.

### 1.20. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée dans la note 26 a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux secteurs et zones géographiques.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 3 secteurs dans lesquels le Groupe exerce son activité : le Ciment, le Béton & Granulats et les Autres produits & services.

Les indicateurs de gestion présentés ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, Ebitda et Ebit (cf. § 1.21.), Total des actifs non courants, Capitaux nets investis (cf. § 26), Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels et zones géographiques définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

### 1.21. Indicateurs financiers

La définition des indicateurs de performance financière, utilisés par le Groupe, comme par d'autres acteurs industriels notamment dans le domaine des matériaux de construction, et présentés avec le compte de résultat, est la suivante :

**Valeur Ajoutée** : elle est égale à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires

**Excédent Brut d'exploitation** : il est égal à la valeur ajoutée, diminuée des charges de personnel, des impôts et taxes (hors impôts sur les résultats et impôts différés) et augmentée des subventions d'exploitation.

**EBITDA** (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) : il se calcule en sommant l'Excédent Brut d'Exploitation et les autres produits et charges ordinaires,

**EBIT** : (Earning Before Interest and Tax) : il se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

### 1.22. Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

## Note 2 ▼ Variations de périmètre et autres faits marquants

### Un environnement macro-économique contrasté

Au global, la performance de Vicat au cours de l'exercice 2012 a été affectée par un environnement économique toujours très contrasté et des conditions météorologiques sensiblement plus défavorables que celles enregistrées en 2011. Ainsi, le recul de l'activité enregistré en France et en Afrique & Moyen Orient a été pour l'essentiel compensé par la reprise de l'activité aux Etats-Unis, la poursuite de la montée en puissance de l'activité du Groupe en Inde et au Kazakhstan et un solide second semestre en Turquie et en Suisse. En effet, il est à noter que si les conditions météorologiques ont particulièrement affecté la performance du Groupe en début d'année, le retour à des températures plus clémentes et les conditions macro-économiques favorables constatées en Suisse et en Turquie ont permis au Groupe de renouer avec la croissance dans ces deux régions.

Dans ce contexte global, le Groupe a enregistré un recul de son activité au cours de cet exercice sur deux zones :

- **En France**, la situation macro-économique difficile enregistrée sur l'ensemble de l'exercice, couplée à une météorologie sensiblement plus défavorable qu'en 2011, ont particulièrement pesé sur le secteur de la construction.
- **Au Moyen-Orient**, suite aux événements politiques intervenus en Egypte en 2011, les performances opérationnelles enregistrées en 2012 dans cette région sont restées très sensiblement affectées par les problèmes d'approvisionnement en combustibles sur les trois premiers trimestres de l'exercice, et par un environnement sécuritaire particulièrement difficile sur l'ensemble de l'année, notamment dans la région du Sinaï où le Groupe opère.

### Montée au capital de Mynaral Tas

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre, le Groupe a souscrit à hauteur de 6 682,5 millions de KZT à une augmentation de capital de Mynaral Tas Company LLP émise pour 7 425 millions de KZT. A l'issue de cette opération, le Groupe détient 86,24% de cette société.

### Démarrage de la production de clinker de Vicat Sagar Cement

L'usine greenfield de Vicat Sagar Cement a démarré progressivement au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2012 certains ateliers de production, dont la ligne de production de clinker. Le démarrage commercial de l'usine a débuté au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

## Note 3 ▼ GOODWILL

La variation des *goodwill*s nets par secteurs d'activité s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et Services	Total net
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>778 444</b>	<b>230 940</b>	<b>21 805</b>	<b>1 031 189</b>
Acquisitions / Augmentations		1 810		1 810
Cessions / Diminutions				
Variations de change et autres	(37 497)	4 213	480	(32 804)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>740 947</b>	<b>236 963</b>	<b>22 285</b>	<b>1 000 195</b>
Acquisitions / Augmentations		13 079		13 079
Cessions / Diminutions		(54)	(3)	(57)
Variations de change et autres	(15 503)	(2 137)	(257)	(17 897)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>725 444</b>	<b>247 851</b>	<b>22 025</b>	<b>995 320</b>

### Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition :

Conformément à IFRS 3 et IAS 36, les *goodwill*s font l'objet, à chaque clôture annuelle, et en cas d'indice de perte de valeur, d'un test de dépréciation conformément à la méthode décrite dans les notes 1.4. et 1.11.

Les *goodwill*s se répartissent comme suit par UGT :

UGT	Goodwill (en milliers d'euros)		Taux d'actualisation retenu pour les tests de dépréciation (%)		Dépréciation qu'entraînerait une variation de +1% du taux d'actualisation	
	31 décembre 2012	31 décembre 2011	31 décembre 2012	31 décembre 2011	31 décembre 2012	31 décembre 2011
UGT Inde	256 690	270 370	8,31	7,49	-	-
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	151 005	150 776	9,57	8,66	-	-
UGT France-Italie	163 178	150 267	6,95	7,27	-	-
UGT Suisse	133 915	133 482	7,63	6,45	-	-
Autres UGT cumulées	290 532	295 300	7,89 à 10,40	6,91 à 8,66	622	-
<b>Total</b>	<b>995 320</b>	<b>1 000 195</b>			<b>622</b>	<b>0</b>

Les tests de dépréciation réalisés en 2012 et 2011 n'ont pas donné lieu à la constatation d'une perte de valeur au titre des *goodwill*s.

Une majoration de 1 % du taux d'actualisation aurait pour effet de générer, sur une UGT, une valeur recouvrable très légèrement inférieure à la valeur nette comptable. Le montant correspondant est non matériel (inférieur à 1 million d'euros).

## Note 4 ▼ Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles se ventilent comme suit par nature :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Concessions, brevets et droits similaires	66 321	66 220
Logiciels	5 004	4 558
Autres immobilisations incorporelles	28 026	28 922
Immobilisations incorporelles en cours	1 066	1 089
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>100 417</b>	<b>100 789</b>

Au 31 décembre 2012, les immobilisations incorporelles nettes s'élevaient à 100 417 milliers d'euros contre 100 789 fin 2011. La variation au cours de l'exercice 2012 s'explique principalement par une dotation aux amortissements de 9 810 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 11 471 milliers d'euros, des variations de périmètre pour 2 milliers d'euros et pour le solde, par des écarts de conversion négatifs, des reclassements et des cessions.

Les immobilisations incorporelles nettes s'élevaient au 31 décembre 2011 à 100 789 milliers d'euros contre 101 496 fin 2010. La variation au cours de l'exercice 2011 s'expliquait principalement par une dotation aux amortissements de 9 438 milliers d'euros, des acquisitions ayant conduit à un accroissement de 9 294 milliers d'euros, des variations de périmètre pour 58 milliers d'euros et pour le solde, par des écarts de conversion négatifs, des reclassements et des cessions.

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours des exercices 2012 et 2011.

Les frais de recherche et développement inscrits en charges en 2012 s'élevaient à 7 037 milliers d'euros (5 884 en 2011).

Concernant les quotas d'émission de gaz à effet de serre, seuls les quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'actif en autres immobilisations incorporelles pour 11 290 milliers d'euros (6 680 milliers d'euros au 31 décembre 2011) correspondant à 1 503 milliers de tonnes (749 milliers de tonnes à fin 2011). La constatation des excédents, ainsi que les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Emission (CER) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 5 661 milliers d'euros (6 142 milliers d'euros au 31 décembre 2011).

## Note 5 ▼ Immobilisations corporelles

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>957 213</b>	<b>2 505 139</b>	<b>172 356</b>	<b>206 148</b>	<b>3 840 856</b>
Acquisitions	36 283	50 999	19 720	157 934	264 936
Cessions	(7 117)	(20 066)	(7 838)	(478)	(35 499)
Variations de périmètre		7 259		(29)	7 230
Variations de change	(11 445)	(41 546)	1 101	(19 180)	(71 070)
Autres mouvements	8 589	106 336	7 691	(124 024)	(1 408)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>983 523</b>	<b>2 608 121</b>	<b>193 030</b>	<b>220 371</b>	<b>4 005 045</b>
Acquisitions	34 097	36 004	8 748	193 412	272 261
Cessions	(6 264)	(29 264)	(21 687)	(14)	(57 229)
Variations de périmètre	1 305	3 085	958	187	5 535
Variations de change	(7 944)	(22 964)	(817)	(13 706)	(45 431)
Autres mouvements	20 387	60 651	4 006	(87 139)	(2 095)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>1 025 104</b>	<b>2 655 633</b>	<b>184 238</b>	<b>313 111</b>	<b>4 178 086</b>

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>(334 736)</b>	<b>(1 214 637)</b>	<b>(111 646)</b>	<b>0</b>	<b>(1 661 019)</b>
Augmentation	(29 337)	(128 855)	(12 458)		(170 649)
Diminution	5 555	18 288	5 855		29 698
Variations de périmètre	22	(993)			(971)
Variations de change	163	15 318	(290)		15 191
Autres mouvements	1 077	1 074	(981)		1 170
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>(357 255)</b>	<b>(1 309 805)</b>	<b>(119 520)</b>	<b>0</b>	<b>(1 786 580)</b>
Augmentation	(30 096)	(138 846)	(11 716)		(180 658)
Diminution	6 039	28 634	18 937		53 610
Variations de périmètre	(300)	(311)	(436)		(1 047)
Variations de change	1 328	5 357	(195)		6 490
Autres mouvements	(402)	(4 052)	5 763		1 309
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>(380 686)</b>	<b>(1 419 023)</b>	<b>(107 167)</b>	<b>0</b>	<b>(1 906 876)</b>
Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2011	626 268	1 298 316	73 510	220 371	2 218 465
<b>Valeur Nette Comptable au 31 décembre 2012</b>	<b>644 418</b>	<b>1 236 610</b>	<b>77 071</b>	<b>313 111</b>	<b>2 271 210</b>

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 296 millions d'euros au 31 décembre 2012 (181 millions d'euros au 31 décembre 2011) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 17 millions d'euros au 31 décembre 2012 (40 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 67 millions d'euros au 31 décembre 2012 (126 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Le montant global d'intérêts capitalisés en 2012 s'élève à 17 734 milliers d'euros (6 779 milliers d'euros en 2011), déterminé sur la base d'un taux d'intérêts appliqué localement variant de 1,7 % à 8,7 % selon les pays concernés.

## Note 6 ▼ Contrats de location financement et crédit bail

### Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Installations industrielles	8 251	7 728
Autres immobilisations corporelles	927	1 186
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9 178</b>	<b>8 914</b>

### Echéanciers des paiements minimaux :

(en milliers d'euros)	2012	2011
À moins d'un an	3 383	2 919
De 1 à 5 ans	5 314	4 014
À plus de 5 ans	40	-
<b>Total</b>	<b>8 737</b>	<b>6 933</b>

## Note 7 ▼ Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Amortissements & Pertes de valeur	Montants nets
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>33 985</b>	<b>(15 899)</b>	<b>18 086</b>
Acquisitions	1 482		1 482
Cessions	(301)	121	(180)
Amortissements		(781)	(781)
Variations de change	340	(119)	221
Variations de périmètre et autres	106	155	261
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>35 612</b>	<b>(16 523)</b>	<b>19 089</b>
Acquisitions	229		229
Cessions	(1 363)	1 363	0
Amortissements		(441)	(441)
Variations de change	86	(32)	54
Variations de périmètre et autres	626		626
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>35 190</b>	<b>(15 633)</b>	<b>19 557</b>
Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2011			56 769
<b>Juste valeur des immeubles de placement au 31 décembre 2012</b>			<b>56 944</b>

Les produits locatifs des immeubles de placement s'élevaient à 3,1 millions d'euros au 31 décembre 2012 (3,0 millions d'euros au 31 décembre 2011).

## Note 8 ▼ Participations dans des entreprises associées

### Variation des participations dans des entreprises associées

(en milliers d'euros)	2012	2011
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>37 900</b>	<b>38 536</b>
Quote-part de résultat des entreprises associées	3 050	1 572
Dividendes reçus des participations dans des entreprises associées	(1 582)	(2 586)
Variations de périmètre		
Variations de change et autres	(1 637)	378
<b>Au 31 décembre</b>	<b>37 731</b>	<b>37 900</b>

## Note 9 ▼ Créances et autres actifs non courants

(en milliers d'euros)	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>87 142</b>	<b>(2 961)</b>	<b>84 181</b>
Acquisitions / Augmentations	48 295	(159)	48 136
Cessions / Diminutions	(2 092)	328	(1 764)
Variations de périmètre	(13 474)		(13 474)
Variations de change	205	134	339
Autres	(490)		(490)
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>119 586</b>	<b>(2 658)</b>	<b>116 928</b>
Acquisitions / Augmentations	3 684	(421)	3 263
Cessions / Diminutions	(4 651)	334	(4 317)
Variations de périmètre	69		69
Variations de change	(2 549)	(39)	(2 588)
Autres	(4 703)		(4 703)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>111 436</b>	<b>(2 784)</b>	<b>108 652</b>
dont :			
- titres de participation	24 581	(928)	23 653
- titres immobilisés	1 890	(455)	1 435
- prêts et créances	47 957	(1 401)	46 556
- actifs des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi	8 321	-	8 321
- instruments financiers <sup>(1)</sup>	28 687	-	28 687
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>111 436</b>	<b>(2 784)</b>	<b>108 652</b>

(1) Au 31 décembre 2012, les instruments financiers actifs sont présentés dans les actifs non courants pour la part supérieure à 1 an (28,7 millions d'euros).  
Au 31 décembre 2011, les instruments financiers actifs > 1 an étaient présentés dans les états financiers en déduction des dettes financières (34,1 millions d'euros). A des fins de comparaison, ils ont été reclassés à l'actif du bilan pour 34,0 millions d'euros à plus d'un an (actifs non courants).

## Note 10 ▼ Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	270 765	(10 362)	260 403	259 912	(8 665)	251 247
Encours, produits finis et marchandises	124 673	(3 183)	121 490	110 121	(1 264)	108 857
<b>Total</b>	<b>395 438</b>	<b>(13 545)</b>	<b>381 893</b>	<b>370 033</b>	<b>(9 929)</b>	<b>360 104</b>

## Note 11 ▼ Créances

(en milliers d'euros)	Provisions Clients et autres débiteurs		Clients et autres débiteurs Net	Autres Créances fiscales	Créances sociales	Autres créances	Provisions Autres créances	Total Autres Créances Net
<b>Au 31 décembre 2010</b>	319 050	(16 249)	<b>302 801</b>	61 354	3 784	82 279	(1 995)	<b>145 422</b>
Augmentations		(5 572)	<b>(5 572)</b>				(581)	<b>(581)</b>
Diminutions avec utilisation		4 635	<b>4 635</b>				1 508	<b>1 508</b>
Variations de change	(5 117)	396	<b>(4 721)</b>	(1 963)	14	(2 784)		<b>(4 733)</b>
Variations de périmètre	4 275	(107)	<b>4 168</b>	1	115	2 210		<b>2 326</b>
Autres mouvements	48 683		<b>48 683</b>	7 454	(1 153)	(5 386)		<b>915</b>
<b>Au 31 décembre 2011</b>	366 891	(16 897)	<b>349 994</b>	66 846	2 760	76 319	(1 068)	<b>144 857</b>
Augmentations		(3 453)	<b>(3 453)</b>				(685)	<b>(685)</b>
Diminutions avec utilisation		3 911	<b>3 911</b>				31	<b>31</b>
Variations de change	(369)	(29)	<b>(398)</b>	(1 903)	(27)	(1 351)		<b>(3 281)</b>
Variations de périmètre	3 238	(171)	<b>3 067</b>	211		448		<b>659</b>
Autres mouvements	1 777	(21)	<b>1 756</b>	2 559	957	1 361		<b>4 877</b>
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>371 537</b>	<b>(16 660)</b>	<b>354 877</b>	<b>67 713</b>	<b>3 690</b>	<b>76 777</b>	<b>(1 722)</b>	<b>146 458</b>
dont échu au 31 décembre 2012 :								
- depuis moins de 3 mois	50 652	(2 012)	<b>48 640</b>	12 789	919	5 303	(130)	<b>18 881</b>
- depuis plus de 3 mois	24 005	(8 827)	<b>15 178</b>	5 247	4	538	(4)	<b>5 785</b>
dont non échu au 31 décembre 2012 :								
- à moins de un an	293 229	(4 132)	<b>289 097</b>	44 984	2 754	58 494	(165)	<b>106 067</b>
- à plus de un an	3 651	(1 689)	<b>1 962</b>	4 693	13	12 442	(1 423)	<b>15 725</b>

## Note 12 ▼ Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	2012	2011
Disponibilités	46 413	106 184
Valeurs mobilières de placement	190 931	253 220
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>237 344</b>	<b>359 404</b>

## Note 13 ▼ Capital social

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 937 060 actions détenues en propre au 31 décembre 2012 (1 009 426 au 31 décembre 2011) acquises dans le cadre de programmes de rachat d'actions approuvés par les Assemblées Générales Ordinaires, et dans le cadre de la cession par Heidelberg Cement de sa participation de 35% dans Vicat en 2007.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2012 au titre de l'exercice 2011 s'est élevé à 1,50 euro par action soit au total 67 350 milliers d'euros, identique au dividende de 1,50 euro par action versé en 2011 au titre de l'exercice 2010 soit au total 67 350 milliers d'euros. Le dividende proposé par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire au titre de l'exercice 2012 s'élève à 1,50 euro par action, soit au total 67 350 milliers d'euros.

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action et s'obtient en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions ordinaires moyen pondéré de Vicat en circulation sur l'exercice. Depuis le 4 janvier 2010, et pendant une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Natixis Securities.

Pour sa mise en œuvre, les moyens suivants ont été affectés au contrat de liquidité : 20 000 titres Vicat et 3 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 51 655 titres Vicat et 1 130 milliers d'euros.

## Note 14 ▼ Avantages au personnel

(en milliers d'euros)	2012	2011
Régimes de retraites et indemnités de fin de carrière (IFC)	25 685	25 212
Autres avantages postérieurs à l'emploi	29 354	27 419
<b>Total provisions retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi</b>	<b>55 039</b>	<b>52 631</b>
Actifs des régimes (note 9)	(8 321)	(8 263)
<b>Passif net</b>	<b>46 718</b>	<b>44 368</b>

Les actifs de régimes présentés séparément de l'obligation au sein des actifs non courants (cf. note 9) pour un montant de € 8,3 millions au 31 décembre 2012 (€ 8,3 millions à fin 2011) correspondent aux régimes à prestations définies, pour lesquels les actifs de couverture dédiés excèdent l'engagement. A fin 2012, ces actifs nets de régimes concernent exclusivement certains régimes de retraite des entités suisses du Groupe.

### Actifs et passifs comptabilisés au bilan

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Valeur actualisée des obligations financées	380 488	52 916	433 404	354 266	46 396	400 662
Juste valeur des actifs des régimes	(312 457)		(312 457)	(308 128)		(308 128)
<b>Situation nette</b>	<b>68 031</b>	<b>52 916</b>	<b>120 947</b>	<b>46 138</b>	<b>46 396</b>	<b>92 534</b>
Ecarts actuariels nets non reconnus	(50 636)	(24 576)	(75 212)	(29 154)	(20 105)	(49 259)
Coûts des services passés non reconnus	(31)	1 014	983	(35)	1 128	1 093
<b>Passif net</b>	<b>17 364</b>	<b>29 354</b>	<b>46 718</b>	<b>16 949</b>	<b>27 419</b>	<b>44 368</b>

Composante de la charge annuelle nette

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	(8 416)	(1 056)	(9 472)	(8 557)	(847)	(9 404)
Coût financier	(14 314)	(2 175)	(16 489)	(12 907)	(1 896)	(14 803)
Rendement attendu des actifs du régime	13 287		13 287	12 118		12 118
Ecarts actuariels reconnus dans l'année	(1 214)	(1 234)	(2 448)	(684)	(833)	(1 517)
Coût des services passés reconnus	39	95	134	(534)	(8)	(542)
<b>Charge de l'exercice</b>	<b>(10 617)</b>	<b>(4 371)</b>	<b>(14 988)</b>	<b>(10 564)</b>	<b>(3 584)</b>	<b>(14 148)</b>

Variation des actifs financiers de couverture du régime

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
<b>Juste valeur des actifs au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>308 128</b>	<b>0</b>	<b>308 128</b>	<b>295 182</b>	<b>0</b>	<b>295 182</b>
Rendement attendu des actifs	13 287		13 287	12 118		12 118
Cotisations payées	13 988		13 988	13 847		13 847
Différences de conversion	1 214		1 214	8 495		8 495
Prestations payées	(10 679)		(10 679)	(12 810)		(12 810)
Variation de périmètre et autres	(25)		(25)	118		118
Gains et pertes actuariels	(13 456)		(13 456)	(8 822)		(8 822)
<b>Juste valeur des actifs au 31 décembre</b>	<b>312 457</b>	<b>0</b>	<b>312 457</b>	<b>308 128</b>	<b>0</b>	<b>308 128</b>

Les actifs de couverture s'analysent comme suit par nature et pays à fin 2012 :

Répartition des actifs de couverture	France	Suisse	Etats-Unis	Inde	Total
Actions	15 %	25 %	60 %		28 %
Obligations	74 %	30 %	40 %		32 %
Immobilier	6 %	22 %			20 %
Monétaire	3 %	7 %			6 %
Autre	2 %	16 %		100 %	14 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>Actifs de couverture (en milliers d'euros)</b>	<b>6 700</b>	<b>272 594</b>	<b>33 077</b>	<b>86</b>	<b>312 457</b>

Les rendements attendus des actifs sont déterminés par classe d'actifs et par pays.

Variation du passif net

(en milliers d'euros)	2012			2011		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
<b>Passif net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>16 949</b>	<b>27 419</b>	<b>44 368</b>	<b>17 273</b>	<b>24 368</b>	<b>41 641</b>
Charge de l'exercice	10 617	4 371	14 988	10 564	3 584	14 148
Cotisations payées	(8 997)		(8 997)	(9 228)		(9 228)
Différences de conversion		(595)	(595)	(1 525)	1 649	124
Prestations payées par l'employeur	(1 667)	(1 840)	(3 507)	(1 221)	(1 531)	(2 752)
Variation de périmètre	448		448	435		435
Autres	13		13	651	(651)	0
<b>Passif net au 31 décembre</b>	<b>17 364</b>	<b>29 354</b>	<b>46 718</b>	<b>16 949</b>	<b>27 419</b>	<b>44 368</b>

Principales hypothèses actuarielles

	France	Europe (hors France)	Etats - Unis	Turquie et Inde	Afrique de l'ouest et Moyen-Orient
<b>Taux d'actualisation</b>					
<b>2012</b>	<b>3,0 %</b>	<b>2,0 % à 3,0 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>8,3 % à 8,5 %</b>	<b>5,0 % à 11,0 %</b>
<b>2011</b>	4,7 %	2,3 % à 4,7 %	4,8 %	8,7 % à 10,0 %	5,0 % à 11,0 %
<b>Taux de rendement des actifs financiers</b>					
<b>2012</b>	<b>3,0 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>4,0 %</b>	<b>8,3 %</b>	
<b>2011</b>	3,5 %	3,8 %	8,5 %	9,0 %	
<b>Taux d'augmentation des salaires</b>					
<b>2012</b>	<b>2,5 % à 4,0 %</b>	<b>1,0 % à 3,0 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>5,0 % à 8,0 %</b>	<b>3,0 % à 10,0 %</b>
<b>2011</b>	2,5 % à 4,0 %	1,5 % à 3,0 %	2,5 %	5,1 % à 7,5 %	3,5 % à 10,0 %
<b>Taux d'évolution des coûts médicaux</b>					
<b>2012</b>			<b>6,5 %</b>		
<b>2011</b>			4,5 % à 7,0 %		

La sensibilité de la valeur de l'obligation à fin 2012 correspondant à une variation de + / - 50 points de base du taux d'actualisation est de respectivement (27,1) et 30,2 millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité de la valeur des actifs de couverture à fin 2012 correspondant à une variation de + / - 100 points de base du taux de rendement attendu des actifs est de respectivement 3,1 et (3,1) millions d'euros.

Le taux estimé d'évolution des coûts médicaux utilisé pour le calcul des engagements liés aux avantages postérieurs à l'emploi a une incidence directe sur l'évaluation de certains de ces engagements. L'incidence d'une variation de un point de ce taux d'évolution des coûts médicaux serait la suivante :

(en milliers d'euros)	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Augmentation (diminution) de la valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2012	7 213	(5 861)
Augmentation (diminution) du coût des services rendus et du coût financier	549	(573)

Les montants pour l'exercice 2012 et pour les quatre exercices précédents de la valeur actualisée de l'obligation, de la juste valeur des actifs de couverture et des ajustements liés à l'expérience se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Décembre 2012	Décembre 2011	Décembre 2010	Décembre 2009	Décembre 2008
Valeur actualisée de l'obligation	(433 404)	(400 662)	(385 367)	(289 788)	(284 952)
Juste valeur des actifs de couverture	312 457	308 128	295 182	244 991	225 457
<b>Surplus / (Déficit) des plans</b>	<b>(120 947)</b>	<b>(92 534)</b>	<b>(90 185)</b>	<b>(44 797)</b>	<b>(59 495)</b>
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des engagements	(2 848)	(8 563)	(4 062)	(2 999)	(1 875)
Ajustements liés à l'expérience sur la valorisation des actifs de régime	13 456	8 821	(6 234)	3 553	(45 511)

## Note 15 ▼ Autres provisions

(en milliers d'euros)	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques	Autres charges	Total
<b>Au 31 décembre 2010</b>	<b>34 650</b>	<b>977</b>	<b>(1) 46 595</b>	<b>15 049</b>	<b>97 271</b>
Augmentations	6 837	83	8 579	2 997	18 495
Diminutions avec utilisation	(3 259)	-	(20 761)	(2 869)	(26 889)
Diminutions sans utilisation	(47)	-	(624)	(231)	(902)
Variations de change	636	29	348	(50)	963
Variations de périmètre	-	-	-	295	295
Autres mouvements	80	-	(33)	-	47
<b>Au 31 décembre 2011</b>	<b>38 897</b>	<b>1 089</b>	<b>(1) 34 104</b>	<b>15 192</b>	<b>89 281</b>
Augmentations	4 414	9	7 842	5 434	17 699
Diminutions avec utilisation	(2 066)	-	(6 985)	(1 922)	(10 973)
Diminutions sans utilisation	-	-	(700)	(126)	(826)
Variations de change	142	8	(398)	-	(248)
Variations de périmètre	-	-	6	-	6
Autres mouvements	(497)	-	(1)	(142)	(639)
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>40 890</b>	<b>1 106</b>	<b>(1) 33 869</b>	<b>18 436</b>	<b>94 301</b>
<i>dont à moins d'un an</i>	<i>9</i>	<i>-</i>	<i>9 175</i>	<i>783</i>	<i>9 967</i>
<i>dont à plus d'un an</i>	<i>40 881</i>	<i>1 106</i>	<i>24 694</i>	<i>17 653</i>	<i>84 334</i>

### Impact (net des charges encourues) au compte de résultat 2012 :

	Dotations	Reprises sans utilisation
Résultat d'exploitation :	11 472	(756)
Résultat hors exploitation :	6 227	(70)

(1) Les autres risques incluent au 31 décembre 2012 :

- un montant de 9,8 millions d'euros (10,2 millions d'euros au 31 décembre 2011) correspondant à l'évaluation actuelle des coûts bruts attendus en réparation d'un sinistre survenu en 2006 suite à des livraisons de mélanges à béton et de béton effectuées en 2004 et présentant un taux de sulfate supérieur aux normes en vigueur. Ce montant correspond à l'estimation actuelle de la quote-part de responsabilité du Groupe dans la réparation des sinistres avérés avant indemnisation résiduelle à recevoir des assurances constatée pour 4 millions d'euros à l'actif non courant du bilan au 31 décembre 2012 (4 millions d'euros au 31 décembre 2011 - note 9).
- un montant de 9,1 millions d'euros (9,6 millions d'euros au 31 décembre 2011) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- le solde résiduel des autres provisions s'élevant à environ 15,0 millions d'euros au 31 décembre 2012 (14,3 millions d'euros au 31 décembre 2011) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

Par ailleurs, les autres risques incluaient au 31 décembre 2010 un montant de 4,5 millions d'euros correspondants au montant résiduel de la sanction du Conseil de la concurrence relative à une entente présumée en Corse, après réduction du montant de cette sanction par la Cour d'appel de Paris. La provision a été reprise après paiement suite au rejet du pourvoi formé par le Groupe devant la Cour de cassation.

## Note 16 ▼ Dettes financières et options de vente

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 31 décembre 2012 :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Dettes financières à plus d'un an	1 186 327	1 364 079
Options de vente à plus d'un an	11 376	20 365
<b>Dettes financières et options de vente à plus d'un an</b>	<b>1 197 703</b>	<b>1 384 444</b>
Instrument financiers actif à plus d'un an <sup>(1)</sup>	(28 688)	(34 029)
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an</b>	<b>1 169 015</b>	<b>1 350 415</b>
Dettes financières à moins d'un an	224 015	106 165
Options de vente à moins d'un an	8 337	-
<b>Dettes financières et options de vente à moins d'un an</b>	<b>232 352</b>	<b>106 165</b>
Instrument financiers actif à moins d'un an <sup>(1)</sup>	(39)	(73)
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an</b>	<b>232 313</b>	<b>106 092</b>
Total des dettes financières nettes d'instruments financiers actif <sup>(1)</sup>	1 381 615	1 436 142
Total des options de vente	19 713	20 365
<b>Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif</b>	<b>1 401 328</b>	<b>1 456 507</b>

(1) Au 31 décembre 2012, les instruments financiers actifs sont présentés dans les actifs non courants (cf. note 9) pour la part supérieure à 1 an (28,7 millions d'euros). Les instruments financiers actifs étaient présentés dans les états financiers au 31 décembre 2011 en déduction des dettes financières (34,1 millions d'euros). A des fins de comparaison, ils ont été reclassés à l'actif du bilan pour 34,0 millions d'euros à plus d'un an (actifs non courants) et 0,1 million d'euros à moins d'un an (actifs courants).

### 16.1 Dettes financières

#### Répartition des dettes financières par catégorie et échéances

##### 31 décembre 2012

(en milliers d'euros)	Total	2013	2014	2015	2016	2017	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 328 973	184 038	73 825	157 112	377 231	171 004	365 763
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(28 727)</i>	<i>(39)</i>				<i>(468)</i>	<i>(28 220)</i>
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	<i>32 972</i>	<i>15 462</i>	<i>387</i>	<i>10 713</i>	<i>6 410</i>		
Emprunts et dettes financières divers	20 410	13 437	5 706	638	84	121	424
Dettes sur immobilisations en location financement	8 837	3 108	2 794	1 643	959	267	66
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	23 395	23 395					
<b>Dettes financières</b>	<b>1 381 615</b>	<b>223 978</b>	<b>82 325</b>	<b>159 393</b>	<b>378 274</b>	<b>171 392</b>	<b>366 253</b>
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>283 000</i>				<i>283 000</i>		

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées des soldes créditeurs de banque ainsi que de l'échéance de remboursement du premier USPP, de lignes bilatérales de Sococim Industries et d'une tranche de l'emprunt de Jambyl Cement et de Vigier Holding.

**31 décembre 2011**

(en milliers d'euros)	Total	2012	2013	2014	2015	2016	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 373 065	58 450	142 237	62 675	148 774	484 513	476 416
<i>Dont instruments financiers Actif</i>	<i>(34 104)</i>	<i>(73)</i>				<i>(123)</i>	<i>(33 906)</i>
<i>Dont instruments financiers Passif</i>	<i>19 280</i>	<i>171</i>	<i>11 628</i>	<i>455</i>	<i>7 026</i>		
Emprunts et dettes financières divers	21 181	10 969	4 785	697	433	95	4 202
Dettes sur immobilisations en location financement	8 141	2 919	2 430	1 641	744	318	89
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	33 755	33 755					
<b>Dettes financières</b>	<b>1 436 142</b>	<b>106 093</b>	<b>149 452</b>	<b>65 013</b>	<b>149 951</b>	<b>484 926</b>	<b>480 707</b>
<i>dont billets de trésorerie</i>	<i>208 000</i>					<i>208 000</i>	

**Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)**

Selon la devise (après swaps de devises)

	Déc 2012	Déc 2011
Euros	854 697	978 199
Dollars américains	203 735	221 970
Livres turques	1 373	2 097
Francs CFA	60 334	41 493
Francs suisses	47 321	44 571
Ouguiya mauritanien	6	3 275
Roupie indienne	214 149	144 537
<b>Total</b>	<b>1 381 615</b>	<b>1 436 142</b>

Selon le taux	Déc 2012	Déc 2011
Taux fixe	974 629	906 434
Taux variable	406 986	529 708
<b>Total</b>	<b>1 381 615</b>	<b>1 436 142</b>

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 31 décembre 2012 est de 4,44 %. Il était de 4,29 % à fin décembre 2011.

**16.2 Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées**

Des accords ont été conclus par le passé entre Vicat, Vigier Holding, la Société Financière Internationale et la société Home Broker JSC (anciennement dénommée KazKommerts Invest), afin d'organiser leurs relations au sein de la société Mynaral Tas, au titre desquels le Groupe a consenti des options de vente à ses partenaires sur leur participation dans Mynaral Tas.

L'option de vente consentie à la Société Financière Internationale est exerçable au plus tôt en décembre 2013. Concernant Home Broker JSC, le Groupe a conclu début 2013 un accord avec son partenaire pour racheter de manière anticipée en 2013 sa participation résiduelle, rachat à l'issue duquel le Groupe détiendra 90 % de Mynaral Tas.

La comptabilisation de ces options a donné lieu à la constatation d'une dette de 20 millions d'euros au 31 décembre 2012 dont 8,3 millions d'euros à moins d'un an (20,4 millions d'euros au 31 décembre 2011). Cette dette correspond d'une part à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option consentie à la Société Financière Internationale, et d'autre part, au prix d'acquisition négocié de l'option consentie à Home Broker JSC.

## Note 17 ▼ Instruments financiers

### Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Le tableau ci-dessous décrit la décomposition du montant total des actifs et passifs en devises étrangères du Groupe au 31 décembre 2012 :

(en millions d'euros)	USD	EUR	CHF
Actifs	246,3	6,2	0,0
Passifs et commandes engagées	(1 006,0)	(190,1)	(8,0)
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>(759,7)</b>	<b>(183,9)</b>	<b>(8,0)</b>
Couvertures	615,1	177,7	8,0
<b>Position nette après gestion</b>	<b>(144,6)</b>	<b>(6,2)</b>	<b>0,0</b>

La position nette « après gestion » en US dollars correspond pour l'essentiel à l'endettement des filiales kazakhes auprès de bailleurs de fonds et du Groupe, non swappé dans la devise fonctionnelle, en l'absence d'un marché de couverture suffisamment structuré et liquide (146,7 millions de dollars).

Le risque de perte de change sur la position nette en devise, du fait d'une hypothèse d'évolution défavorable et uniforme d'un pour cent des devises fonctionnelles contre l'US dollar s'élève, en contrevalet euros, à 1,08 million d'euros (dont 1,11 million d'euros pour la dette kazakh).

Par ailleurs, les montants en principal et en intérêts dus au titre des emprunts émis initialement par le Groupe en US dollars (240 et 450 millions d'US dollars pour Vicat et 70 millions d'US dollars pour Vicat Sagar Cement Private Limited) et en euros (138,8 millions d'euros pour Vicat Sagar Cement Private Limited) ont été convertis en euros (pour Vicat) et en Roupies indiennes (pour Vicat Sagar Cement Private Limited) au moyen de Cross Currency Swaps, intégrés dans le portefeuille présenté ci-après (cf. a).

### Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine de 2, 3, 5, 10 et 12 ans et de swaps sur des durées d'origine de 3 et 5 ans.

Le groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

### Risque de liquidité

Le groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 416 millions d'euros au 31 décembre 2012 (381 millions d'euros au 31 décembre 2011).

Le groupe dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 300 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, le montant des billets émis s'élève à 283 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme telles en dettes à moyen terme dans le bilan consolidé.

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 31 décembre 2012 à celui des billets émis soit 283 millions d'euros.

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces *covenants* portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité (« *leverage* » correspondant à l'endettement net / Ebitda consolidé) et à la structure financière (« *gearing* » correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des *covenants*, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios. Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de « *gearing* » (46.4 %) et « *leverage* » (2.62 x), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces *covenants* ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe. Au 31 décembre 2012, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les *covenants* contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant à fin décembre 2012 :

(en milliers de devises)	Valeur nominale (devise)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans (euro)	> 5 ans (euro)
<b>Couverture de juste valeur (a)</b>						
Instruments composés						
- Cross Currency Swap TF \$/TV €	120 000 (\$)	90 950	(9 095) <sup>(1)</sup>	(6 439)	(2 656)	
<b>Couverture de flux de trésorerie (a)</b>						
Instruments composés						
- Cross Currency Swap TF \$/TF €	120 000 (\$)	90 950	(15 494) <sup>(1)</sup>	(7 586)	(7 908)	
- Cross Currency Swap TF \$/TF €	450 000 (\$)	341 064	1 524 <sup>(1)</sup>		468	1 056
- Swap de taux TV €/TF €	150 000 (€)	150 000	(6 409) <sup>(1)</sup>		(6 409)	
- Cross Currency Swap TV \$/TF Inr	70 000 (\$)	53 054	8 756 <sup>(1)</sup>			8 756
- Cross Currency Swap TV €/TF Inr	138 765 (€)	138 765	18 408 <sup>(1)</sup>			18 408
<b>Autres dérivés</b>						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	360 000 (€)	360 000	(1 241)	(894)	(347)	
- Caps Dollar	35 000 (\$)	26 527	(84)	(19)	(65)	
- Swaps Dollar	15 000 (\$)	11 368	(125)		(125)	
<b>Instruments de change</b>						
- Couverture du risque de change sur financements intra-groupes						
- VAT \$	159 000 (\$)	120 509	38 <sup>(1)</sup>	38		
- AAT CHF	8 000 (CHF)	6 627	(14) <sup>(1)</sup>	(14)		
- AAT €	32 458 (€)	32 458	(510) <sup>(1)</sup>	(510)		
<b>Total</b>			<b>(4 246)</b>			

(1) Parallèlement, la variation de valeur des prêts et des dettes se dégrade de 4,6 millions d'euros.

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 31 décembre 2012 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2012	
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	190,9	Note 12
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	(4,2)	voir ci-dessus
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables	23,7	Note 9

## Note 18 ▼ Autres dettes

(en milliers d'euros)	2012	2011
Dettes sociales	60 043	59 068
Dettes fiscales	34 137	31 895
Autres dettes et comptes de régularisation	78 745	91 144
<b>Total</b>	<b>172 925</b>	<b>182 107</b>

## Note 19 ▼ Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	2012	2011
Ventes de biens	1 974 425	1 960 145
Ventes de services	317 794	305 327
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 292 219</b>	<b>2 265 472</b>

### Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	Variations de périmètre	Variations de change	31 décembre 2012 périmètre et change constants	31 décembre 2011
Chiffre d'affaires	2 292 219	(4 287)	(27 234)	2 260 698	2 265 472

## Note 20 ▼ Charges de personnel et effectifs

(en milliers d'euros)	2012	2011
Salaires et traitements	262 548	252 522
Charges sociales	97 605	94 553
Participation des salariés (sociétés françaises)	6 500	5 947
<b>Charges de personnel</b>	<b>366 653</b>	<b>353 022</b>
Effectifs moyens des sociétés intégrées	7 529	7 387

La participation des salariés des sociétés françaises est attribuée, au choix du salarié, en espèces ou en actions Vicat. Le cours d'attribution est déterminé en fonction de la moyenne des 20 dernières cotations sur la période définie précédant son versement.

## Note 21 ▼ Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations

(en milliers d'euros)	2012	2011
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(190 916)	(180 665)
Dotations nettes aux provisions	(269)	977
Dotations nettes aux autres dépréciations sur actifs	(969)	(1 760)
<b>Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires</b>	<b>(192 154)</b>	<b>(181 448)</b>
Autres dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires <sup>(1)</sup>	567	14 306
<b>Dotations nettes aux amortissements et provisions</b>	<b>(191 587)</b>	<b>(167 142)</b>

(1) Incluant au 31 décembre 2012 une reprise de 0,4 million d'euros (reprise de 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2011) liée à la mise à jour de la quote-part estimée de responsabilité du Groupe au-delà de l'indemnisation des assureurs dans le sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la note 15.

## Note 22 ▼ Autres produits et charges

(en milliers d'euros)	2012	2011
Résultat sur cession d'actifs	3 061	2 015
Produits des immeubles de placement	3 106	3 017
Autres	10 807	14 687
<b>Autres produits et charges ordinaires</b>	<b>16 974</b>	<b>19 719</b>
<b>Autres produits et charges non ordinaires <sup>(1)</sup></b>	<b>(812)</b>	<b>(22 048)</b>
<b>Total</b>	<b>16 162</b>	<b>(2 329)</b>

1) Incluant au 31 décembre 2012 une charge de 0,5 million d'euros (charge de 11,9 millions d'euros au 31 décembre 2011) comptabilisée par le Groupe, correspondant aux dossiers constatés en charge en 2012 dans le cadre du sinistre survenu en 2006 tel que décrit dans la note 15.

## Note 23 ▼ Indicateurs de performance

La rationalisation du passage entre l'Excédent Brut d'Exploitation, l'EBITDA, l'EBIT et le Résultat d'exploitation est la suivante :

(en milliers d'euros)	2012	2011
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>420 408</b>	<b>471 219</b>
Autres produits et charges ordinaires	16 974	19 719
<b>EBITDA</b>	<b>437 382</b>	<b>490 938</b>
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(192 154)	(181 448)
<b>EBIT</b>	<b>245 228</b>	<b>309 490</b>
Autres produits et charges non ordinaires	(812)	(22 048)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	567	14 306
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>244 983</b>	<b>301 748</b>

## Note 24 ▼ Résultat financier

(en milliers d'euros)	2012	2011
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	18 504	20 456
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(52 947)	(60 875)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(34 443)</b>	<b>(40 419)</b>
Dividendes	2 213	3 234
Gains de change	3 702	4 801
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	1 619	1 116
Résultat sur cessions de titres	-	-
Reprises financières de provisions	335	329
Autres produits	-	-
<b>Autres produits financiers</b>	<b>7 869</b>	<b>9 480</b>
Pertes de change	(6 836)	(4 683)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	-	-
Dotations financières aux provisions	(2 207)	(4 523)
Résultat sur cession de titres	(142)	(36)
Charge d'actualisation	(4 649)	(3 499)
Autres charges	(39)	(215)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(13 873)</b>	<b>(12 956)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(40 447)</b>	<b>(43 895)</b>

## Note 25 ▼ Impôts sur les résultats

### Charge d'impôt

#### Composantes de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	2012	2011
Impôts exigibles	72 364	67 593
Impôts différés	(12 743)	(1 296)
<b>Total <sup>(1)</sup></b>	<b>59 621</b>	<b>66 297</b>

(1) Incluant en 2011 une charge actualisée de 5,3 millions d'euros d'impôt exigible et une charge de 1,0 million d'euros d'impôt différé enregistrées au titre de l'amnistie fiscale pour les années 2006 à 2009 à laquelle les entités turques du Groupe ont souscrit.

#### Rapprochement entre la charge théorique et la charge réelle

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt réelle s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Résultat net des sociétés intégrées	144 915	191 556
Impôts sur les résultats	59 621	66 297
Résultat avant impôt	204 536	257 853
Taux d'impôt théorique	36,10%	36,10 %
<b>Impôt théorique calculé au taux de la société mère</b>	<b>(73 838)</b>	<b>(93 085)</b>
<i>Rapprochement :</i>		
Ecart de taux France / Juridictions étrangères	25 929	28 639
Opérations imposées à taux réduit	(3 888)	(2 854)
Changement de taux	(580)	(274)
Différences permanentes	(5 686)	226
Crédits d'impôts	3 009	1 838
Autres	(4 567)	(787)
<b>Charge réelle d'impôt</b>	<b>(59 621)</b>	<b>(66 297)</b>

### Impôts différés

#### Variation des impôts différés actifs et passifs

(en milliers d'euros)	Impôts différés Actifs		Impôts différés Passifs	
	2012	2011	2012	2011
<b>Impôts différés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>2 104</b>	<b>2 553</b>	<b>171 429</b>	<b>146 458</b>
Charge /Produit de l'exercice	16 100	(353)	3 357	(1 649)
Impôts différés imputés en capitaux propres			(8 859)	24 851
Variations de conversion et autres <sup>(1)</sup>	70 773	(126)	74 206	1 505
Variations de périmètre	3	30		264
<b>Impôts différés au 31 décembre</b>	<b>88 980</b>	<b>2 104</b>	<b>240 133</b>	<b>171 429</b>

(1) Les impôts différés des entités américaines du Groupe au 31 décembre 2011 ont été décompensés au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (72 443K€) de telle sorte à présenter les actifs et passifs d'impôts différés de manière distincte.

**Décomposition de la (charge) /produit d'impôts différés nets par principale catégorie de différence temporelle**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Immobilisations et locations financement	3 367	(4 835)
Instruments financiers	(350)	(528)
Pensions et autres avantages assimilés	1 486	(791)
Amortissements dérogatoires, provisions réglementées & autres	(3 674)	(6 562)
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	11 914	14 012
<b>(Charge) / Produit d'impôts différés nets</b>	<b>12 743</b>	<b>1 296</b>

**Origine des impôts différés actifs et passifs**

(en milliers d'euros)	2012	2011
Immobilisations et locations financement	141 924	156 817
Instruments financiers	(1 764)	5 543
Pensions	(14 382)	(14 311)
Autres provisions pour risques et charges, actualisation	13 356	13 447
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	60 721	40 589
Autres différences temporaires, reports déficitaires et divers	(48 702)	(32 760)
<b>Actifs et passifs d'impôts différés nets</b>	<b>151 153</b>	<b>169 325</b>
Impôts différés actifs <sup>(1)</sup>	(88 980)	(2 104)
Impôts différés passifs	240 133	171 429
<b>Solde net</b>	<b>151 153</b>	<b>169 325</b>

(1) Les impôts différés actifs trouvent principalement leur origine dans les déficits reportables de filiales situées aux Etats-Unis dont la prescription s'étale de 2024 à 2032. Par ailleurs, les impôts différés des entités américaines du Groupe au 31 décembre 2011 ont été décompensés au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (72 443 K€) de telle sorte à présenter les actifs et passifs d'impôts différés de manière distincte.

**Impôts différés non comptabilisés**

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 31 décembre 2012 du fait de leur récupération non probable s'élèvent à 8,3 millions d'euros (7,3 millions d'euros au 31 décembre 2011). Ils concernent essentiellement une entité bénéficiant d'un régime d'exonération fiscale pendant 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

## Note 26 ▼ Informations sectorielles

### a) Informations par secteur

2012 (en milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et services	Total
<b>Compte de résultat</b>				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 377 135	855 131	400 720	2 632 986
Eliminations inter - secteurs	(221 443)	(29 081)	(90 243)	(340 767)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>1 155 692</b>	<b>826 050</b>	<b>310 477</b>	<b>2 292 219</b>
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	335 834	67 563	33 985	437 382
EBIT (cf. 1.22 & 23)	204 036	20 156	21 036	245 228
<b>Bilan</b>				
Total des actifs non courants	2 812 816	639 537	169 514	3 621 867
Capitaux nets investis <sup>(1)</sup>	2 854 876	614 215	185 947	3 655 038
<b>Autres informations</b>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	217 168	52 550	17 349	287 067
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	130 973	46 297	13 646	190 916
Effectif moyen	3 202	2 925	1 402	7 529

2011 (en milliers d'euros sauf effectifs)	Ciment	Béton et Granulats	Autres Produits et services	Total
<b>Compte de résultat</b>				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 355 738	854 007	391 016	2 600 761
Eliminations inter - secteurs	(218 147)	(36 051)	(81 091)	(335 289)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>1 137 591</b>	<b>817 956</b>	<b>309 925</b>	<b>2 265 472</b>
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	379 541	78 026	33 371	490 938
EBIT (cf. 1.22 & 23)	260 956	30 274	18 260	309 490
<b>Bilan</b>				
Total des actifs non courants	2 703 326	595 880	162 235	3 461 441
Capitaux nets investis <sup>(1)</sup>	2 809 652	585 122	181 087	3 575 861
<b>Autres informations</b>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	211 058	52 330	12 324	275 712
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	119 269	46 024	15 372	180 665
Effectif moyen	3 143	2 887	1 357	7 387

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

## b) Informations par zones géographiques

L'information relative aux zones géographique est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

2012 (en milliers d'euros sauf effectifs)	France	Europe (hors France)	Etats-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'Ouest et Moyen Orient	Total
<b>Compte de résultat</b>						
Chiffre d'affaires opérationnel	906 043	410 871	196 143	442 542	368 986	2 324 585
Eliminations inter-pays	(26 914)	(352)		(416)	(4 684)	(32 366)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>879 129</b>	<b>410 519</b>	<b>196 143</b>	<b>442 126</b>	<b>364 302</b>	<b>2 292 219</b>
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	162 994	104 650	(5 485)	91 865	83 358	437 382
EBIT (cf. 1.22 & 23)	103 574	75 879	(33 725)	53 831	45 669	245 228
<b>Bilan</b>						
Total des actifs non courants	646 717	559 278	443 916	1 268 866	703 090	3 621 867
Capitaux nets investis <sup>(1)</sup>	680 372	530 750	373 418	1 315 552	754 946	3 655 038
<b>Autres informations</b>						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	79 454	25 794	7 431	154 898	19 490	287 067
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	59 814	29 337	29 063	37 265	35 437	190 916
Effectif moyen	2 566	1 098	996	1 732	1 137	7 529
<b>2011</b> (en milliers d'euros sauf effectifs)						
	France	Europe (hors France)	Etats-Unis	Turquie, Kazakhstan et Inde	Afrique de l'Ouest et Moyen Orient	Total
<b>Compte de résultat</b>						
Chiffre d'affaires opérationnel	963 361	402 900	165 281	348 320	418 783	2 298 645
Eliminations inter-pays	(24 722)	(292)		(241)	(7 918)	(33 173)
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>938 639</b>	<b>402 608</b>	<b>165 281</b>	<b>348 079</b>	<b>410 865</b>	<b>2 265 472</b>
EBITDA (cf. 1.22 & 23)	201 529	102 229	(9 401)	74 142	122 439	490 938
EBIT (cf. 1.22 & 23)	146 857	71 869	(38 816)	43 913	85 667	309 490
<b>Bilan</b>						
Total des actifs non courants	613 884	560 585	387 004	1 165 651	734 317	3 461 441
Capitaux nets investis <sup>(1)</sup>	713 664	529 156	396 504	1 157 081	779 456	3 575 861
<b>Autres informations</b>						
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	63 287	25 085	4 098	162 830	20 412	275 712
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	56 363	30 918	29 689	29 598	34 097	180 665
Effectif moyen	2 579	1 089	1 012	1 614	1 093	7 387

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et impôts différés.

## c) Informations relatives aux principaux clients

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires.

## Note 27 ▼ Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées en 2012 par le Groupe se sont élevés à 307 millions d'euros contre 352 millions d'euros en 2011.

Cette diminution des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles entre 2011 et 2012 provient d'une baisse de la capacité d'autofinancement de 34 millions d'euros et d'une augmentation de la variation du besoin en fonds de roulement de 11 millions d'euros (augmentation de 21,4 millions d'euros en 2012 et de 11,2 millions d'euros en 2011).

L'analyse du besoin en fonds de roulement par nature se présente comme suit :

(en milliers d'euros)	BFR au 31 décembre 2010	Variation du BFR Année 2011	Autres variations (1)	BFR au 31 décembre 2011	Variation du BFR Année 2012	Autres variations (1)	BFR au 31 décembre 2012
Stocks	356 521	8 763	(5 180)	360 104	24 617	(2 828)	381 893
Autres éléments de BFR	81 937	2 423	16 081	100 441	(3 205)	(2 974)	94 262
<b>BFR</b>	<b>438 458</b>	<b>11 186</b>	<b>10 901</b>	<b>460 545</b>	<b>21 412</b>	<b>(5 802)</b>	<b>476 155</b>

(1) Change, périmètre et divers.

## Note 28 ▼ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées en 2012 par le Groupe se sont élevés à (273) millions d'euros contre (301) millions d'euros en 2011.

### Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements effectués pour les investissements industriels (269 millions d'euros en 2012 et 281 millions d'euros en 2011) correspondant pour l'essentiel :

- en 2012 à la poursuite des investissements réalisés en Inde dans le cadre du projet de greenfield Vicat Sagar Cement et dans une moindre mesure à des investissements de maintenance et d'amélioration répartis sur l'ensemble des pays.
- en 2011, à la montée en puissance des investissements réalisés en Inde notamment dans le cadre de la construction de l'usine de Vicat Sagar Cement, et dans une moindre mesure à ceux réalisés en France, en Suisse, et au Kazakhstan.

### Acquisitions / cessions de titres consolidés

Les opérations d'acquisition et de cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2012 se sont traduites par un décaissement global de (11) millions d'euros.

Les principaux décaissements effectués par le Groupe au cours de cet exercice l'ont été pour l'acquisition de participations complémentaires dans des sociétés déjà consolidées et de nouvelles sociétés en France, dans les secteurs du béton et des granulats.

Les opérations d'acquisition et de cession de titres de sociétés consolidées réalisées au cours de l'exercice 2011 se sont traduites par un décaissement global de (24) millions d'euros. Le principal décaissement effectué par le Groupe au cours de cet exercice l'a été pour l'acquisition auprès de notre partenaire kazakh de 21 % complémentaires du capital de Mynaral Tas Company LLP.

## Note 29 ▼ Composition de la trésorerie nette

(en milliers d'euros)	Net au 31 décembre 2012	Net au 31 décembre 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 12)	237 344	359 404
Découverts bancaires	(12 265)	(15 391)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>225 079</b>	<b>344 013</b>

## Note 30 ▼ Rémunération des dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article 225.102-1 du Code de Commerce et en application de la norme IAS 24, nous vous informons que les rémunérations brutes totales versées à chaque mandataire social au cours de l'exercice 2012 ont été les suivantes :

J. Merceron-Vicat	776 275 €
G. Sidos	761 846 €
L. Merceron-Vicat	221 143 €
S. Sidos	33 888 €
R. de Parisot	502 713 €

Ces sommes, qui ne comprennent pas de partie variable, correspondent à l'ensemble des rémunérations versées, tant par la société VICAT SA que par des sociétés qu'elle contrôle ou qui la contrôlent au sens de l'article L233-16 du Code de commerce.

Par ailleurs, aucune attribution ou option d'attribution de titres n'ont été consenties aux mandataires susvisés en dehors, le cas échéant, du bénéfice des régimes collectifs légaux ou conventionnels de participation et d'intéressement.

Enfin, quatre mandataires parmi les susvisés bénéficient en outre d'un régime de retraite sur complémentaire dans le cadre de l'article 39 du CGI. Les engagements correspondants (5 426 milliers d'euros) ont fait l'objet de provisions dans les comptes au même titre que l'ensemble des engagements postérieurs à l'emploi à fin 2012 (note 1.15).

## Note 31 ▼ Transactions avec les entreprises liées

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, décrites dans la note 30, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur l'exercice 2012, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour les exercices 2012 et 2011 est la suivante par nature de partie liée :

(en milliers d'euros)	Exercice 2012				Exercice 2011			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	525	1 227	7 080	999	401	1 333	7 273	131
Coentreprises	942	771	101	575	1 141	941	140	551
Autres parties liées	69	2 503	37	240	44	2 304	-	174
<b>Total</b>	<b>1 536</b>	<b>4 501</b>	<b>7 218</b>	<b>1 814</b>	<b>1 586</b>	<b>4 578</b>	<b>7 413</b>	<b>856</b>

## Note 32 ▼ Honoraires versés aux commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes et des autres professionnels de leurs réseaux enregistrés dans les comptes des exercices 2012 et 2011 de la société Vicat S.A. et de ses filiales consolidées par intégration sont les suivants :

(en milliers d'euros)	KPMG Audit				Wolff & associés				Autres			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
<b>AUDIT</b>												
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	955	958	47	52	407	431	20	23	663	471	33	25
- VICAT SA	220	190	11	10	190	181	9	10	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement et en proportionnel	735	768	36	41	217	250	11	13	663	471	33	25
Autres diligences et prestations directement liées	-	6	-	16	-	-	-	-	31	32	100	84
- VICAT SA	-	6	-	16	-	-	-	-	31	32	100	84
- Filiales intégrées globalement et en proportionnel	-	6	-	16	-	-	-	-	31	32	100	84
<b>Sous total Audit</b>	<b>955</b>	<b>964</b>	<b>46</b>	<b>51</b>	<b>407</b>	<b>431</b>	<b>20</b>	<b>23</b>	<b>694</b>	<b>503</b>	<b>34</b>	<b>26</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>												
Juridique, fiscal, social et autres	2	2	100	100	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total Autres prestations</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>957</b>	<b>966</b>	<b>47</b>	<b>51</b>	<b>407</b>	<b>431</b>	<b>20</b>	<b>23</b>	<b>694</b>	<b>503</b>	<b>34</b>	<b>26</b>

## Note 33 ▼ Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre.

## Note 34 ▼ Liste des principales sociétés retenues pour la consolidation au 31 décembre 2012

Intégration globale : FRANCE

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
VICAT	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE	057 505 539	----	----
ALPES INFORMATIQUE	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	073 502 510	99,84	99,84
ANNECY BETON CARRIERES	14 chemin des grèves 74960 CRAN GEVRIER	326 020 062	50,00	50,00
LES ATELIERS DU GRANIER	Lieu-dit Chapareillan 38530 PONTCHARRA	305 662 504	100,0	100,0
BETON CHATILLONNAIS	Champ de l'Allée - ZI Nord 01400 CHATILLON SUR CHALARONNE	485 069 819	100,00	-
BETON CONTROLE COTE D'AZUR	217 Route de Grenoble 06200 NICE	071 503 569	97,12	96,10
BETON DE L'OISANS	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	438 348 047	60,00	60,00
LES BETONS DU GOLFE	Quartier les Plaines 83480 PUGET SUR ARGENS	501 192 785	100,00	-
BETONS GRANULATS DU CENTRE	Les Genevriers 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	327 336 343	(1)	100,00
LES BETONS DU RHONE	La petite Craz 69720 SAINT LAURENT DE MURE	503 728 164	100,00	-
BETON VICAT	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	309 918 464	99,92	99,92
BETON TRAVAUX	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE	070 503 198	99,98	99,98
B.G.I.E. BETON GRANULATS IDF/EST	52-56 rue Jacquard Z.I. 77400 LAGNY SUR MARNE	344 933 338	100,00	100,00
CONDENSIL	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBERY	342 646 957	60,00	60,00
DELTA POMPAGE	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBERY	316 854 363	100,00	100,00
ETABLISSEMENT ANTOINE FOURNIER	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 147	100,00	100,00
GRANULATS VICAT	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	768 200 255	99,87	99,82
GRAVIERES DE BASSET	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	586 550 022	(1)	100,00
MARIOTTO BETON	Route de Paris 31150 FENOUILLET	720 803 121	(1)	100,00
MATERIAUX SA	7 bis Boulevard Serot 57000 METZ	378 298 392	(1)	99,99

(1) Sociétés fusionnées en 2012 dans une entité intégrée globalement.

Intégration globale : FRANCE (suite)

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
MONACO BETON	Le Palais Saint James 5, avenue Princesse Alice 98000 MONACO	326 MC 161	99,58	99,58
PARFICIM	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE	304 828 379	100,00	100,00
SATMA	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	304 154 651	100,00	100,00
SATM	1327 Av. de la Houille Blanche 73000 CHAMBERY	745 820 126	100,00	100,00
SIGMA BETON	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	343 019 428	100,00	100,00
SOCIETE L. THIRIET ET COMPAGNIE	Lieudit Chaufontaine 54300 LUNEVILLE	762 800 977	99,98	99,98
PAPETERIES DE VIZILLE	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE	319 212 726	100,00	100,00
VICAT INTERNATIONAL TRADING	Tour Manhattan 6 Place de l'Iris 92095 PARIS LA DEFENSE	347 581 266	100,00	100,00
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	4 rue Aristide Bergès 38080 L'ISLE D'ABEAU	655 780 559	100,00	100,00

Intégration globale : ÉTRANGER

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
SINAI CEMENT COMPANY	ÉGYPTE	LE CAIRE	52,62	52,62
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	86,24	84,07
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	86,24	84,07
BUILDERS CONCRETE	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
UNITED READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
SONNEVILLE INTERNATIONAL CORP	ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	ALEXANDRIA	(2)	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,89	95,00

(2) Société cédée en 2012.

Intégration globale : ÉTRANGER (suite)

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
GECAMINES	SENEGAL	THIES	70,00	70,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,91	99,91
SODEVIT	SENEGAL	BANDIA	100,00	100,00
ALTOTA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG (ex ASTRADA KIES AG)	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	99,64	99,64
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE (BALE)	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	MATTEN BEI INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETON GRAND TRAVAUX SA	SUISSE	ASUEL (JURA)	75,00	75,00
BETONPUMPEN OBERLAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	93,33	93,33
CEWAG	SUISSE	DUTINGEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
COVIT SA	SUISSE	SAINT-BLAISE (NEUCHATEL)	100,00	100,00
CREABETON MATERIAUX SA	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLÜH (BERN)	66,66	66,66
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	ZUCHWIL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	78,67	77,83
FRISCHBETON THUN	SUISSE	THOUNE (BERN)	54,26	53,87
GRANDY AG	SUISSE	LANGENDORF (SOLEURE)	100,00	100,00
KIESTAG STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
MATERIALBEWIRTTSCHEFTUNG MITHOLZ AG	SUISSE	KANDERGRUND (BERN)	98,55	98,55
KIESWERK NEUENDORF	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	99,64	99,64
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	FRUTIGEN (BERN)	98,55	98,55
STEINBRUCH VORBERG AG	SUISSE	BIEL (BERN)	60,00	60,00
VIGIER BETON JURA SA (ex BETON FRAIS MOUTIER SA)	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	90,00	90,00
VIGIER BETON KIES SEELAND AG (ex VIBETON KIES AG)	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG (ex WYSS KIESWERK AG)	SUISSE	FELDBRUNNEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA (ex VIBETON FRIBOURG SA)	SUISSE	ST . URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG (ex VIBETON SAFNERN AG)	SUISSE	SAFNERN (BERN)	90,47	90,47

**Intégration globale : ÉTRANGER (suite)**

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIRO AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY (BERN)	100,00	100,00
AKTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,58
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,58	91,58
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
BSA Ciment SA	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	64,91	64,91
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,00	51,00
VICAT SAGAR	INDE	HYDERABAD	53,00	53,00

**Intégration proportionnelle : FRANCE**

SOCIÉTÉ	ADRESSE	N° SIREN	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
CARRIÈRES BRESSE BOURGOGNE	Port Fluvial Sud de Chalon 71380 EPERVANS	655 850 055	49,95	49,95
DRAGAGES ET CARRIERES	Port Fluvial sud de Chalon 71380 EPERVANS	341 711 125	50,00	50,00
SABLIÈRES DU CENTRE	Les Genévriers Sud 63430 LES MARTRES D'ARTIERE	480 107 457	50,00	50,00

**Intégration proportionnelle : ÉTRANGER**

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
FRISHBETON TAFERS AG	SUISSE	TAFERS (FRIBOURG)	49,50	49,50

**Mise en équivalence : ÉTRANGER**

SOCIÉTÉ	PAYS	ÉTAT/VILLE	% de contrôle au 31 décembre 2012	% de contrôle au 31 décembre 2011
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN (BERN)	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	ÉGYPTE	LE CAIRE	25,40	25,40

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société VICAT S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La Société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des actifs à durée de vie indéfinie et, s'il existe un indice de perte de valeur, évalue la valeur des actifs à durée de vie définie, selon les modalités décrites dans la note 1.11. de l'annexe des comptes consolidés, Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 3. « *Goodwill* », 4. « *Autres immobilisations incorporelles* » et 5. « *Immobilisations corporelles* » de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées. Dans le cadre de notre appréciation, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.
- La Société comptabilise des provisions au titre des engagements de retraite envers ses salariés en application des dispositions d'IAS 19. Les notes 1.15. et 14. précisent les modalités d'évaluation des avantages au personnel postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme. Ces engagements ont fait l'objet d'une comptabilisation sur la base d'une évaluation actuarielle réalisée par des actuaires externes. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1.15. et 14. de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

---

Paris La Défense, le 27 février 2013  
**KPMG Audit** - Département de KPMG S.A.  
Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 27 février 2013  
**Wolff & Associés S.A.S.**  
Grégory Wolff - Associé

# Comptes sociaux au 31 décembre 2012

---

Bilan au 31 décembre 2012	96	Résultats financiers des 5 derniers exercices	109
Compte de résultat de l'exercice 2012	97	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels	110
Annexe aux comptes sociaux 2012	98	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	111
Tableau des filiales et participations	107		
Analyse du résultat de l'exercice	108		

---

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2012

(en milliers d'euros)

	2012	2011
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>		
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Valeurs brutes	33 081	25 653
Amortissements & dépréciations	(12 532)	(12 390)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>20 549</b>	<b>13 263</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Valeurs brutes	819 426	815 909
Amortissements & dépréciations	(553 223)	(556 821)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>266 203</b>	<b>259 088</b>
<b>Immobilisations financières</b>		
Titres	1 742 380	1 742 479
Prêts et divers	96 355	39 085
	<b>1 838 735</b>	<b>1 781 564</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		
Stocks	93 867	86 271
Clients et autres créances	242 762	298 131
Valeurs mobilières de placement	5 311	6 325
Disponibilités	3 160	2 467
Charges constatées d'avance	1 731	1 254
	<b>346 831</b>	<b>394 448</b>
Charges à répartir	3 339	4 188
Ecart de conversion actif	2	5
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>2 475 659</b>	<b>2 452 556</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social	179 600	179 600
Réserves, primes et provisions	782 023	741 536
Ecart de réévaluation	11 143	11 147
Report à nouveau	151 312	103 404
Résultat	173 726	152 357
	<b>1 297 804</b>	<b>1 188 044</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Pour risques	944	892
Pour charges	20 070	16 198
	<b>21 014</b>	<b>17 090</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts	946 485	1 069 605
Concours bancaires courants & soldes créditeurs de banques	4 829	4 689
Fournisseurs et dettes divers	205 510	173 127
Produits constatés d'avance	8	
	<b>1 156 832</b>	<b>1 247 421</b>
Ecart de conversion Passif	9	1
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>2 475 659</b>	<b>2 452 556</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012

(en milliers d'euros)

	2012	2011
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>443 119</b>	<b>484 697</b>
Production de l'exercice	449 799	484 734
Consommations de l'exercice	(257 249)	(268 979)
<b>VALEUR AJOUTÉE</b>	<b>192 550</b>	<b>215 755</b>
Charges de personnel	(63 457)	(64 462)
Impôts taxes et versements assimilés	(17 462)	(16 142)
Transfert de charges et subventions	320	312
<b>EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>111 951</b>	<b>135 463</b>
Autres produits et charges	3 075	4 424
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(23 010)	(21 921)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>92 016</b>	<b>117 966</b>
Charges et produits financiers	108 054	61 561
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>200 070</b>	<b>179 527</b>
Charges et produits exceptionnels	(6 169)	(7 854)
Participation des salariés	(4 906)	(4 030)
Impôts sur les bénéfices	(15 269)	(15 286)
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>173 726</b>	<b>152 357</b>
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>199 257</b>	<b>190 021</b>

## ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2012

### Note 1 ▼ Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût historique diminué des amortissements. Le fonds commercial, intégralement amorti, est constitué de valeurs reçues en apport antérieurement à l'exercice 1986. Les quotas d'émission de gaz à effet de serre sont comptabilisés selon les dispositions expliquées note 5.1.1.

Les frais de recherche et développement sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production, en appliquant l'approche par composants prévue par le règlement CRC 2002-10. Le coût de revient exclut tous frais financiers intercalaires. Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité des immobilisations selon le mode linéaire. Les amortissements résultant des durées d'usage sont constatés par dotation aux provisions réglementées.

Les terrains de carrière sont amortis en fonction des tonnages extraits dans l'année, par comparaison avec les réserves totales estimées.

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires, compte tenu du pourcentage de détention, des perspectives de rentabilité et des cours de bourse s'ils sont significatifs ou des prix de marché. Les participations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les titres auto-détenus sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et figurent dans les autres immobilisations financières. Ceux destinés à l'attribution des salariés dans le cadre de la participation et de l'intéressement sont comptabilisés en valeurs mobilières de placement. Les résultats des cessions des titres auto-détenus contribuent au résultat de l'exercice. A la clôture de l'exercice les titres auto-détenus sont évalués sur la base du cours moyen du dernier mois de l'exercice. Les variations du cours de l'action en dessous du cours historique d'achat sont susceptibles d'entraîner une variation du résultat.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits finis et les en-cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Des dépréciations sont pratiquées tant sur les stocks que sur les créances pour prendre en compte les pertes probables pouvant apparaître à la clôture de l'exercice.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date d'opération. Les dettes et créances figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les frais d'émission des emprunts ont été étalés sur la durée des emprunts.

La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances en devises est portée au bilan en « Écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

### Note 2 ▼ Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait caractéristique n'a marqué l'année 2012.

### Note 3 ▼ Événements postérieurs a la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'a d'incidence significative sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

### Note 4 ▼ Éléments concernant l'activité de l'exercice

Le chiffre d'affaires net par secteurs d'activités et par marchés géographiques est :

(en milliers d'euros)	France	Étranger	Total
Ciment	369 482	37 449	406 931
Papier	25 991	10 197	36 188
<b>Total</b>	<b>395 473</b>	<b>47 646</b>	<b>443 119</b>

### Note 5 ▼ Analyse des comptes

#### 5.1. ACTIF IMMOBILISÉ

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	25 653	8 928	1 500	33 081
Terrains et aménagements	89 972	2 506	115	92 363
Constructions et aménagements	162 203	1 244	573	162 874
Installations techniques matériel et outillage industriels	526 026	12 205	13 570	524 661
Autres immobilisations corporelles	28 105	897	11 727	17 275
Immobilisations corporelles en cours	9 593	25 636	12 988	22 241
Avances et acomptes	10	2	-	12
<b>Totaux</b>	<b>841 562</b>	<b>51 418</b>	<b>40 473</b>	<b>852 507</b>

L'augmentation des immobilisations incorporelles en cours comprend notamment le projet de mise en place du logiciel SAP courant 2013.

Les principaux investissements d'immobilisations corporelles en cours à la clôture de l'exercice concernent :

- L'installation d'une chaufferie biomasse à Vizille pour 4 450 K€,
- L'aménagement de la carrière de Mepieu (concassage, convoyage, hall calcaire) pour 5 941 K€,
- L'installation de silos et circuit d'alimentation en lignite de notre usine de Xeuilley pour 2 410 K€.

(en milliers d'euros)	Amortissements au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Amortissements à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, fonds commercial et autres immobilisations incorporelles	12 390	1 044	902	12 532
Terrains et aménagements	15 799	1 863	115	17 547
Constructions et aménagements	113 930	3 661	573	117 018
Installations techniques matériel et outillage industriels	402 772	14 175	13 137	403 810
Autres immobilisations corporelles	23 262	1 496	10 968	13 790
<b>Totaux</b>	<b>568 153</b>	<b>22 239</b>	<b>25 695</b>	<b>564 697</b>

### 5.1.1. Immobilisations incorporelles

Les quotas alloués par l'Etat, dans le cadre du Plan National d'Affectation des Quotas (PNAQ II) n'ont donné lieu à aucune comptabilisation tant à l'actif qu'au passif. Ils s'élèvent en 2012 à 2 802 milliers de tonnes d'émission de gaz à effet de serre (14 011 milliers de tonnes sur la période 2008-2012).

Les échanges de quotas (EUA) contre des Certificats de Réduction d'Emission (CER) ont été constatés dans le résultat de l'exercice pour un montant de 1 051 milliers d'euros. En 2011, le produit des ventes et des échanges de quotas s'élevaient 2 491 milliers d'euros.

Le solde de quotas détenus à la clôture en excédent des émissions réelles fait l'objet d'une constatation à l'actif et au passif, sur la base de la valeur de marché à la clôture de chaque exercice. A fin 2012, les quotas détenus représentent 11 290 milliers d'euros correspondant à 1 503 milliers de tonnes. Il n'a été constaté aucun résultat sur ces quotas détenus.

Les frais de recherche et développement comptabilisés en charges sur l'exercice s'élèvent à 5 112 milliers d'euros. Ils se décomposent en 3 363 milliers d'euros concernant les dépenses internes (dotations aux amortissements, frais de personnels et de fonctionnement) et 1 749 milliers d'euros concernant des opérations confiées à des organismes extérieurs.

### 5.1.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles en cours sont principalement constituées d'installations industrielles en phase de montage.

Les investissements industriels ont été amortis comme suit :

- Constructions et génie civil  
des installations industrielles : 15 à 30 ans
- Installations industrielles: 5 à 15 ans
- Matériel roulant : 5 à 8 ans
- Matériel divers : 5 ans
- Matériels informatiques : 3 ans

### 5.1.3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières brutes ont augmenté de 53 855 milliers d'euros principalement par suite :

- de la diminution des participations et des titres immobilisés pour un montant de : - 373
- de la variation des autres immobilisations financières : - 750
- du reclassement en haut de bilan du prêt accordé à notre filiale VIGIER 54 978

**53 855**

Au titre du contrat de liquidité confié à NATIXIS, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité à la clôture de l'exercice :

- 51 655 titres pour une valeur nette de 2 201 milliers d'euros.
- 1 130 milliers d'euros de liquidités.

Dans le cadre de ce contrat, 227 793 actions ont été acquises au cours de l'exercice pour un montant de 9 839 milliers d'euros et 241 802 titres cédés pour un montant de 10 607 milliers d'euros.

Les immobilisations financières intègrent par ailleurs 813 167 actions auto-détenues pour une valeur nette comptable de 37 300 milliers d'euros.

Les prêts et autres immobilisations financières se ventilent en :

(En milliers d'euros)

- un an au plus -
- plus d'un an 127 990

**127 990**

## 5.2. CAPITAUX PROPRES

### 5.2.1. Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 179 600 000 euros, divisé en 44 900 000 actions de 4 euros

Dont détenues par :

- Personnel	4,61 %
<i>dont actionnaires salariés <sup>(*)</sup> : 2,07 %</i>	
- Famille, Parfininco et Soparfi	60,57 %
- Vicat	2,09 %

(\*) Au sens de l'article L 225-102 du Code de commerce

### 5.2.2 Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	2012	2011
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	1 188 044	1 097 159
Capitaux propres à la clôture de l'exercice	1 297 804	1 188 044
Variation	109 760	90 885
<b>Analyse des variations</b>		
Résultat de l'exercice	173 726	152 357
Distribution de dividendes <sup>(1)</sup>	(66 038)	(65 946)
Écart de réévaluation	(5)	
Provisions réglementées	2 077	4 474
	<b>109 760</b>	<b>90 885</b>

(1) Sous déduction des dividendes sur actions propres.

### 5.2.3. Provisions réglementées

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise	Montant à la fin de l'exercice
Provision pour hausse des prix	9 976	2 648	1 520	11 104
Amortissements dérogatoires	89 156	7 510	5 653	91 013
Provision spéciale de réévaluation	2 447	-	67	2 380
Provision pour investissements	8 458	-	841	7 617
<b>Total</b>	<b>110 037</b>	<b>10 158</b>	<b>8 081</b>	<b>112 114</b>

L'échéancier de reprise se ventile comme suit :

(en milliers d'euros)	Montant	Reprise à 1 an au plus	Reprise à plus d'1 an
Provision pour hausse des prix	11 104	1 692	9 412
Amortissements dérogatoires	91 013	6 206	84 807
Provision spéciale de réévaluation	2 380	-	2 380
Provision pour investissement	7 617	2 708	4 909
<b>Total</b>	<b>112 114</b>	<b>10 606</b>	<b>101 508</b>

### 5.3. PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour reconstitution de carrières	4 416	391	460	-	4 347
Provisions pour litiges	155	76	82	-	149
Autres provisions pour charges	12 519	4 076	77	-	16 518
<b>Total</b>	<b>17 090</b>	<b>4 543</b>	<b>619</b>	<b>-</b>	<b>21 014</b>

Les provisions qui s'élèvent à 21 millions d'euros couvrent :

- les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrières à hauteur de 4,3 millions d'euros. Ces provisions sont constituées, pour chacune des carrières, en fonction des tonnages extraits rapportés au gisement potentiel, et par référence aux coûts estimés des travaux en fin d'exploitation.
- les autres provisions pour charges qui incluent une provision de 15 121 milliers d'euros pour impôt à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale.

### 5.4. DETTES FINANCIÈRES

Au cours de l'exercice 2012, les dettes financières à moyen et long terme, les concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ont diminué de 122 980 milliers d'euros.

#### 5.4.1. Echancier

(en milliers d'euros)	Montant brut	1 an au plus	+ 1 an et 5 ans au plus	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	946 128	105 956	576 067	264 105
Emprunts et dettes financières divers	4 060	3 788	85	187
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	1 126	1 126	-	-
<i>(1) Dont billets de trésorerie</i>	<i>283 000</i>		<i>283 000</i>	

#### 5.4.2. Autres informations

La Société dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les billets de trésorerie pour un montant de 396 millions d'euros au 31 décembre 2012 (273 millions d'euros au 31 décembre 2011).

La Société dispose également d'un programme d'émission de billets de trésorerie de 300 millions d'euros. Au 31 décembre 2012, le montant des billets émis s'élève à 283 millions d'euros. Les billets de trésorerie qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à moyen terme.

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (*covenants*) imposant notamment le respect de ratios financiers. L'existence de ces *covenants* ne constitue pas un risque sur la situation financière de la société.

#### 5.4.3. Couverture des risques

##### Risque de change

Les montants en principal et en intérêts dus au titre des emprunts émis initialement en US Dollars ont été convertis en euros au moyen de *cross currency swaps*.

##### Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen d'instruments financiers (*caps* et *swaps*) sur des durées d'origine de 5 à 12 ans pour un montant de 510 millions d'euros au 31 décembre 2012.

##### Risque de liquidité

Le risque lié à l'impossibilité de placer les billets de trésorerie sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant s'élevant au 31 décembre 2012 à celui des billets émis soit 283 millions d'euros.

#### 5.4.4. Instruments financiers

Les instruments dérivés non dénoués au 31 décembre 2012 s'analysent comme suit :

Nature (en milliers d'unités monétaire)	Valeur nominale (devises)	Valeur nominale (euros)	Juste valeur (euros)
Achats à terme de CHF	8 000 CHF	6 627	(14) <sup>(1)</sup>
Ventes à terme d'USD	159 000 USD	120 509	38 <sup>(2)</sup>
Swaps de taux TV/TF	150 000 EUR	150 000	(6 409) <sup>(3)</sup>
Caps de taux	360 000 EUR	360 000	(1 241)
Cross Currency Swap	690 000 USD	522 965	(23 065) <sup>(4)</sup>

(1) Parallèlement la dette se dégrade de 0,1 million d'euros.

(2) Parallèlement le prêt s'améliore de 0,8 million d'euros.

(3) Parallèlement la dette s'améliore de 0,2 million d'euros.

(4) Parallèlement la dette s'améliore de 24,8 millions d'euros.

#### 5.5. ÉCHÉANCE DES CRÉANCES ET DETTES D'EXPLOITATION

L'ensemble des créances et des dettes d'exploitation est à un an au plus d'échéance.

#### 5.6. SOLDE DES DETTES ENVERS LES FOURNISSEURS

Fin 2012 le montant des factures dues aux fournisseurs, figurant dans le poste « dettes fournisseurs et comptes rattachés » s'élève à la clôture de l'exercice à 20 181 milliers d'euros.

##### Décomposition par date d'échéance

(en milliers d'euros)	2012	2011
Échues	1 487	2 097
Moins de 30 jours	14 261	15 615
De 31 à 60 jours	4 433	5 244
<b>Total</b>	<b>20 181</b>	<b>22 956</b>

#### 5.7. AUTRES ÉLÉMENTS D'INFORMATION SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT

Les autres éléments d'information sont donnés dans les tableaux ci-après :

##### Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(en milliers d'euros)	Entreprises liées	Dettes ou créances représentées par des effets de commerce
Participations	1 738 956	
Créances clients et comptes rattachés	28 551	14 710
Autres créances	141 626	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 464	
Autres dettes	98 025	

##### Éléments du compte de résultat

Charges financières	2 283
Produits financiers hors dividendes	5 440

Les transactions réalisées avec les entreprises associées et les parties liées ne sont pas visées par le Règlement 2010-02 de l'Autorité des normes comptables.

**Charges à payer**

(en milliers d'euros)

**Montant**

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 829
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 757
Dettes fiscales et sociales	13 878
Autres dettes	125
<b>Total</b>	<b>34 589</b>

**Charges constatées d'avance**

(en milliers d'euros)

**Montant**

Charges d'exploitation	1 628
Charges financières	103
<b>Total</b>	<b>1 731</b>

**Valeurs mobilières de placement**

Elles sont constituées d'actions Vicat, à hauteur de 72 239 titres pour une valeur nette de 3 314 milliers d'euros acquis dans le cadre de l'attribution aux salariés. Leur valeur boursière s'élève à 3 408 milliers d'euros au 31 décembre 2012.

La distribution d'actions aux salariés du Groupe dans le cadre de la participation se traduit par une charge de 1 298 milliers d'euros.

**Résultat financier**

Le résultat financier a enregistré une reprise aux provisions pour dépréciation des titres auto détenus de 5 265 milliers d'euros (contre une dotation de 16 870 milliers d'euros en 2011).

**Note 6 ▼ Répartition de l'impôt sur les bénéfices et des contributions additionnelles**

Répartition (en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Contribution sociale	Contribution exceptionnelle	Résultat net après impôt
Résultat courant	200 070	(18 963)	(947)	(1 894)	178 266
Résultat exceptionnel (et participation des salariés)	(11 075)	5 785	249	501	(4 540)
Résultat comptable	188 995	(13 178)	(698)	(1 393)	173 726

## Note 7 ▼ Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

### Rubriques

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Montants
Résultat de l'exercice			173 726
Impôt sur les bénéfices			13 176
Contribution exceptionnelle			1 395
Contribution sociale			698
<b>Résultat avant impôt</b>			<b>188 995</b>
Variation amortissements dérogatoires	7 510	(5 653)	1 857
Variation provisions pour investissement	-	(841)	(841)
Variation de la provision spéciale de réévaluation	-	(67)	(67)
Variation provisions pour hausse de prix	2 648	(1 520)	1 128
<b>Sous total</b>	<b>10 158</b>	<b>(8 081)</b>	<b>2 077</b>
<b>Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)</b>			<b>191 072</b>

La société Vicat a opté pour le régime d'intégration fiscale dont elle est tête de groupe. Cette option concerne 21 sociétés. Aux termes de la convention d'intégration fiscale, les filiales supportent une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles auraient supportée en l'absence d'intégration. L'économie d'impôt résultant du régime d'intégration bénéficie à la société tête de groupe, nonobstant les déficits à restituer aux filiales pour lesquels une provision est constituée. Pour l'exercice 2012, cette économie s'élève à 6 133 milliers d'euros.

Le montant des charges visées aux articles 223 quater et 39.4 du Code général des impôts s'est élevé à 153 milliers d'euros au titre de l'exercice 2012.

## Note 8 ▼ Situation fiscale différée

### Rubriques

(en milliers d'euros)	Montant
Impôt dû sur :	
Provisions pour hausse de prix	4 009
Amortissements dérogatoires	32 856
<b>Total accroissements</b>	<b>36 865</b>
Impôt payé d'avance sur charges non déductibles temporairement	3 471
<i>dont participation des salariés</i>	<i>1 771</i>
<b>Total allègements</b>	<b>3 471</b>
<b>Situation fiscale différée nette</b>	<b>33 394</b>

## Note 9 ▼ Engagements hors bilan

### Engagements donnés

(en milliers d'euros)	Montant
Engagements de départs en retraite <sup>(1)</sup>	10 614
Cautions et garanties <sup>(2)</sup>	313 514
Achats à terme de combustibles	-
<b>Total</b>	<b>324 128</b>

(1) Dont 3 540 milliers d'euros au titre du régime de retraite sur complémentaire souscrit au profit des dirigeants dans le cadre de l'article 39 du CGI.

(2) VICAT s'est porté garant au bénéfice des bailleurs pour le compte de ses filiales JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPANY LLP, VICAT SAGAR CEMENT PRIVATE Ltd et GULBARGA pour des financements souscrits pour la construction de projets *greenfield*.

VICAT a consenti une option de vente aux actionnaires minoritaires de sa filiale MYNARAL TAS COMPANY LLP. Cette option, exerçable au plus tôt en décembre 2013 est évaluée à 11,4 millions d'euros au 31 décembre 2012.

### Engagements reçus

(en milliers d'euros)

**Montant**

Lignes de crédit confirmées <sup>(1)</sup>	731 000
Autres engagements reçus	1 050
<b>Total</b>	<b>732 050</b>

(1) Dont 283 000 milliers d'euros affectés à la couverture du programme d'émission des billets de trésorerie.

Les engagements liés aux départs en retraite sont calculés conformément aux clauses prévues par les conventions collectives. Ils font l'objet d'un calcul actuariel selon la méthode des unités de crédits projetées qui intègre des hypothèses de rotation du personnel, d'espérance de vie et de niveau de rémunération future. Les engagements sont évalués, charges sociales incluses, au prorata des années de service des salariés.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Taux d'actualisation :	3 %
Taux d'augmentation des salaires :	de 2,5 % à 4 %
Taux d'inflation :	2 %

## Note 10 ▼ Rémunérations et effectifs

### Rémunération des dirigeants

(en milliers d'euros)

**Montant**

Rémunérations allouées :	
- aux administrateurs es qualités	275
- aux membres de la direction	2 238

Effectif	Moyen	Au 31 décembre 2012
Cadres	209	207
Agents de maîtrise, techniciens, employés	374	376
Ouvriers	269	268
<b>Total société</b>	<b>852</b>	<b>851</b>
<i>Dont papier</i>	<i>155</i>	<i>156</i>

## TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'unités monétaires : EUROS, USD, FCFA)

SOCIETE OU GROUPES DES SOCIETES EXERCICE 2012	CAPITAL	RÉSERVES et report à nouveau avant affectation des résultats	QUOTE PART de capital détenu en %	VALEUR COMPTABLE des titres détenus		PRÊTS & AVANCES consentis par la société et non encore remboursés	MONTANT des cautions et avals donnés par la Société	CHIFFRE d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	BÉNÉFICE ou PERTE (-) du dernier exercice clos	DIVIDENDES encaissés par la société Vicat au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
<b>FILIALES &amp; PARTICIPATIONS</b>										
<b>DONT LA VALEUR BRUTE D'INVENTAIRE EXCEDE 1% DU CAPITAL DE VICAT</b>										
<b>1) FILIALES</b> (50 % au moins du capital détenu par la société)										
<b>BETON TRAVAUX</b>										
92095 PARIS LA DEFENSE	27 997	193 906	99,97	88 869	88 869	60 311		22 111	16 872	4 024
<b>NATIONAL CEMENT COMPANY</b>										
LOS ANGELES USA	280 521 <sup>(1)</sup>	79 811 <sup>(1)</sup>	97,85	229 581	229 581	64 766		252 162 <sup>(1)</sup>	(29 503) <sup>(1)</sup>	
<b>PARFICIM</b>										
92095 PARIS LA DEFENSE	67 728	1 431 694	99,99	1 343 624	1 343 624				128 975	132 282
<b>SATMA</b>										
38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX	3 841	5 362	100,00	7 613	7 613			21 840	1 051	
<b>CAP VRACS</b>										
13270 FOS SUR MER	16 540	5 737	100,00	43 004	43 004	14 280		9 971	(4 069)	
<b>2) PARTICIPATION</b> (10 à 50 % du capital détenu par la société)										
<b>SOCIETE DES CIMENTES D'ABIDJAN <sup>(3)</sup></b>										
COTE D'IVOIRE	2 000 000 <sup>(2)</sup>	17 350 629 <sup>(2)</sup>	17,14	1 596	1 596			47 862 967 <sup>(2)</sup>	4 679 840 <sup>(2)</sup>	700
<b>SATM</b>										
38081 L'ISLE D'ABEAU	1 600	31 251	22,00	15 765	15 765			99 568	6 938	2 200
<b>AUTRES FILIALES &amp; PARTICIPATIONS</b>										
<b>Filiales françaises</b> (ensemble)				9 746	9 682	1 555				500
<b>Filiales étrangères</b> (ensemble)				2 687	2 687					
<b>TOTAL</b>				<b>1 742 485</b>	<b>1 742 421</b>	<b>140 912</b>				<b>139 706</b>

(1) Chiffres présentés en milliers d'USD.

(2) Chiffres présentés en milliers de FCFA.

(3) Chiffres 2011.

## ANALYSE DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

<b>Le résultat courant s'élève à :</b>	<b>200 070 293</b>
compte tenu :	
- des autres produits et charges exceptionnels	- 6 169 493
- de la participation des salariés	- 4 905 765
- de l'impôt sur les bénéfices	- 15 269 019
<b>Le résultat de l'exercice 2012 s'élève à :</b>	<b>173 726 016</b>

### PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons de répartir le résultat comme suit :

<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2012</b>	<b>173 726 016</b>
Report à nouveau antérieur	151 311 892
<b>TOTAL A RÉPARTIR</b>	<b>325 037 908</b>
Nous vous proposons la répartition ci-après :	
- dividende 1,50 € par action d'un nominal de 4 euros	67 350 000
- dotation aux autres réserves	57 687 908
<b>Report à nouveau</b>	<b>200 000 000</b>

### DISTRIBUTION AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES (à nombre d'actions comparables)

Exercice	2009	2010	2011
Dividende distribué	1,50	1,50	1,50

Nota : Le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes.

Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Les dividendes mis en distribution ouvrent droit à l'abattement aux taux et conditions prévus à l'article 158-3 du Code général des impôts.

## RÉSULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

articles R.225-81, R.225-83 et R.225-102 du Code de commerce

(en euros)	2008	2009	2010	2011	2012
<b>1) SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	179 600 000	179 600 000	179 600 000	179 600 000	179 600 000
Nombre d'actions émises	44 900 000	44 900 000	44 900 000	44 900 000	44 900 000
<b>2) RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES</b>					
Chiffre d'affaires HT	511 841 942	448 708 588	444 001 111	484 696 600	443 118 535
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	201 208 409	186 205 363	175 735 104	211 190 319	217 389 930
Impôt sur les bénéfices	22 621 500	28 903 959	20 414 515	15 286 066	15 269 019
Participation des salariés due au titre de l'exercice	5 332 772	4 849 805	3 982 186	4 029 869	4 905 765
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	103 414 454	124 861 843	118 026 898	152 356 641	173 726 016
Montant des bénéfices distribués	67 350 000	67 350 000	67 350 000	67 350 000	67 350 000
<b>3) RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION</b>					
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions ( <i>à nombre d'actions comparables</i> )	3,86	3,40	3,37	4,27	4,39
Bénéfice après impôt, participation amortissements et provisions ( <i>à nombre d'actions comparables</i> )	2,30	2,78	2,63	3,39	3,87
Dividende versé à chaque action	1,50	1,50	1,50	1,50	1,50
<b>4) PERSONNEL</b>					
Nombre de salariés	850	848	859	862	851
Montant de la masse salariale <sup>(1)</sup>	38 720 960	40 694 345	41 518 392	43 128 593	42 541 898
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	18 191 928	19 044 121	19 872 426	20 442 672	20 435 968

(1) Indemnités de départs des préretraites exclues.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2012

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société VICAT S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables utilisées lors de la clôture annuelle, notamment relatives à l'évaluation effectuée par la société des titres de participations inscrits à l'actif de son bilan. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans l'annexe.
- Votre Société constitue des provisions pour charge de reconstitution de carrières et pour impôts à restituer aux filiales dans le cadre du régime de l'intégration fiscale, tel que décrit en note 5.3. de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société, décrites dans l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### Conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### Engagements pris en matière de retraite additionnelle :

**Nature et objet :** il s'agit du régime de retraite sur-complémentaire prévu dans le cadre de l'article 39 du CGI.

**Modalités :** les engagements pris auprès de CARDIF concernent les mandataires sociaux ainsi que les cadres dont le salaire dépasse 4 fois le plafond de la tranche A.

# Responsabilité sociétale des entreprises

---

<b>1. La stratégie «construction durable»</b>	<b>113</b>	<b>3. Être un acteur du développement économique et social de nos territoires d'implantation</b>	<b>128</b>
1.1. Des systèmes constructifs et des matériaux au service de la construction durable	113	3.1. L'éducation	128
1.2. Des «process» de production toujours plus respectueux de l'environnement	113	3.2. Le développement économique local	129
<b>2. Être un employeur responsable</b>	<b>119</b>	3.3. L'aide à l'insertion par l'emploi	129
2.1. Effectifs	119	3.4. La préservation et la valorisation du patrimoine bâti	129
2.2. Rémunérations	122	3.5. Les associations sportives	130
2.3. Organisation du travail	122	3.6. La santé	130
2.4. Dialogue social	123	3.7. Loyauté des pratiques avec nos parties prenantes	130
2.5. Santé, Sécurité et prévention	124	<b>4. Tableau de correspondance des informations RSE/rapport RSE</b>	<b>131</b>
2.6. Formation	126	<b>5. Attestation de présence et rapport d'assurance modérée du vérificateur indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales figurant dans le rapport de gestion</b>	<b>134</b>
2.7. Respect de la diversité et égalité des traitements	126		

---

## Préambule

Le décret n°2012-557 du 24 avril 2012 concernant l'application de l'article 225 du Grenelle II prévoit la publication, dans le rapport de gestion, des actions menées et des orientations prises par le Groupe Vicat pour prendre en compte les conséquences sociales et environnementales de ses activités et remplir ses engagements sociétaux en faveur du développement durable ainsi que des informations sociales, environnementales et sociétales. Celles-ci étaient déjà en partie présentes dans les rapports de gestion des années précédentes ainsi que dans le Document de Référence. Afin d'en faciliter la lecture, toutes ces informations, à partir de cette édition 2012, sont dorénavant regroupées dans le rapport de gestion, partie RSE.

Les quarante deux indicateurs ou informations prescrits par le décret du 24 avril 2012 sont classés et développés en fonction de leur matérialité et de leur pertinence par rapport aux activités du Groupe. Suivant ce classement, ces données sont ensuite traitées de façon qualitative et quantitative. Le lien entre les indicateurs demandés par le décret et le texte du présent rapport sont synthétisés dans un tableau de correspondance en fin de rapport.

Ils ont fait l'objet d'une attestation de présence ainsi que d'un avis sur la sincérité par le cabinet Grant Thornton, organisme tiers indépendant retenu pour la vérification de ces informations.

### Présentation générale

Le Groupe Vicat a intégré dans sa stratégie globale les risques potentiels importants générés par le réchauffement climatique et l'épuisement possible des sources d'énergie fossile pour ses activités industrielles. Cette stratégie appelée « construction durable » lui permet de répondre à ces risques tout en accompagnant l'évolution de ses marchés. Elle intègre également les engagements sociaux et sociétaux que le Groupe a développés depuis plusieurs années.

### Plan du rapport

- 1. La stratégie « construction durable »**
- 2. Être un employeur responsable**
- 3. Être un acteur du développement économique et social de nos territoires d'implantation**
- 4. Tableau des correspondances informations RSE**

## 1. LA STRATÉGIE « CONSTRUCTION DURABLE »

L'énergie consommée dans les bâtiments représente près de 25 % de la consommation d'énergie totale dans le monde (source Key World Energy Statistics 2011). En France, la consommation énergétique finale du bâtiment représente 43 % de la consommation du pays (source Observatoire de l'énergie, 2007). Pour la réduire, tous les acteurs de la filière construction doivent se mobiliser. En France, Le Groupe Vicat est présent dans plusieurs groupes de travail qui s'impliquent sur ce sujet. Il apporte sa contribution par la mise au point de matériaux de construction ou de systèmes constructifs toujours plus performants qui améliorent l'efficacité énergétique des bâtiments ou des infrastructures. Une étude publiée en janvier 2013 par le MIT aux Etats-Unis a ainsi montré que les solutions bétons pour les systèmes routiers permettent de réduire de 3 % les consommations de carburant des véhicules.

Par ailleurs, en amont de ses produits, le Groupe travaille à améliorer sans cesse son empreinte environnementale dans ses « process » de fabrication.

### 1.1. Des systèmes constructifs et des matériaux au service de la construction durable

La construction durable est l'application au secteur de la construction des principes du développement durable. Le Groupe Vicat travaille à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et des infrastructures dans le cadre d'une politique active de partenariats.

Le Centre technique Louis Vicat de l'Isle d'Abeau (France) qui regroupe les principaux moyens de recherche du Groupe, collabore avec plusieurs centres de recherche publics et privés (CEA, INES, INPG, laboratoires des Ecoles d'architecture et des universités, laboratoires de ses clients du BTP,...). Il dépose régulièrement des brevets pour faire évoluer ses produits dans le sens d'une adaptation au besoin d'efficacité énergétique des constructions, que ce soit pour les bâtiments ou pour les infrastructures.

Le Groupe Vicat a été membre fondateur en 2007 du Pôle Innovations Constructives dont il assure la présidence. Ce pôle d'excellence, basé en Rhône-Alpes, regroupe un réseau d'acteurs de la filière de la construction (industriels, institutionnels, architectes, PME/TPE, artisans, Les Grands Ateliers de l'Isle d'Abeau, Ecoles d'architecture, ENTPE, CFA BTP,...). Il vise à accélérer la diffusion des innovations dans le secteur de la construction pour répondre principalement aux enjeux de la construction durable.

Toujours en Rhône-Alpes, le Groupe Vicat est membre du pôle d'excellence régional INDURA (INfrastructures DURables Rhône-Alpes) qui vise à faire émerger des solutions énergétiquement performantes dans le domaine des infrastructures.

En 2012, Vicat a également pris la présidence (via le Pôle Innovations Constructives) de la plateforme Astus-construction, l'une des dix plateformes du plan bâtiment durable (ex plan-bâtiment Grenelle) basée en Rhône-Alpes.

Astus-construction, cofinancée par les collectivités et par les industriels (dont Vicat) vise notamment à présenter à l'échelle 1 des prototypes d'habitat démonstrateurs de la logique construction durable développée par les entreprises.

En 2012, dans le cadre de la compétition internationale Solar Decathlon qui se tenait à Madrid, le Groupe Vicat a soutenu l'équipe Rhône-Alpes portée par l'Ecole nationale d'architecture de Grenoble, l'Institut national de l'énergie solaire, le CEA et les Grands ateliers de l'Isle d'Abeau. Le prototype Canopéa, qui représentait les deux derniers étages d'une nano-tour a terminé 1<sup>er</sup>/18 grâce à ses performances en matière de production d'énergie, d'efficacité énergétique et de conception architecturale.

Les solutions techniques à base de béton du Groupe Vicat s'adaptent bien aux changements climatiques car elles apportent du confort avec l'inertie, de la sécurité avec leur robustesse et des garanties en matière de qualité de l'air (neutralité émissive).

### 1.2. Des « process » de production toujours plus respectueux de l'environnement

Dans une logique d'amélioration continue de l'environnement dans ses process de production, le Groupe a mis en place une organisation opérationnelle et une politique générale « environnement », qui s'intègrent dans son organisation et dans sa stratégie globale de production.

Dans chaque unité de production, un responsable environnement, le plus souvent un ingénieur, s'assure du bon fonctionnement des appareils de mesures, du respect des réglementations locales, ainsi que du calendrier de réalisation des contrôles externes.

Le responsable environnement effectue les collectes d'informations et les calculs nécessaires à ses rapports d'activité et aux déclarations locales. Il reporte régulièrement à sa direction opérationnelle qui consolide à son niveau les données ainsi collectées.

Certaines unités du groupe font l'objet de démarches particulières de certification dans le cadre de la norme ISO 14 001. C'est le cas des cimenteries de Peille en France, de Rufisque au Sénégal ou de Bastas en Turquie. C'est également le cas de l'activité Granulats France, engagée dans une démarche de certification ISO 14001.

Des initiatives sont également développées dans les autres secteurs d'activité, comme le béton France, engagé dans une démarche de management environnemental volontaire préparatoire à la charte BPE (béton prêt à l'emploi) de la profession.

Tous les sites industriels du Groupe, quelque soit le pays, sont soumis à des règles locales strictes en matière d'autorisation, de permis d'exploitation, de licences délivrés par les administrations locales qui en assurent un contrôle régulier, à l'image de ce qui se fait en France avec les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La formation environnement est déclinée à plusieurs niveaux de l'organisation.

Les responsables environnement sont régulièrement formés notamment à l'aspect réglementaire de leur fonction.

L'information sur les données d'émissions à caractère environnemental est en permanence disponible au niveau de chaque unité de production, car intégrée comme paramètre de production et de conduite des installations. Elle permet au personnel d'exploitation d'enclencher d'éventuelles actions correctives dans le cadre des programmes d'amélioration continue.

Des actions de formation ciblées sont également réalisées pour les opérateurs. Par exemple, dans le secteur du béton en France, les objectifs environnementaux fixés au niveau du comité de direction béton France sont présentés aux sept responsables QSE des 4 zones géographiques d'activité et les indicateurs sont suivis lors des réunions mensuelles.

Par ailleurs, les centralistes participent chaque année à une semaine de formation intégrant la gestion des paramètres environnementaux.

Les moyens tant humains que matériels consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions permettent de maîtriser les émissions en deçà des limites prescrites par les différentes législations.

Les sites de production sont conçus et exploités pour présenter le moins de nuisances possibles vis-à-vis du voisinage. Des mesures de bruit sont régulièrement faites aux limites des installations, dans le cadre du suivi de conformité aux réglementations locales.

Les processus de production du Groupe sont très peu générateurs de déchets. Ceux-ci font dans la majorité des cas, l'objet d'un recyclage interne dans la fabrication.

Le montant des sommes provisionnées, en matière d'environnement est présenté dans les comptes consolidés du Groupe (notes 1.17. et 15.). Au 31 décembre 2012, ces sommes représentent 40,9 millions d'euros.

La politique « environnement » appliquée aux processus du Groupe se décline pratiquement à plusieurs niveaux : dans les carrières, dans le choix des sources d'énergie, dans la gestion de l'eau, de la qualité de l'air, et dans l'approvisionnement en matières premières.

#### 1.2.1. L'insertion des carrières dans l'environnement

A partir du constat fait depuis de nombreuses années que l'exploitation des carrières ne devait pas nuire au milieu naturel mais au contraire en favoriser l'enrichissement par une bonne gestion, Vicat a organisé ses activités extractives en incluant dans ses études de carrières, une phase d'analyse préalable du milieu et de son environnement. Il s'appuie sur ses propres experts et sur des spécialistes indépendants.

Les trente personnes du service central des carrières, basées en France, étudient dès la phase d'appréciation de la faisabilité, préalable à toute négociation ou rédaction de dossiers de demande d'autorisation, les techniques d'exploitation les plus respectueuses de l'environnement et définissent le devenir du site en fin d'exploitation. Les aménagements ainsi définis contribueront à la création d'habitats et à l'implantation d'espèces floristiques et faunistiques.

Dans ce domaine, la société Vicat a fait le choix de procéder aux réaménagements des zones de carrière exploitées au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sans attendre la fin de vie des carrières, ce qui est de nature à favoriser la conservation et le développement de la biodiversité.

Les défrichements et découvertes sont réalisés en fonction des besoins en surface du programme d'extraction de l'année suivante. Les carreaux sont réaménagés immédiatement après exploitation. Cette règle est également appliquée aux parties laissées en attente d'un retour futur en exploitation. Elles sont alors réaménagées à titre provisoire. Cela permet d'éviter les érosions des sols par ravinement et de maintenir des zones de développement pour la flore et la faune locale.

Pour réaliser ces réaménagements, Vicat a développé, voire mis au point, des techniques novatrices telles que l'ensemencement hydraulique permettant de semer des essences appropriées sur des sols et talus minéraux.

Le Groupe mène par ailleurs une politique active de (re)forestation sur ses sites industriels ou sur ses carrières. En 2012, en Turquie, plus de 2 900 arbres ont ainsi été plantés.

En 2012, la grande majorité des carrières du Groupe a un plan de réaménagement.

	2012	2011
Nombre total de carrières	144	137
Superficies réaménagées (m <sup>2</sup> )	674 759	493 121
Nombre de carrières disposant d'un plan de réaménagement	123	117
Proportion de carrières avec plan de réaménagement	85 %	85 %

Chaque année, le service central des carrières intègre dans son plan de travail, l'élaboration de nouveaux plans de réaménagement pour les carrières qui n'en auraient pas.

### 1.2.2. La prévention de la biodiversité

La prévention de la biodiversité passe par le mode d'exploitation des carrières, comme cela a été vu précédemment, mais aussi par les nombreux partenariats locaux conclus avec des associations de naturalistes.

En France, le Groupe est partenaire d'associations comme la FRAPNA en Rhône-Alpes, la Ligue de protection des oiseaux, le Conservatoire des espaces naturels de Lorraine, le Conservatoire des espaces naturels de l'Allier.

Un des résultats les plus probants de cette politique, est que plusieurs anciens périmètres de carrières françaises ont intégré le programme européen « Natura 2000 » de la Directive Habitat et que d'autres, plus récents, sont éligibles à ce programme.

Pour la protection des espèces animales, plusieurs initiatives locales sont engagées comme par exemple la réalisation en 2012 d'un refuge pour chauves-souris dans la carrière de granulats de Maizières en Lorraine.

En Isère, le partenariat avec l'association «le Tichodrome» pour la gestion d'une clinique de soins pour oiseaux et petits mammifères s'est poursuivi en 2012.

### 1.2.3. Le choix optimisé des sources d'énergie

Le Groupe a intégré dans sa politique générale la minimisation de ses consommations énergétiques. Cela passe par un travail permanent sur les installations de production, de leur conception à leur exploitation.

Les grandes lignes de l'impact de l'énergie dans la fabrication de clinker et de ciment sont abordées au paragraphe 6.3.1.2. du Document de Référence.

Pour la partie économique, la sensibilité du groupe aux fournitures et coûts énergétiques, est abordée quant à elle au paragraphe 4.1.2. du Document de Référence.

Le Groupe a, par sa politique d'investissements utilisant les meilleures technologies pour ses systèmes de cuisson industriels, amélioré les bilans thermiques de ses fours de cimenterie et donc diminué ses émissions de CO<sub>2</sub>.

L'ensemble de ces actions concourt aujourd'hui à faire du groupe Vicat, au vu des données disponibles les années passées, un des cimentiers les plus performants en termes de consommation spécifique d'énergie thermique et électrique et par conséquent d'émissions spécifiques de CO<sub>2</sub> directe et indirecte dans la production de clinker.

Sur l'année 2012 le bilan thermique ressort à 3.487 GJ/tonne, ce qui représente une stabilisation par rapport à 2011, malgré des conditions de marche moins régulières liées à la baisse conjoncturelle d'activité dans certaines régions mais grâce au démarrage de nouveaux fours plus performants.

De même, en ce qui concerne l'énergie électrique dont la consommation est liée aux besoins de broyage des matières premières ou du clinker, le ratio technique ressort ici à 108.1 kWh/tonne de ciment produit, ce qui situe Vicat dans le milieu de la fourchette du benchmark international.

La consommation d'électricité pour les sites de production consolidés dans ce rapport (cimenteries, carrières, centrales à béton, papeterie, usines de préfabrication) est de 2007 GWh soit 7225 TJ.

Les sites exclus du périmètre de suivi, c'est-à-dire les bureaux et les autres activités n'auraient qu'une contribution très marginale et leur suivi n'est pas pertinent à ce niveau.

2012	Ciment	Granulats	Béton	APS	Total
MWh elec	1 893 677	46 376	26 850	40 520	2 007 422

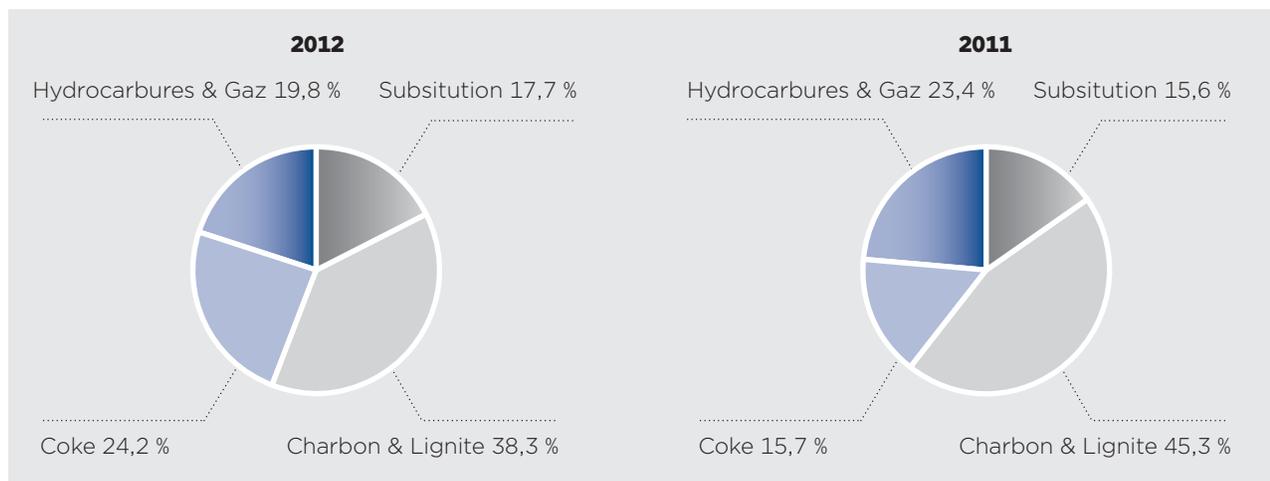
Vicat a depuis de nombreuses années adopté une politique ambitieuse d'utilisation de combustibles de substitution aux combustibles fossiles traditionnels.

Ces combustibles de substitution sont par exemple des déchets automobiles en fin de vie, des pneumatiques, des huiles, des solvants ou d'autres liquides issus de déchets de l'industrie qu'il faut éliminer. Le développement de l'usage de déchets broyés à partir de sources de biomasse connaît également un fort développement. Il a par exemple représenté en Suisse en 2012, 30 % des combustibles de la cimenterie de Reuchenette.

La substitution aux combustibles traditionnels représente outre une économie de prélèvement des ressources naturelles, un important effet de levier pour la diminution des émissions de CO<sub>2</sub>.

L'utilisation des combustibles de substitution a représenté en 2012, 17,7 % de la consommation globale de combustibles, dont 6,8 % de biomasse.

### Répartition des combustibles



### 1.2.4. La gestion de l'eau et son recyclage

Dans le domaine de l'eau, le recyclage est favorisé pour réduire les prélèvements et les rejets dans le milieu. Les prélèvements d'eau sont suivis comme indicateur pertinent de l'impact de nos activités.

Dans les cimenteries, une partie de l'eau est nécessaire au refroidissement des gaz avant traitement dans les filtres. La majeure partie de l'eau utilisée sert au refroidissement des paliers des machines tournantes (paliers du four, broyeurs) et l'utilisation de circuits fermés permet un recyclage de 69 % des besoins globaux en eaux.

Dans l'activité Béton, la consommation d'eau par m<sup>3</sup> de production est de 210 litres, parfaitement en ligne avec les bonnes pratiques internationales et très en dessous des 350 litres fixés par la réglementation française comme valeur à ne pas dépasser.

Dans l'activité Granulats, les systèmes de recyclages permettent de récupérer plus de 65 % du besoin total, ce ratio atteignant 78 % en France.

La consommation spécifique par tonne d'agrégat produit est ainsi limitée à 175 litres d'eau.

		Ciment	Granulats	Béton	Autres
<b>Besoin Total en eau</b>	(000) m <sup>3</sup>	29 653	9 462	1 982	2 398
- Recyclé	(000) m <sup>3</sup>	20 398	6 160	311	300
- Taux de recyclé	%	69	65	16	13
<b>Prélèvements nets</b>	(000) m <sup>3</sup>	9 255	3 302	1 671	2 098
- Réseau public	%	6,9	13,6	52,8	
- Forages	%	69,7	29,5	6,6	100,0
<b>Plans et cours d'eau</b>	%	9,4	54,0	40,4	
- Autres	%	13,9	2,9	0,2	
- Rejets au milieu	(000) m <sup>3</sup>	5 798	10	7	1 496
<b>Consommation effective</b>	(000) m <sup>3</sup>	3 457	3 292	1 664	602

### 1.2.5. La qualité de l'air et la réduction des émissions

Pour son activité industrielle principale, la production de clinker et de ciments, Vicat a toujours donné beaucoup d'importance aux installations de filtration des rejets des cheminées qui peuvent avoir un impact sur la qualité de l'air.

Vicat peut donc présenter des niveaux spécifiques de rejets de poussières des fours de cimenterie parmi les plus bas du secteur.

Afin de mesurer ses performances dans ce domaine, Vicat a choisi de se comparer sur les critères pertinents établis par le CSI (Cement Sustainability Initiative, composante professionnelle du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) et utilisés par la profession au niveau d'un benchmark international que sont :

- Les émissions de CO<sub>2</sub> pour le suivi des gaz à effet de serre ayant un impact potentiel sur le changement climatique ;
- Les émissions de poussières qui sont un des principaux indicateurs de bonne marche des fours et un des principaux impacts historiques des cimenteries ;
- Les émissions de NO<sub>x</sub> (oxydes d'azote) et de SO<sub>x</sub> (oxydes de soufre) en tant que rejets ayant un impact sur l'acidification de l'atmosphère.

Pour les rejets de poussières, de NO<sub>x</sub> et de SO<sub>x</sub> la situation en 2012 est la suivante :

	% de production couvert par l'analyse	Emissions tonnes	Emissions g/T de clinker	Rappel 2011
Poussières	100	574	41	46
SO <sub>x</sub>	57,0	2 088	262	315
NO <sub>x</sub>	69,7	13 426	1 377	1 209

Le démarrage de fours récents équipés de filtres performants a permis une amélioration de l'indicateur poussières qui est parmi les plus performants du secteur au vu des données disponibles.

Pour les SO<sub>x</sub>, les principales émissions proviennent des sulfures pyritiques contenus dans le cru. La maîtrise de ce paramètre passe par une meilleure gestion prévisionnelle de l'exploitation des différents bancs de carrière.

Dans certains pays, et notamment en Inde, c'est la qualité de l'air ambiant à proximité des usines qui est suivie et non les émissions. Les fréquentes mesures ponctuelles montrent que les concentrations autour des usines sont huit à dix fois inférieures aux normes.

L'augmentation des émissions de NO<sub>x</sub> est en partie liée à la montée en puissance de fours consommant du charbon. L'utilisation de fours modernes récents permet de limiter cet impact.

Les autres rejets dans l'air ne sont pas significatifs dans l'industrie cimentière qui n'a que peu, voire pas, de rejets aqueux et par conséquent peu ou pas d'impact sur ce milieu.

### 1.2.6. Les émissions de gaz à effet de serre

Les études sectorielles faites dans l'industrie du ciment montrent que seul le CO<sub>2</sub> est de nature à être pris en considération dans ce chapitre. La part des émissions des autres gaz (méthane, protoxyde d'azote, gaz fluorés,...) est marginale.

En ce qui concerne les émissions de CO<sub>2</sub>, les émissions des usines françaises sont soumises à quotas dans le cadre du programme européen ETS (Exchange Trade Système). Elles sont donc suivies précisément par des plans de surveillance et vérifiées chaque année depuis 2005 par un organisme agréé indépendant.

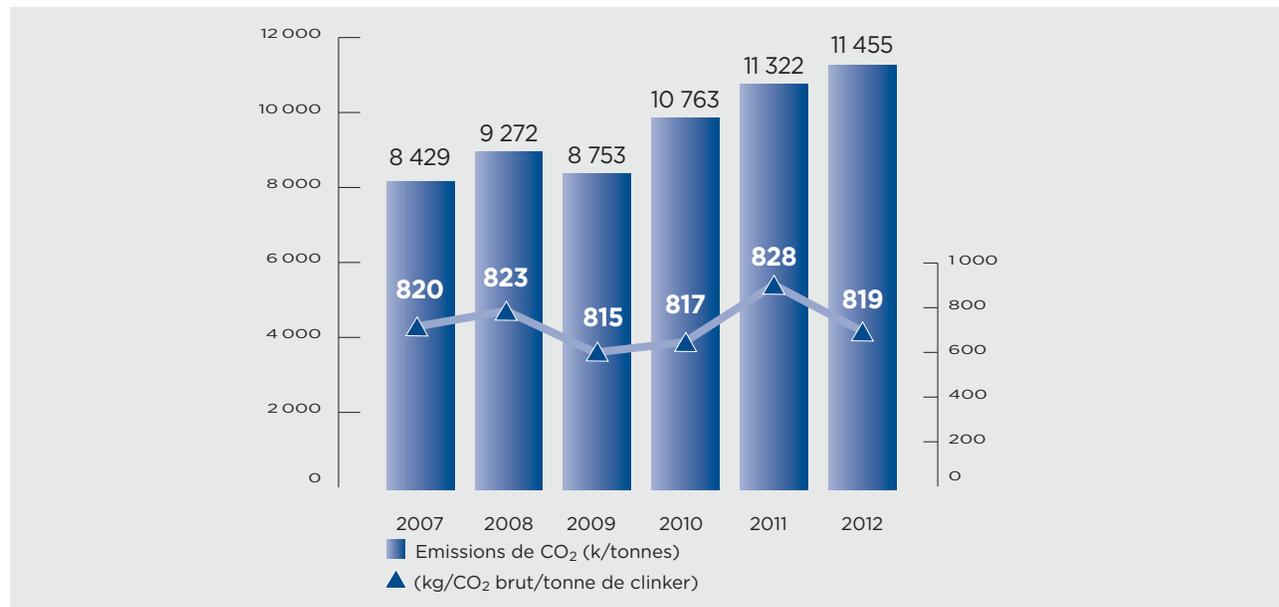
Ces vérifications ont permis d'obtenir chaque année depuis 2005 un certificat d'assurance raisonnable sans réserve.

Vicat France participe chaque année, bien que non directement membre du CSI au renseignement de la base de données sur le CO<sub>2</sub> lancé dans le monde entier à l'initiative des Nations Unies et dans le cadre du programme GNR «getting the numbers right ». Cette participation se fait via l'organisation professionnelle locale.

En Suisse, la cimenterie de Reuchenette (Vigier) est membre du CSI et comptabilise ses émissions dans ce cadre après audit du syndicat professionnel Cemsuisse. Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, un nouveau système de suivi du CO<sub>2</sub> s'inspirant de la réglementation européenne va entrer en vigueur.

Enfin des systèmes de surveillance et de reporting suivant le protocole GHG des Nations Unies sont mis en place en aux USA. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la cimenterie de LEBEC en Californie est soumise à la réglementation AB 32 du California Air Resources Board (CARB) sur les émissions de gaz à effet de serre. L'objectif de cette réglementation est de ramener les niveaux d'émissions à ceux de 1990 d'ici 2020. Le programme repose sur un système «Cap and Trade» qui limite à la baisse les émissions chaque année de façon régulière, avec la possibilité pour les sociétés concernées d'acheter, vendre ou d'échanger des quotas. Dans le cadre de ce programme, National Cement of California a reçu 433 947 quotas gratuits en novembre 2012 à utiliser sur ses futures émissions à compter de l'année 2013.

Pour Vicat, ce sont les émissions directes de CO<sub>2</sub> (issues de la consommation de combustibles fossiles et de la décarbonation des matières premières) des cimenteries qui constituent le principal indicateur de performances en tant que CO<sub>2</sub> brut.



Les émissions spécifiques 2012 de CO<sub>2</sub> sont en baisse par rapport à 2011 du fait du démarrage d'usines modernes avec de meilleurs bilans thermiques et un usage plus important de la biomasse.

Le total des émissions directes et indirectes (liées à la consommation d'électricité) du Groupe atteint 12,43 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> en 2012 auquel il faut ajouter 322 890 tonnes de CO<sub>2</sub> liés à l'usage de la biomasse.

### 1.2.7. La gestion des matières premières.

Les principales matières premières utilisées par Vicat pour son activité sont naturelles et donc prélevées dans son environnement. Cela est vrai aussi bien pour les matières premières minérales utilisées pour la production de clinker ou pour la production de granulats que pour la consommation d'eau.

La société tient donc une comptabilité précise de ces consommations et favorise dans la mesure du possible l'emploi de matières premières de substitution (Valmat) aussi bien pour la production de clinker (oxydes de calcium, d'alumine ou de fer, apports de silice,...) que des ciments (sulfo ou phosphogypses, recyclage de déchets minéraux des carrières,...) ou encore des granulats (utilisation des granulats en provenance des retours de béton frais ou de démolition).

En 2012, les consommations de matières premières pour la fabrication du clinker ressort à 22,75 millions de tonnes dont 0,5 % de matières de substitution.

Pour la fabrication des ciments, 3,32 millions de tonnes complémentaires ont été consommées dont 17,3 % de matières de substitution.

Au total, la substitution entre pour 17,7 % du ciment produit par le groupe.

Pour la production de granulats, ce sont 19,1 millions de tonnes de matières premières qui ont été extraites pour assurer la production.

## 2. ÊTRE UN EMPLOYEUR RESPONSABLE

### 2.1. Effectifs

Les effectifs sont majoritairement composés de personnel local. Le recrutement se fait en grande majorité dans les bassins d'emploi où sont présentes nos activités.

#### Répartition des effectifs moyens du Groupe par âge

Tranche d'âge	< 20	20 - 25	25 - 30	30 - 35	35 - 40	40 - 45	45 - 50	50 - 55	55 - 60	60 - 65	> 65	Total
France	9	78	226	295	360	443	425	333	291	80	4	2 544
Suisse	18	51	96	103	108	162	229	153	124	84	13	1 141
Italie	0	0	1	2	7	8	2	1	3	2	0	26
États-Unis	0	16	33	85	122	155	158	164	149	76	42	1 000
Sénégal	1	4	46	102	150	153	142	122	49	1	0	770
Mali	0	0	1	5	1	1	1	2	1	0	0	12
Mauritanie	0	0	5	8	10	14	9	6	8	2	1	63
EÉgypte	0	5	35	63	80	36	32	24	14	5	4	298
Inde	0	26	166	161	102	83	53	29	10	2	0	632
Kazakhstan	0	23	61	47	47	27	23	23	10	1	1	263
Turquie	1	41	155	216	185	153	135	29	14	6	1	936
<b>Total</b>	<b>29</b>	<b>244</b>	<b>825</b>	<b>1 087</b>	<b>1 172</b>	<b>1 235</b>	<b>1 209</b>	<b>886</b>	<b>673</b>	<b>259</b>	<b>66</b>	<b>7 685</b>

Le Groupe présente en 2012, comme en 2011, une pyramide des âges toujours équilibrée. La population des moins de 35 ans est proportionnellement plus forte en Inde (55,9 %), au Kazakhstan (49,8 %) et en Turquie (44,1 %). Elle représente 28,4 % de l'effectif du Groupe. La population des plus de 50 ans constitue 24,5 % de l'effectif du Groupe avec une présence proportionnelle forte nationalement en France (27,8 % en 2012, 26,7 % en 2011), en Suisse (32,8 % en 2012, 37,6 % en 2011) et aux USA (43,1 % en 2012, 40,9 % en 2011).

### Évolution de la séniorité et de l'âge moyen du Groupe

	Âge moyen		Ancienneté moyenne	
	2012	2011	2012	2011
<b>Total Groupe</b>	<b>41,5</b>	<b>41,5</b>	<b>9,1</b>	<b>9,5</b>
<i>Dont France</i>	<i>42,7</i>	<i>42,8</i>	<i>12,1</i>	<i>11,7</i>

Le recrutement de nouveau personnel en Inde, au Kazakhstan et en Turquie a entraîné un recul de l'ancienneté moyenne, passant de 9,5 ans en 2011 à 9,1 ans en 2012.

L'âge moyen est resté stable à 41,5 ans, le vieillissement naturel annuel étant équilibré par un personnel en Inde, en Turquie et au Kazakhstan ayant une moyenne d'âge respectivement de 35,4 ans, 37,4 ans et 38,3 ans.

### Analyse de l'effectif ponctuel au 31 décembre 2012 par catégorie & métier

(en nombre de salariés)	Total	Dont		
		Ciment	Béton & Granulats	Autres Produits & Services
Encadrement	1 370	819	264	287
Employés	2 773	1 462	893	418
Ouvriers	3 542	1 035	1 455	1 052
<b>Total</b>	<b>7 685</b>	<b>3 316</b>	<b>2 612</b>	<b>1 757</b>

La répartition des effectifs par activité suit l'évolution du Groupe dans le développement de ses opérations, notamment dans le ciment en Inde. La part des effectifs dans l'activité Ciment progresse ainsi de 42,1 % au 31 décembre 2011 à 43,1 % au 31 décembre 2012. Dans l'activité Béton & Granulats elle passe de 38,0 % en 2011 à 34,0 % suite à un reclassement de personnel turc. Dans l'activité Autres Produits & Services, elle passe donc de 19,9 % en 2011 à 22,9 % en 2012. L'effectif ouvrier représente 46,1 % de l'effectif total, l'effectif employé 36,1 % et l'effectif encadrement 17,8 %.

### Répartition des effectifs moyens du Groupe par zone géographique

(en nombre de salariés)	2012	2011	Variation
France	2 566	2 579	- 0,5 %
Suisse/Italie	1 098	1 089	+ 0,8 %
États-Unis	996	1 012	- 1,6 %
Turquie/Kazakhstan/Inde	1 732	1 614	+ 6,8 %
Sénégal/Mali/Mauritanie/Égypte	1 137	1 093	+ 3,9 %
<b>Total</b>	<b>7 529</b>	<b>7 387</b>	<b>+ 1,9 %</b>

L'effectif moyen du Groupe en 2012 passe à 7 529 collaborateurs contre 7 387 pour 2011, soit + 1,9 %.

Cette hausse est le reflet de la croissance du Groupe dans les pays en développement.

La zone Turquie-Kazakhstan-Inde voit ainsi ses effectifs moyens augmenter de + 6,8 % en un an avec le démarrage de la nouvelle cimenterie de Vicat Sagar en Inde et le développement de l'activité Béton en Turquie.

Pour la zone Égypte-Afrique de l'Ouest, la progression de 3,9 % s'explique principalement par une démarche d'embauche de personnel employé précédemment de manière journalière dans l'activité Granulats au Sénégal. La Sococim, filiale cimentière, connaît une baisse de son effectif (- 3,7 %) entre 2012 et 2011.

La Suisse voit ses effectifs progresser de 0,8 %, principalement par le développement de ses opérations dans le béton lié à deux grands chantiers dans la région Seeland Jura et dans la croissance de ses activités déchets.

La France connaît une diminution de son effectif moyen de 0,5 % due à l'optimisation permanente de l'organisation des différentes activités. A périmètre constant, les effectifs moyens du Groupe en France ont baissé de 0,9 % entre 2012 et 2011.

Aux Etats-Unis, les effectifs moyens ont poursuivi leur baisse en 2012 (- 1,6 %) du fait de la crise économique dans ce pays.

#### Répartition des effectifs moyens du Groupe par activité

(en nombre de salariés)	2012	2011	Variation
Ciment	3 202	3 143	+ 1,9 %
Béton & Granulats	2 925	2 887	+ 1,3 %
Autres Produits & Services	1 402	1 357	+ 3,3 %
<b>Total</b>	<b>7 529</b>	<b>7 387</b>	<b>+ 1,9 %</b>

La croissance de 3,3 % dans les Autres Produits & Services s'explique par un reclassement en Turquie de près de 20 personnes dans cette activité en provenance de l'activité Béton & Granulats. A périmètre constant, la croissance des effectifs dans les différentes activités est homogène et de l'ordre de 1,9 %.

#### Évolution de l'effectif ponctuel fin d'année par type de mouvements

	Effectif
Effectif au 31 décembre 2011	7 471
Départs naturels (démissions, fins de contrats, décès)	- 460
Départs en retraite, préretraite, licenciements, autres mouvements...	- 427
Variations de périmètre de consolidation	+ 43
Embauches	+ 1 058
<b>Effectif au 31 décembre 2012</b>	<b>7 685</b>

L'effectif du Groupe au 31 décembre 2012 passe à 7 685 collaborateurs contre 7 471 au 31 décembre 2011. Cette hausse de 2,9 % s'explique principalement par le recrutement de personnel pour la cimenterie de Vicat Sagar qui a démarré à l'automne 2012 et, dans une moindre mesure, par de nouvelles embauches dans l'activité Béton en Turquie.

Les autres mouvements résultent principalement du remplacement des flux naturels et de l'adaptation des organisations à la conjoncture de chaque marché.

En France, les effectifs au 31 décembre 2012 sont en diminution de 1,7 %. À périmètre constant, les effectifs du Groupe en France ont baissé de 3,3 % au 31 décembre 2012 par rapport au 31 décembre 2011.

Le flux de recrutement en 2012 est resté à un niveau élevé du fait principalement des recrutements pour les opérations en Inde (Bharathi et Vicat Sagar) et en Turquie (activité Béton). Les embauches globales du groupe sont ainsi passées de 958 à 1 058 entre 2011 et 2012 : respectivement 958 et 1 025. Les flux d'entrée et de sortie intègrent par ailleurs un nombre significatif d'emplois liés à la saisonnalité de l'activité, notamment en France et en Turquie pour les chauffeurs, ainsi qu'au turn-over habituellement élevé en Inde et au Kazakhstan.

## 2.2. Rémunérations

### 2.2.1. Politique de rémunération

La politique de rémunération est axée sur la récompense des performances individuelles et collectives, et la fidélisation des équipes. Elle prend en compte la culture, les conditions macro-économiques, les contingences du marché de l'emploi et les structures de rémunération propres à chaque pays.

### 2.2.2. Salaire minimum

Dans chaque pays où le groupe VICAT est présent, ses sociétés ne versent pas de salaires en dessous du minimum légal local. Si ce seuil légal n'existe pas, les salaires versés sont au moins supérieurs au minimum du marché local.

### 2.2.3. Évolution des charges de personnel au 31.12.2012

Les charges de personnel pour le Groupe passent de 353,0 millions d'euros en 2011 à 366,6 millions d'euros en 2012, soit une progression de + 3,9 %. Cette augmentation est notamment due à un effet de change de 7,5 millions d'euros, + 2,1 %. La croissance organique recouvre à la fois la progression de l'effectif en Inde et au Kazakhstan et l'inflation salariale. Elle s'explique en 2012 par deux facteurs : une sensibilité en monnaie locale dans les pays en développement ayant une inflation marquée et l'effet d'une augmentation générale actuelle sur la base d'un niveau salarial élevé.

(en millions d'euros)	2012	2011
Salaires et traitements	262 548	252 522
Charges sociales	97 605	94 553
Participation des salariés (sociétés françaises)	6 500	5 947
<b>Charges de personnel</b>	<b>366 653</b>	<b>353 022</b>

## 2.3. Organisation du travail

L'organisation du groupe VICAT reflète les objectifs en matière de performance. La chaîne de commandement est courte et les niveaux hiérarchiques réduits aux besoins opérationnels. Le management est direct et de terrain.

L'organisation du travail est en conformité avec les différentes lois locales en matière de temps de travail et de repos, de santé et de sécurité, et est définie pour délivrer la meilleure performance des équipes au meilleur coût.

### 2.3.1. Les emplois postés

Une partie de nos activités industrielles requiert une organisation avec des emplois postés. Le cadre légal est alors systématiquement respecté.

Sur l'année 2012, l'effectif en emploi posté est de 15,6 % au niveau du Groupe.

### 2.3.2. Le travail à temps partiel

#### Analyse des effectifs au 31/12/2012 par type de contrat / catégorie

(en nombre de salariés)	Total	Dont		
		Ciment	Béton & Granulats	Autres Produits & Services
<b>Salariés à plein temps</b>	<b>7 488</b>	<b>3 289</b>	<b>2 518</b>	<b>1 681</b>
Encadrement	1 344	813	256	275
Employés	2 669	1 443	855	371
Ouvriers	3 475	1 033	1 407	1 035
<b>Salariés à temps partiel</b>	<b>197</b>	<b>27</b>	<b>94</b>	<b>76</b>
Encadrement	26	6	8	12
Employés	107	19	38	50
Ouvriers	64	2	48	14
<b>Total</b>	<b>7 685</b>	<b>3 316</b>	<b>2 612</b>	<b>1 757</b>
% des salariés à temps partiel	2,6 %	0,8 %	3,6 %	4,3 %

Le Groupe a peu recours aux emplois à temps partiel. Au 31 décembre 2012, la part des salariés à temps partiel reste stable à 2,6 % de l'effectif. Comme en 2011, les activités Autres Produits et Services (4,3 % en 2012, 5,2 % en 2011) et Béton et Granulats (3,6 % en 2012, 2,6 % en 2011) utilisent beaucoup plus les temps partiels que l'activité Ciment (0,8 % en 2012, 1,0 % en 2011). Seuls les pays suivants ont recours au temps partiel et dans des proportions disparates : Suisse (10,3 %), Italie (3,8 %), France (3,0 %), Égypte (0,3 %), États-Unis (0,2 %).

### 2.3.3. L'absentéisme

L'absentéisme est suivi dans chaque pays afin d'en connaître les raisons et d'apporter des réponses adéquates. En 2012, le groupe VICAT présente une situation maîtrisée sur cet indicateur. Il varie entre 0,5 % et 5,9 %, en fonction des pays. La France est à 2,3 %.

## 2.4. Dialogue social

Les sociétés du groupe VICAT sont toutes en conformité avec les lois locales dont elles dépendent sur les sujets suivants : respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective ; respect des procédures d'information et de consultation du personnel.

Le dialogue social est bon dans les différentes sociétés. Le management direct et de proximité, toujours ouvert au dialogue avec le personnel, est un des facteurs clé de succès du dialogue social et de ce bon climat social.

Aucun événement significatif n'est venu perturber le dialogue social ou le climat social en 2012, à l'exception de la situation sécuritaire dans notre usine égyptienne du Sināi.

Au titre de l'année 2012, le périmètre retenu pour l'indicateur Bilan des accords se résume à la France.

Au total, ce sont 95 accords qui ont été signés. Parmi les accords les plus importants, nous relevons celui sur la Pénibilité au travail qui a été signé et mis en œuvre au sein de la société VICAT en 2012, ainsi que les accords sur la mise en place du P.E.R.C.O. en 2013 au sein de toutes les sociétés françaises du groupe VICAT.

## 2.5. Santé, Sécurité et prévention

### 2.5.1. Les indicateurs sécurité

Résultat de l'engagement de la Direction du Groupe dans sa volonté d'améliorer la sécurité, la santé et les conditions de travail des collaborateurs sur l'ensemble des sites, les indicateurs sécurité du groupe Vicat sont en progrès en 2012.

Total Groupe			
	2012	2011	Ecart (%)
Nombre d'accidents avec arrêt	190	199	- 5
Nombre d'accidents du travail mortels	1	2	
Nombre de jours perdus	6 229	6 704	- 7
Taux de fréquence	13,3	14,4	- 8
Taux de gravité	0,44	0,49	- 10

Pour l'activité Ciment les indicateurs sont stables et sensiblement équivalents à ceux de 2011.

Ciment Groupe		
	2012	2011
Nombre d'accidents avec arrêt	40	39
Nombre d'accidents du travail mortels	0	2
Taux de fréquence	7,3	7,3
Taux de gravité	0,25	0,26

Total France (ciment + béton + granulats + VPI + Vizille + APS)		
	2012	2011
Nombre d'accidents avec arrêt	51	59
Nombre d'accidents du travail mortels	0	0
Taux de fréquence	13,5	15,4
Taux de gravité	0,66	0,93

Ciment France		
	2012	2011
Nombre d'accidents avec arrêt	8	9
Nombre d'accidents du travail mortels	0	0
Taux de fréquence	5,9	6,7
Taux de gravité	0,46	0,48

### 2.5.2. Les conditions de santé et de sécurité au travail

Garantir la sécurité et organiser la prévention au travail sont deux objectifs phares du groupe Vicat.

En ce sens, une politique sécurité volontariste est soutenue par la Direction Générale, laquelle exprime son engagement, et fixe ses objectifs ainsi que ses exigences à travers la charte sécurité du Groupe, communiquée à l'ensemble des collaborateurs.

Déclinée et soutenue par la Direction Sécurité du Groupe, la politique sécurité est déployée sur l'ensemble des sites par les managers, dont l'implication est essentielle.

Les faits accidentels, qu'ils concernent les salariés du Groupe, les personnels intérimaires ou les personnels d'entreprises extérieures font l'objet d'une analyse approfondie. Celle-ci permet de comprendre les causes et de définir les actions correctives immédiates. Ces analyses sont partagées à l'intérieur du Groupe, communiquées à l'ensemble des préventeurs. Tous les sites bénéficient ainsi de l'expérience commune. Les progrès en prévention et en sécurité sont le fruit de l'engagement et du travail collectifs de tous les acteurs de l'entreprise.

Sur les sites, les audits et les visites de chantiers sont menés par les préventeurs et les opérationnels formés. L'objectif de ces audits est la recherche des risques, des écarts, des dysfonctionnements, des anomalies et des situations dangereuses. Des solutions techniques et/ou organisationnelles sont alors proposées et mises en place.

Leur mise en commun permet une collaboration et une synergie efficaces et productives.

Chaque année de nouveaux standards de sécurité sont élaborés, pour assurer la transversalité des "bonnes pratiques" (par exemple, travail et circulation en hauteur ou utilisation des outils à main).

Les protections collectives sont privilégiées. Les collaborateurs du Groupe ont également à leur disposition tous les équipements de protection individuels nécessaires, qui font l'objet d'une étude ergonomique approfondie. Une attention toute particulière est portée sur les protections auditives et respiratoires. Des formations spécifiques sont organisées régulièrement de manière à garantir la bonne utilisation de ces équipements, condition indispensable pour une protection efficace des personnes exposées.

La sécurité est intégrée dès la conception des installations. Les experts en prévention des risques sont associés à chaque nouveau projet, et définissent avec les équipes techniques les solutions permettant d'intégrer une sécurité optimale.

Le Groupe est également attaché à la santé mentale et au bien être de ses collaborateurs. A ce titre, et pour répondre aussi à une obligation réglementaire, une action de prévention des risques psychosociaux, visant en particulier le stress, a été lancée en France. Initiée en 2012 pour les sociétés Alpes Informatiques et VPI, elle se poursuivra en 2013 sur un périmètre de sociétés françaises élargies.

Ces actions de prévention du stress s'inscrivent dans la continuité du plan d'actions mis en place dès 2008 au sein des sociétés Béton Rhône-Alpes et Granulats Rhône-Alpes.

Sur l'ensemble de ses sites, dans toutes les régions du monde, Vicat se préoccupe des conditions de travail et de vie respectueuses de l'hygiène et de la santé.

Ainsi, tous nos collaborateurs ont accès à l'eau potable et bénéficient d'installations sanitaires conformes et entretenues.

A noter que pour l'activité Granulats du Sénégal, touchée par un accident mortel en 2012, un plan d'actions spécifique est établi pour 2013 pour renforcer les actions en place.

### 2.5.3. Accords signés avec les organisations syndicales en matière de santé et de sécurité au travail

Pour améliorer continuellement la prévention et la sécurité sur les sites, et pour préserver la santé des collaborateurs, le Groupe travaille avec tous les acteurs de l'entreprise, et notamment avec les représentants du personnel. Les accords signés sont les témoins d'une volonté et d'un engagement communs entre la Direction et les partenaires sociaux en la matière.

Ainsi un accord en faveur de la réduction de la pénibilité au travail a été signé le 5 avril 2012 et qui concerne l'activité ciment France ainsi que les papeteries de Vizille.

Cet accord a notamment pour objectif, après réalisation d'un diagnostic permettant d'identifier les emplois susceptibles d'exposer leurs titulaires à un ou plusieurs facteurs de pénibilité, de fixer les mesures ou actions de prévention à mettre en œuvre pour supprimer ou réduire ces expositions.

Les principaux axes de travail concernent la réduction de l'exposition des travailleurs au bruit, aux agents chimiques dangereux (en particulier la poussière), aux vibrations, aux postures pénibles ainsi qu'aux manutentions manuelles.

Grâce à des actions concrètes et efficaces d'aménagement ou adaptation des postes de travail, et par des actions d'amélioration des conditions de travail, notamment au plan organisationnel, le Groupe entend bien réduire et supprimer chaque fois que cela est possible la pénibilité au travail des collaborateurs exposés à ces facteurs.

## 2.6. Formation

En 2012, le plan de formation du Groupe est resté concentré sur la sécurité, la prévention et l'environnement ; l'optimisation des performances industrielles ; la performance commerciale. Ces actions de formation, tournées vers des résultats opérationnels, ont participé de manière cohérente et efficace aux résultats du Groupe dans ces domaines.

En France, le Groupe dispose avec l'Ecole du Ciment, du Béton et des Granulats, d'un outil de formation interne hébergé par sa filiale Sigma Béton. Les formations sont élaborées et dispensées en s'appuyant sur les expertises techniques du Groupe.

Le Kazakhstan a continué de dérouler son plan de formation visant l'autonomie des équipes locales de l'usine de Mynaral. Constat de la réussite des actions menées, l'équipe support de personnel chinois a quitté le site au cours du mois de mai 2012, selon le calendrier prévu, et les performances de l'usine n'ont pas cessé de s'améliorer.

En Inde, la continuité de la politique de formation dans la filiale Bharathi a permis de mener avec succès l'exploitation des 2 lignes de production. Pour préparer le démarrage de Vicat Sagar durant l'automne 2012, des équipes ont été recrutées en amont et ont été formées sur le site de Bharathi.

Nombre d'heures de formation	Nombre de collaborateurs ayant reçu au moins 1 formation
81 122	3 866

Au total, plus de 81 100 heures de formation ont été réalisées et près de 3 900 collaborateurs ont suivi au moins une formation en 2012 au sein du Groupe.

## 2.7. Respect de la diversité et égalité des traitements

### 2.7.1. Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

La faible proportion de femmes dans l'effectif salarié tient à la nature des activités et des emplois proposés par le Groupe.

L'égalité entre les femmes et les hommes reste cependant une des bases de la politique des ressources humaines du groupe Vicat. En fonction de la culture du pays, des mesures adaptées sont mises en place pour garantir l'accès à l'emploi et à la formation ainsi que le même traitement en matière de rémunération et de promotion.

Ces actions sont menées dans la limite des contraintes imposées par nos activités. En effet, une grande partie des emplois sont difficilement accessibles au personnel féminin, soit par leurs conditions de travail (par exemple, charges lourdes à porter), soit par absence de femmes dans les cursus de formation débouchant sur certains emplois (dans la mécanique, par exemple).

#### Analyse de l'effectif au 31 décembre 2012 par sexe / ancienneté / catégorie

(en nombre de salariés)	Total	Dont			Age Moyen	Ancienneté Moyenne
		Encadrement	Employés	Ouvrier		
Hommes	6 882	1 176	2 026	3 680	41,6	9,1
Femmes	803	159	548	96	40,7	9,5
<b>Total</b>	<b>7 685</b>	<b>1 335</b>	<b>2 574</b>	<b>3 776</b>	<b>41,5</b>	<b>9,1</b>

### Effectif masculin et féminin

(part des femmes en % de l'effectif)	2012	2011
Encadrement	11,9	12,0
Employés	21,3	21,5
Ouvriers	2,5	2,4
<b>Total du Groupe</b>	<b>10,4</b>	<b>10,8</b>
<b>Dont France :</b>		
Encadrement	19,8	18,8
Employés	26,0	26,6
Ouvriers	2,2	1,8
<b>Total France</b>	<b>17,1</b>	<b>16,9</b>

Femme		Homme	
2012	2011	2012	2011
10,4 %	10,8 %	89,6 %	89,2 %

La proportion de femmes employées dans le Groupe diminue légèrement entre le 31 décembre 2011 et le 31 décembre 2012 (passant de 10,8 % à 10,4 %). En France, l'emploi des femmes a augmenté pour atteindre 17,1 % en 2012 (pour 16,9 % en 2011). Avec un effectif féminin de 20,9 %, le Kazakhstan occupe la première place dans le classement par pourcentage d'emploi des femmes.

Le taux de féminisation de l'encadrement reste relativement stable au sein du Groupe (évoluant de 12 % en 2011 à 11,9 % en 2012). La France continue de voir sa part féminine augmenter dans l'encadrement pour atteindre 19,8 % au 31 décembre 2012 (pour 18,8 % au 31 décembre 2011).

#### 2.7.2. Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Chaque fois que les conditions le permettent, le groupe Vicat applique une politique volontariste en matière d'emploi de personnes handicapées.

Les sociétés recourent ainsi à l'embauche directe de travailleurs handicapés, en relation avec les organismes de placement spécialisés (En France, citons CAP Emploi, Ohé Prométhée ou l'AGEFIPH).

Les aménagements de postes de travail, soit par l'organisation du temps de travail (réduction ou aménagement du temps de travail, télétravail), soit par l'adaptation du poste de travail (aménagement ergonomique du poste de travail, aménagement du poste en terme de contenu des tâches, formation,...), sont aussi étudiés et mis en pratique.

Le développement de la sous-traitance dans des secteurs protégés et adaptés (détachement de travailleurs handicapés au sein des entreprises du Groupe, prestations de service, telles que l'entretien des espaces verts, l'élimination de déchets sélectifs, etc...) est une autre solution appliquée.

En France, les travailleurs handicapés représentent 2,6 % de l'effectif. Courant 2012, les partenaires sociaux d'OPCA3+ ont signé un accord interbranches de partenariat avec l'AGEFIPH, réaffirmant ainsi la volonté des entreprises de la profession de favoriser l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées. Le groupe Vicat est partie prenante du plan d'action qui en découle et qui s'articule autour de trois grandes missions : information et sensibilisation ; accompagnement ; formation, qualification et professionnalisation.

Cette politique trouve écho à l'étranger, en Turquie, par exemple, où les travailleurs handicapés représentent 3 % de l'effectif des sociétés turques du groupe Vicat.

#### 2.7.3. La politique de lutte contre les discriminations, le travail forcé et le travail des enfants

L'appropriation des valeurs du Groupe par ses collaborateurs est un des facteurs clé des succès connus au long de ses cent cinquante ans d'existence. Ces valeurs, qui ont forgé une culture d'entreprise forte, sont issues notamment d'une philosophie humaniste incarnée par Louis Vicat, qui est à la source même de l'existence du Groupe. Fédérés autour

d'une histoire de plus d'un siècle et demi, les collaboratrices et les collaborateurs des différents pays ont un sentiment commun d'appartenance au Groupe. Cette culture d'entreprise donne un respect dans les relations avec autrui, une solidarité entre les équipes, un sens de l'exemplarité, une capacité à mobiliser les énergies et une puissance d'action forte sur le terrain pour atteindre les objectifs.

Pierre angulaire de l'organisation, le management, portant ces valeurs, est direct et de proximité. Il est avant tout proche des équipes et de la réalité opérationnelle. Il entretient un dialogue ouvert et constant.

Le groupe Vicat est donc prompt à lutter efficacement contre les différentes formes de discrimination, le travail forcé et le travail des enfants.

Chaque société du Groupe respecte les lois de lutte contre les discriminations en vigueur dans son pays d'implantation (chacun membre de l'Organisation Internationale du Travail). Témoins de ce respect, les contrôles menés par les différentes autorités locales n'ont décelé aucun manquement aux règles en vigueur en 2012.

Sous l'impulsion de la direction du Groupe, l'Inde, le Kazakhstan et le Sénégal ont mis en place un code de conduite en conformité avec les standards de la Banque Mondiale. Très sensible à la protection des enfants en Inde, la Direction du pays fait mener des audits mensuels réguliers et inopinés pour vérifier qu'aucun enfant ne travaille sur nos sites.

En 2012, aucune société du Groupe n'a été visée par une plainte ou une condamnation pour discrimination, pour travail forcé ou pour travail d'enfant.

### 3. ÊTRE UN ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE NOS TERRITOIRES D'IMPLANTATION

Le Groupe entretient de nombreuses relations avec les collectivités locales et les associations proches de ses lieux d'implantation. Les conditions de ce dialogue se font soit lors de l'organisation d'événements conjoints soit lors de la participation de représentants du Groupe aux réunions de travail avec les parties prenantes.

#### 3.1. L'éducation

L'éducation est un axe privilégié d'engagement du Groupe en faveur des communautés présentes sur ses territoires d'implantation. Cet engagement part de la conviction que sans un minimum d'éducation aucun développement économique, social (y compris les questions de santé) ou environnemental ne sera possible. Cet engagement se décline localement aussi bien vers les universités que vers les établissements d'enseignement secondaire ou du primaire. Il prend le plus souvent la forme d'un soutien financier direct soit à l'établissement, soit aux élèves via l'attribution de bourses. Il peut également prendre la forme de dons en matériaux de construction lorsqu'il s'agit de construire de nouveaux bâtiments ou de former aux métiers de la construction. Le tableau ci-dessous récapitule les principales actions menées en 2012 (qui vont au-delà des obligations légales comme l'affectation de la taxe d'apprentissage en France) :

Pays	Niveau	Etablissement	Nature du soutien
France	Enseignement supérieur	Université catholique de Lyon	Développement de nouveaux enseignements et construction d'une nouvelle université
Égypte	Enseignement supérieur	Université d'El Arish (Nord Sinaï)	Attribution de bourses à 60 étudiants
États-Unis	Enseignement supérieur	Université d'Alabama	Soutien financier
Turquie	Enseignement secondaire	École des beaux-arts de Konya	Soutien financier
Inde	Enseignement primaire	Écoles de Chatrasala et de Kherchkhed	Financement de l'équipement des classes
Sénégal	Enseignement primaire		Financement de la construction de deux classes à Bargny Achat et don de matériel scolaire
Kazakhstan	Enseignement primaire	École de Mynaral Tas	Soutien financier
Turquie	Enseignement maternel	École maternelle mobile d'Elmadag	Financement de l'aménagement de l'autobus école

Au-delà des écoles et des universités, le Groupe Vicat finance de nombreuses activités culturelles.

Le cas très original du centre Maurice Gueye au Sénégal est à signaler. Ce centre qui appartient à la Sococim, comprend la première bibliothèque privée du Sénégal en terme de nombre de livres et un nombre important d'abonnés (200). Le centre est par ailleurs fréquenté par plusieurs milliers de visiteurs qui y viennent à l'occasion de concerts, d'expositions, de projections de films ou de spectacles divers. Il a également attribué en 2012 plusieurs bourses aux étudiants méritants.

Autre exemple sur le thème de la culture en France : à Montalieu, le Groupe est lié par une convention de partenariat avec la Maison de la pierre au ciment qui outre l'animation d'un musée, organise des visites et des conférences sur les thèmes du patrimoine et de l'histoire des constructions en pierre et en béton de ciment.

### 3.2. Le développement économique local

La nature des activités industrielles du Groupe Vicat génère de nombreux emplois aussi bien en amont qu'en aval de ses productions. On estime dans les pays développés qu'il existe un rapport de un à dix entre les emplois directs et les emplois indirects liés à une cimenterie. Les fournisseurs en amont mais aussi tout le secteur du BTP en aval sont alimentés par une cimenterie.

Dans les pays émergents, les effectifs sont souvent plus importants sur les sites de production que dans les pays développés parce que l'externalisation des fonctions supports (maintenance) y est moindre. Elle suppose en effet un certain niveau de qualification et d'autonomie des sous-traitants.

Le Groupe Vicat est impliqué dans plusieurs dispositifs de développement économique sur ses territoires d'implantation. Deux dispositifs peuvent notamment être cités :

- en France, depuis décembre 2012, il a pris la présidence du comité d'agrément Alizé Savoie, dispositif qui vise à accompagner le développement économique de TPE et PME savoyardes par des prêts à taux 0 et par des apports en compétences des sociétés partenaires du projet (Saint-Gobain, Auchan, EDF, Vicat,...). Ce dispositif a accompagné en 2012 huit nouvelles entreprises pour un potentiel de 36 emplois, ce qui porte le bilan global de l'opération depuis 2006 à 46 entreprises pour 249 emplois.
- au Sénégal, la fondation Sococim qui est opérationnelle depuis fin 2011, a apporté son soutien en matière de développement économique en 2012 à deux premières opérations :
  - Le soutien à l'association pour le développement de Medinatoul Mounawara (Bargny) qui regroupe 84 femmes investies dans de petits commerces dans les domaines de la vente de poisson, d'huile de palme, de couscous ou d'élevage et de vente directe de volailles.
  - Le soutien à la société Aissa Dione Tissus, PME de 80 salariés qui conçoit et réalise des textiles d'ameublement et de décoration à Rufisque. Ces produits sont réalisés en fil de coton biologique.

### 3.3. L'aide à l'insertion par l'emploi

En 2012, le Groupe Vicat a continué à s'impliquer dans les dispositifs d'insertion par l'emploi, en coopération avec les services publics compétents, même si la finalité de ces dispositifs ne vise qu'indirectement le secteur de l'industrie. C'est le cas en France, à Nice et en Nord Isère où le Groupe Vicat est partenaire de « 100 chances 100 emplois ». L'objectif de ce dispositif est de repérer les jeunes à potentiel dans les zones urbaines sensibles et de mettre en place à leur intention un parcours personnalisé d'insertion professionnelle.

Après le repérage des candidats par les missions locales pour l'emploi ou par Pôle emploi, les candidats rencontrent des cadres des entreprises partenaires qui les aident à définir leur projet professionnel et à s'orienter vers des stages, de l'intérim des formations qualifiantes ou à se présenter à des entretiens d'embauches.

### 3.4. La préservation et la valorisation du patrimoine bâti

Le Groupe Vicat porte une attention toute particulière aux questions du patrimoine bâti qui vont bien au-delà de la mise au point de produits et de solutions commerciales pour en assurer la rénovation ou la préservation.

En 2012 plusieurs actions peuvent être signalées :

- en France, le Groupe a soutenu l'association « le Geste d'or » qui attribue chaque année des prix aux plus belles opérations de mise en valeur et de conservation du patrimoine bâti. Ces opérations qui associent architectes et artisans portent toutes des valeurs d'excellence et de qualité. En 2012, le Geste d'Or a été attribué à la rénovation d'une façade médiévale à Figeac (Lot) ;

- le pont Louis Vicat, à Souillac (Lot) a fait l'objet d'études gracieusement offertes par le Groupe, de la part de ses laboratoires bétons de l'Isle d'Abeau en vue d'une prochaine rénovation par le Conseil général du Lot. Ce pont, dont la construction fut à l'origine de l'invention du ciment artificiel par Louis Vicat en 1817, est le premier pont au monde construit avec du ciment artificiel ;
- en Turquie, le Groupe Vicat a contribué au financement des fouilles archéologiques sur le site de Catalhayuk, qui se trouve non loin de sa cimenterie de Konya. Ce site héberge sans doute une des villes les plus anciennes de l'Humanité, datant de l'âge du néolithique. Vicat, par l'intermédiaire de sa filiale Konya Cimento, avait déjà contribué dans le passé à la préservation de ce site exceptionnel lors de la construction d'un abri de protection des fouilles ;
- au Sénégal, le Groupe avait financé en 2011, via la fondation Sococim, la rénovation du musée Théodore Monod/ Institut fondamental d'Afrique noire de Dakar. En 2012, il a contribué à la réalisation de l'exposition permanente de ce musée, « l'art d'être ».

### 3.5. Les associations sportives

Le Groupe est fortement impliqué dans le soutien des clubs ou associations sportives qui se trouvent sur ses territoires d'implantation et ce, dans tous ses pays d'implantation. En France, il a par exemple fait le choix en 2012, de soutenir tout particulièrement le football féminin professionnel, dans le cadre d'un partenariat avec l'Olympique lyonnais féminin. Ce partenariat s'est inscrit dans une volonté de promouvoir le sport féminin.

### 3.6. La santé

L'effort du Groupe Vicat en matière de santé publique au profit des populations riveraines de ses sites de production s'est essentiellement focalisé en 2012 sur l'Inde et le Sénégal. En Inde, des actions ont été menées pour améliorer la qualité de l'eau potable (station d'eau d'Ogipur) à proximité de la cimenterie de Gulbarga (Vicat Sagar), pour construire des toilettes publiques et pour organiser des sessions d'information santé dans les villages aux alentours des cimenteries du Groupe (Vicat Sagar et Bharathi).

Au Sénégal, le dispensaire de la cimenterie de Rufisque est ouvert gracieusement à la population locale, y compris pour les personnes n'appartenant pas aux familles des salariés. Des programmes de prévention contre le paludisme et contre le sida y sont dispensés.

Il est à noter que le plan d'action élaboré en faveur des parties prenantes lors de la construction de la cimenterie de Gulbarga (Vicat Sagar), qui va au-delà des questions de santé mais intègre également les actions en faveur de l'éducation ou du développement harmonieux des conditions de vie des parties prenantes, fait l'objet d'un « reporting » auprès d'IFC (International Finance Corporation) qui appartient au Groupe Banque mondiale et qui fait partie des financeurs du projet.

### 3.7. Loyauté des pratiques avec nos parties prenantes

#### 3.7.1. Relations avec la sous-traitance et les fournisseurs

Si le chiffre d'affaires généré par les achats réalisés par le Groupe auprès de ses fournisseurs peut paraître important (50 % du chiffre d'affaires total du Groupe, soit près de 1 milliard d'euros en 2012), celui-ci est en fait généré en grande partie par des achats d'énergie (près de 40% du montant total des achats) qui se font auprès de traders ou de grands Groupes comme EDF ou Total en France.

Le Groupe tient cependant à privilégier les achats locaux dans la mesure du possible, afin de générer le plus de retombées économiques en faveur de ses territoires d'implantation. C'est ainsi qu'en 2012, il a été le promoteur de la convention d'achats locaux organisée par la Chambre de commerce et d'industrie du Nord Isère qui a permis la mise en relation de grands donneurs d'ordre avec les PME du bassin d'emploi.

Le Groupe est respectueux des règles de droit de ses pays d'implantation qui ont tous signé ou ratifié la charte des droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies. Le Groupe a travaillé cependant en 2012 pour généraliser dans ses contrats d'achat les clauses rappelant à ses fournisseurs les grands principes du droit international, notamment en matière de respect des règles de l'Organisation internationale du travail (non discrimination, interdiction du travail forcé ou du travail des enfants). Ces clauses vont être généralisées progressivement dans le Groupe avec la mise en place des standards achats Groupe.

A titre d'exemple, en Inde, sur le site de la construction de la cimenterie de Vicat Sagar, une cellule audit a été mise en place en 2012 pour vérifier ces règles de droit auprès des fournisseurs du Groupe. Cette cellule audit, placée sous la responsabilité d'un ingénieur expatrié, est elle-même contrôlée par les équipes d'IFC.

### 3.7.2. Formation aux bonnes pratiques

Dans le cadre de la politique générale du Groupe en matière de promotion et de formation à la loyauté des pratiques, plusieurs formations sont organisées au profit des cadres et des dirigeants du Groupe. En 2012, celles-ci ont été dispensées en Suisse, en Turquie, en Égypte et en France (activités Ciment et Béton).

Ces formations, très centrées sur le droit de la concurrence seront élargies à partir de 2013 aux règles liées à la lutte contre la corruption ainsi qu'à la promotion des droits de l'Homme, en s'appuyant notamment sur l'expertise de l'Institut des droits de l'Homme. Ce dernier fait partie de l'Université catholique de Lyon, que le Groupe Vicat soutient dans le cadre de ses actions de mécénat.

### 3.7.3. Santé et sécurité des consommateurs

La très grande majorité des produits élaborés et commercialisés par le Groupe obéissent à des règles de normalisation à minima locales. Ceux-ci sont contrôlés dans le cadre de procédures internes ou externes.

## 4. TABLEAU DE CORRESPONDANCE DES INFORMATIONS RSE/RAPPORT RSE

### INFORMATIONS SOCIALES

	N°	Informations requises par le décret N° 2012-557 du 24 avril 2012	Références rapport RSE Vicat
<b>a) Emploi</b>	1	L'effectif total et la répartition des salariés par sexe, par âge et par zone géographique	2.1
	2	Les embauches et les licenciements	2.1
	3	Les rémunérations et leur évolution	2.2
<b>b) Organisation du travail</b>	4	L'organisation du temps de travail	2.3
	5	L'absentéisme	2.3.4
<b>c) Relations sociales</b>	6	L'organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci	2.4
	7	Le bilan des accords collectifs	2.5
<b>d) Santé et sécurité</b>	8	Les conditions de santé et de sécurité au travail	2.5
	9	Le bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail	2.5
	10	Les accidents du travail, notamment leur fréquence et leur gravité, ainsi que les maladies professionnelles	2.5
<b>e) Formation</b>	11	Les politiques mises en œuvre en matière de formation	2.6
	12	Le nombre total d'heures de formation	2.6
<b>f) Egalité de traitement</b>	16	au respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective	2.7.3
	17	à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession	2.7.3
	18	à l'élimination du travail forcé ou obligatoire	2.7.3
	19	à l'abolition effective du travail des enfants	2.8.3

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

	N°	Informations requises par le décret N° 2012-557 du 24 avril 2012	Références rapport RSE Vicat
<b>a) Politique générale en matière environnementale</b>	20	L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification en matière environnement	1.2
	21	Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement	1.2
	22	Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions	1.2
	23	Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sous réserve que cette information ne soit pas de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours	1.2
<b>b) Pollution et gestion des déchets</b>	24	Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement	1.2
	25	Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets	1.2
	26	La prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique à une activité	1.2
<b>c) Utilisation durable des ressources</b>	27	La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales	1.2.4
	28	La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation	1.2.7
	29	La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables	1.2.3
	30	L'utilisation des sols	1.2.1
<b>d) Changement climatique</b>	31	Les rejets de gaz à effet de serre	1.2.6
	32	L'adaptation aux conséquences du changement climatique	1.1
<b>e) Protection de la biodiversité</b>	33	Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité	1.2.2

INFORMATIONS SOCIETALES		Références rapport RSE Vicat	
	N°	Informations requises par le décret N° 2012-557 du 24 avril 2012	
<b>a) Impact territorial, économique et social de l'activité de la société</b>	34	en matière d'emploi et de développement régional	3.2
	35	sur les populations riveraines ou locales	
<b>b) Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines</b>	36	Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations	3.1
	37	Les actions de partenariat ou de mécénat	1 2 3
<b>c) Sous-traitance et fournisseurs</b>	38	La prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux	3.7
	39	L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale	3.7
<b>d) Loyauté des pratiques</b>	40	Les actions engagées pour prévenir la corruption	3.7.2
	41	Les mesures prises en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs	3.7.3
	42	Les autres actions engagées, au titre du présent 3°, en faveur des droits de l'homme	3.7

## **5. ATTESTATION DE PRÉSENCE ET RAPPORT D'ASSURANCE MODÉRÉE DU VÉRIFICATEUR INDÉPENDANT SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION**

Exercice clos le 31 décembre 2012

A l'attention du Directeur Général,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de vérificateur indépendant de la société Vicat S.A., nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées présentées dans le rapport de gestion établi au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

### **Responsabilité de la société**

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport de gestion comprenant les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées prévues à l'article R. 225-105-1 du code de commerce (ci-après les « Informations »), établies conformément au référentiel utilisé (le « Référentiel ») par la société et disponible au siège de la société.

### **Indépendance et contrôle qualité**

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du Code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer la conformité avec les règles déontologiques, les normes professionnelles et les textes légaux et réglementaires applicables.

### **Responsabilité du vérificateur indépendant**

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R. 225-105 du code de commerce et du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012 (attestation de présence) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel retenu (Rapport d'assurance modérée).

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en responsabilité sociétale.

### **1. Attestation de présence**

Nous avons conduit les travaux suivants conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- Nous avons comparé les Informations présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R. 225-105-1 du Code de commerce ;
- Nous avons vérifié que les Informations couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L. 233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- En cas d'omission de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions du décret n° 2012-557 du 24 avril 2012.

Sur la base de ces travaux, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations requises.

### **2. Rapport d'assurance modérée**

#### **Nature et étendue des travaux**

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) et à la doctrine professionnelle applicable en France. Nous avons mis en œuvre les diligences suivantes conduisant à obtenir une assurance modérée sur le fait que les Informations ne comportent pas d'anomalies significatives de nature à remettre en cause leur sincérité, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Référentiel. Une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Nous avons effectué les travaux suivants :

- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa neutralité, sa clarté et sa fiabilité, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur.
- Nous avons vérifié la mise en place dans le groupe d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations. Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations. Nous avons mené des entretiens auprès des personnes responsables du reporting social et environnemental.
- Nous avons sélectionné les informations consolidées à tester<sup>(1)</sup> et déterminé la nature et l'étendue des tests en prenant en considération leur importance au regard des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité et aux caractéristiques du groupe ainsi que de ses engagements sociétaux.

Concernant les informations quantitatives consolidées que nous avons considérées les plus importantes :

- au niveau de l'entité consolidante et des entités contrôlées, nous avons mis en œuvre des procédures analytiques et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation de ces informations ;
- au niveau des sites que nous avons sélectionnés<sup>(2)</sup> en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons :
  - mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures ;
  - mis en œuvre des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives.

L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 48,3 % des effectifs et entre 20 % et 33,4 % des informations quantitatives environnementales testées.

Concernant les informations qualitatives consolidées que nous avons considérées les plus importantes, nous avons mené des entretiens et revu les sources documentaires associées pour corroborer ces informations et apprécier leur sincérité.

- Pour les autres informations consolidées publiées, nous avons apprécié leur sincérité et leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société et, le cas échéant, par des entretiens ou la consultation de sources documentaires.
- Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence de certaines informations.

## Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère, conformément au Référentiel.

---

Paris, le 25 février 2013

**Grant Thornton**

Membre français de Grant Thornton International

**Alban Audrain**

Associé

Responsable RSE

(1) Effectifs (nombre et répartition), embauches et licenciements, taux de fréquence et de gravité des accidents du travail, heures de formation, émissions dans l'air (SOx et NOx), émissions directes et indirectes de CO<sub>2</sub>, consommation d'eau et consommation d'énergie, nombre et proportion de carrières disposant d'un plan de réaménagement.

(2) Sites en France et en Suisse.

# Informations juridiques

---

Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne	136	Projet de résolutions de compétences de l'Assemblée Générale Ordinaire	146
Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration	145		

---

## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L. 225-37, alinéa 6, du Code de commerce, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- de la composition et des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012,
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société,
- de la politique de rémunération des mandataires sociaux,
- de l'étendue des pouvoirs du Président et du Directeur général.

### 1. Préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil d'Administration s'est réuni deux fois. L'agenda et l'ordre du jour des réunions du Conseil ont été les suivants :

#### Séance du 8 mars 2012 :

- Présentation du rapport d'activité,
- Approbation des comptes sociaux au 31 décembre 2011,
- Approbation des comptes consolidés au 31 décembre 2011,
- Compte rendu des rapports des comités du Conseil d'Administration (Comités d'Audit et des Rémunérations),
- Approbation du rapport du Président sur le Gouvernement d'Entreprise et sur le contrôle interne,
- Présentation du budget 2012,
- Programme de rachat d'actions,
- Délégations de pouvoirs en application du programme de rachat d'actions,
- Renouvellement du mandat d'un Administrateur,
- Affectation du résultat,

- Autorisation d'émettre un emprunt obligataire et délégation de pouvoirs,
- Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire et fixation de l'ordre du jour,
- Questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, ainsi que les commissaires aux comptes de la Société et les quatre délégués du Comité Central d'Entreprise.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

#### **Séance du 2 août 2012 :**

- Rapport d'activité,
- Analyse des comptes à fin juin 2012,
- Prévisions au 31 décembre 2012,
- Benchmark des Sociétés cimentières,
- Stratégie,
- Nominations,
- Évolution des systèmes d'information « Horus »,
- Compte rendu du Comité d'Audit,
- Adoption d'un nouveau référentiel de gouvernance,
- Questions diverses.

Tous les membres du Conseil ont assisté à cette réunion, ainsi que les commissaires aux comptes de la Société et les quatre délégués du Comité Central d'Entreprise.

Les résolutions proposées au cours de cette séance ont toutes été adoptées à l'unanimité.

Chaque Administrateur s'était vu adresser, avec sa convocation au Conseil, l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration ont été établis à l'issue de chaque réunion.

#### **■ Composition du Conseil d'Administration :**

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de cinq membres au moins et de douze membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires pour une durée de trois ou six ans.

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'Administration était composé de 10 membres dont la liste figure en annexe du présent rapport. Elle indique en outre, la liste des mandats exercés par chacun des administrateurs dans d'autres Sociétés du Groupe.

Le Conseil d'Administration est composé de personnes qui détiennent une connaissance du secteur d'activité, une connaissance spécifique des métiers, une expérience technique, et/ou des compétences en gestion et dans les domaines financiers.

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'Administration comptait parmi ses membres six administrateurs indépendants : M. Raynald Dreyfus, P&E Management (Société détenue par M. Paul Vanfrachem), M. Jacques Le Mercier, M. Pierre Breuil, M. Bruno Salmon et M. Xavier Chalandon. Sont considérés comme indépendants les administrateurs n'entretenant aucune relation directe ou indirecte ou n'ayant aucun lien d'intérêt particulier avec la Société, ses filiales, ses actionnaires ou ses dirigeants. En outre, la Société considère comme Administrateur indépendant, une personne qui n'est pas liée à la Société ou au Groupe par un contrat de travail, par un contrat de prestation de services ou par une situation de subordination ou de dépendance vis-à-vis de la Société, du Groupe, de ses dirigeants ou actionnaires importants ou par un lien familial avec l'actionnaire majoritaire.

En application de la loi du 27 janvier 2011 relative au principe de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil d'Administration, il est rappelé que Madame Sophie Sidos est membre du Conseil. Par ailleurs, le Conseil recherche l'équilibre souhaitable à sa composition afin de répondre aux obligations visées dans le respect des échéances prescrites par la loi.

#### **■ Composition des comités :**

Le Conseil d'Administration dispose d'un Comité d'Audit et d'un Comité des Rémunérations. Les comités sont composés de trois membres, tous administrateurs indépendants, nommés par le Conseil d'Administration sur proposition du Président et choisis en fonction de leurs compétences. Les membres des comités sont nommés pour la durée de leur mandat d'administrateur. Ils sont rééligibles.

Les membres des comités peuvent être révoqués à tout moment par le Conseil d'Administration, lequel n'a pas à justifier sa décision. Un membre d'un comité peut renoncer à ses fonctions sans avoir à motiver sa décision.

Chaque comité est présidé par un président nommé par décision du comité prise à la majorité de ses membres. Le président du comité veille au bon fonctionnement de celui-ci, notamment en ce qui concerne les convocations, la tenue des réunions, l'information du Conseil d'Administration.

Chaque comité désigne un secrétaire choisi parmi les trois membres ou extérieur au comité et au Conseil d'Administration.

La composition des comités est la suivante :

#### ■ Comité d'Audit :

- Monsieur Raynald Dreyfus, Président du comité,
- Monsieur Jacques Le Mercier,
- Monsieur Pierre Breuil.

#### ■ Comité des Rémunérations :

- Monsieur Paul Vanfrachem, Président du comité,
- Monsieur Raynald Dreyfus,
- Monsieur Xavier Chalandon.

#### ■ Modalités de fonctionnement :

Réunions :

**Comité d'Audit** : deux fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'Administration.

**Comité des Rémunérations** : une fois par an et plus fréquemment, à la demande du Conseil d'Administration.

Les propositions des comités sont adoptées à la majorité des membres présents, chaque membre disposant d'une voix. Les membres ne peuvent se faire représenter aux séances des comités. Les délibérations des comités sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Chaque comité rend compte au Conseil d'Administration de ses travaux.

Le Conseil d'Administration peut allouer aux membres des comités une rémunération ou des jetons de présence.

#### ■ Missions du Comité d'Audit :

Les attributions du Comité d'Audit consistent notamment à :

- examiner les comptes annuels et semestriels, tant consolidés que sociaux (et porte notamment son attention sur la permanence et la pertinence des méthodes comptables utilisées),
- assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière,
- prendre connaissance des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières qui garantissent les informations consolidées,
- assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques,
- examiner les candidatures des commissaires aux comptes dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires,
- examiner chaque année les honoraires des commissaires aux comptes ainsi que leur indépendance.

Le Comité d'Audit s'est réuni deux fois en 2012 avec un taux de participation de 100 % et a procédé à l'examen des points suivants :

#### Séance du 28 février 2012 :

- Calendrier et information financière,
- Présentation des états financiers 2011,
- Gestion des risques,
- Travaux de l'Audit Interne,
- Financements et couverture des risques de change et de taux,
- Commissaires aux Comptes.

#### Séance du 27 juillet 2012 :

- Calendrier financier,
- Comptes du 1<sup>er</sup> semestre 2012,
- Evolution comptable, réglementaire et de gouvernance,
- Projets en cours,
- Gestion des risques,
- Audit interne.

### ■ Missions du Comité des Rémunérations :

Le Comité des Rémunérations est chargé :

- d'examiner les rémunérations des dirigeants et des salariés (partie fixe, partie variable, gratifications..) et notamment leur montant et leur répartition,
- d'étudier les plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et notamment en ce qui concerne les bénéficiaires, le nombre d'options qui pourraient leur être consenties, ainsi que la durée des options et les conditions du prix de souscription ainsi que de toute autre forme d'accès au capital de la Société en faveur des dirigeants et des salariés,
- d'étudier certains avantages notamment en matière de régime de retraite, de régime de prévoyance, assurance invalidité, assurance décès, rente éducation, assurance de responsabilité civile des mandataires sociaux et cadres dirigeants, etc.

Le Comité des Rémunérations s'est réuni une fois en 2012 avec un taux de participation de 100 % et a procédé à l'examen des points suivants :

#### Séance du 7 mars 2012 :

- Benchmark des rémunérations des cadres supérieurs,
- Politique salariale.

## 2. Procédure de contrôle interne et de gestion des risques

Le contrôle interne dans le Groupe s'articule notamment autour :

- du Service Normes et Procédures chargé d'émettre ou d'actualiser les normes comptables et financières applicables dans le Groupe,
- du contrôle financier rattaché à la Direction Financière et en charge de veiller à l'application des normes, procédures, règles et bonnes pratiques,
- du contrôle de gestion rattaché aux directions générales des différentes activités,
- de l'Audit Interne rattaché au Directeur Général du Groupe.

Un guide du contrôle interne a été diffusé à l'ensemble du management opérationnel et des équipes administratives et financières du Groupe en 2012. Il présente les obligations légales et les définitions en matière de contrôle interne et pose les bases et principes à respecter pour assurer les meilleures garanties d'un contrôle interne de qualité.

En outre, un certain nombre de contrôleurs de gestion en poste recevront en complément une formation spécifique sur le contrôle interne.

### ■ Définition et objectifs du contrôle interne

Selon le cadre de référence de l'AMF, auquel la Société a choisi de se référer, le contrôle interne est un dispositif qui vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements,
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale,
- le bon fonctionnement des processus internes du Groupe, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs,
- la fiabilité des informations financières.

Ce dispositif consiste en un ensemble de moyens, de comportements de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques du Groupe, qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations, et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

Il doit lui permettre également de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou de conformité. Néanmoins, comme tout système de contrôle, il ne peut fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

### ■ Périmètre d'application

Le périmètre retenu en matière de contrôle interne est la Société mère et l'ensemble des filiales qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement.

### ■ Description des composantes du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne est fondé sur une organisation interne adaptée à chaque activité du Groupe et caractérisée par une forte responsabilisation du management opérationnel par la Direction.

Le Groupe met en œuvre au niveau de ses filiales, des procédures et modes opératoires relatifs notamment à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et prenant en compte les risques inhérents à chacun des métiers et marchés sur lesquels le Groupe est présent, dans le respect des directives et règles communes définies par le Groupe.

En terme d'outils de traitement de l'information, le Groupe pilote et contrôle le déroulement de ses activités industrielles (notamment approvisionnements, production, maintenance), commerciales (ventes, expéditions et crédit clients), et les retranscrit en informations comptables à l'aide de progiciels intégrés reconnus comme des standards du marché ou d'applications spécifiques développées par la Direction des Systèmes d'Information du Groupe.

Dans ce contexte, le Groupe a engagé depuis 2009 une modernisation progressive de ses systèmes d'information visant à harmoniser les outils utilisés, renforcer la sécurité et la rapidité du traitement des données et des transactions sur un socle technique uniformisé, développer des pôles d'expertise partagés, et faciliter l'intégration des nouvelles entités. Cette refonte porte d'une part sur les infrastructures techniques, et d'autre part sur les processus transactionnels et les applications supportant ces processus. Elle a conduit le Groupe à initier début 2012 la mise en place du progiciel de gestion intégré SAP sur la société Vicat SA en France. Ce projet sera étendu dans les prochaines années aux autres activités françaises puis internationales du Groupe.

La Société dispose d'un système de pilotage par la Direction Générale et les directions fonctionnelles concernées, permettant une prise de décision éclairée et rapide. Ce système comprend :

- des rapports quotidiens de production des usines,
- des revues d'activité hebdomadaires par les Directions opérationnelles (pays ou filiale);
- des revues mensuelles opérationnelles et financières (performances usines, tableaux de bord industriels et commerciaux) analysées par le contrôle financier Groupe en référence au budget et à l'exercice précédent ;
- des arrêtés mensuels des résultats consolidés décomposés par pays et par branches d'activité, rapprochés du budget;
- des situations mensuelles consolidées de trésorerie et d'endettement, décomposées par pays et par branches d'activité ;
- des visites régulières de la Direction Générale dans l'ensemble des filiales au cours desquelles lui sont présentés les résultats et le déroulement des opérations commerciales et industrielles, lui permettant d'évaluer la mise en œuvre des directives, de faciliter les échanges et la prise de décision.

Au niveau du reporting groupe décisionnel, l'année 2012 a été consacrée à la migration vers la version la plus récente du système et l'amélioration des processus et de la qualité du reporting, notamment dans les pays en démarrage Inde et Kazakhstan. En 2013, la démarche d'amélioration continue se poursuit.

#### ■ Analyse et gestion des risques

La gestion des risques est intégrée dans les responsabilités des différents niveaux de management opérationnel. Les différents reportings d'activités décrits plus hauts intègrent, le cas échéant, des éléments sur les risques.

Les risques majeurs sont ensuite analysés et le cas échéant, gérés avec la Direction Générale. Une synthèse des principaux risques auxquels le Groupe est exposé est présentée chaque année au chapitre 4 du Document de Référence publié par la Société et visent notamment :

- les risques industriels dont ceux liés aux équipements industriels et à des défauts de qualité des produits et ceux liés à l'environnement ;
- les risques de marché et notamment : les risques de change, les risques de conversion, les risques de liquidité et les risques de taux d'intérêts.

Une démarche de recensement et d'analyse des risques a été réalisée par l'Audit Interne. Après une phase de recensement par entretien avec les principaux dirigeants opérationnels et fonctionnels du Groupe, elle a permis, au terme d'une phase d'analyse menée avec la Direction Générale, la réalisation d'une cartographie synthétique des risques du Groupe. Cette matrice des risques est régulièrement examinée et le cas échéant, actualisée.

La direction de l'Audit Interne est rattachée à la Direction Générale du Groupe et peut intervenir sur l'ensemble des activités et filiales du Groupe. Elle mène ses travaux, conformément à un plan d'audit annuel visant à couvrir les principaux risques identifiés au sein de l'entreprise, notamment ceux relatifs à l'information comptable et financière.

Les travaux d'audit font l'objet de rapports présentés au management, à la Direction Générale et au Comité d'Audit. Ils sont composés de rapports synthétiques plus particulièrement destinés aux Dirigeants et de rapports détaillés permettant entre autres de sensibiliser les opérationnels concernés aux éventuels dysfonctionnements constatés et recommandations proposées.

La mise en œuvre des plans d'actions fait l'objet d'un suivi formalisé par l'Audit Interne sur un tableau de bord spécifique.

### 3. Gouvernement d'Entreprise

Le Conseil d'Administration a décidé lors de sa réunion du 2 août 2012, sur proposition de son Président, d'adhérer au Code de Gouvernement d'Entreprise Middlenext publié en décembre 2009 disponible sur le site [www.middlenext.com](http://www.middlenext.com)

Jusqu'à présent, la Société se référait au Code de Gouvernement d'Entreprise de l'AFEP/MEDEF, mais le Conseil a considéré que les recommandations et points de vigilance du Code Middlenext étaient mieux adaptés à la Société au regard de la structure de son capital et de sa taille.

Par conséquent, en application de la loi du 3 juillet 2008, transposant la directive communautaire 2006/46/CE du 14 juin 2006, la Société se référera au Code Middlenext pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L225-37 du Code de commerce à compter de l'exercice 2012.

### 4. Rémunération des mandataires sociaux

#### ■ Politique de la rémunération des mandataires sociaux

Considérant que les recommandations AFEP et MEDEF du 6 octobre 2008 relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des Sociétés cotées répondent à des principes de bonne gouvernance dans le cadre desquelles la Société s'est toujours inscrite, elle a pris la décision d'adhérer à ces recommandations.

La position de la Société vis-à-vis de ces recommandations est la suivante :

- des dispositions ont été prises pour que les dirigeants mandataires sociaux ne soient pas liés à la Société par un contrat de travail ;
- aucune indemnité de rupture n'est prévue pour les dirigeants mandataires sociaux ;
- les régimes de retraite supplémentaires en vigueur dans la Société et dont bénéficient les mandataires sociaux et certains dirigeants non mandataires font l'objet d'un encadrement strict. Le montant de la retraite additionnelle ne peut notamment pas conduire les bénéficiaires à percevoir, toutes pensions de retraite confondues, un montant excédant 60 % du salaire de référence ;
- la Société n'a pas mis en place de politique d'options d'achat ou de souscription d'actions et d'attribution d'actions de performance ;
- conformément aux recommandations en matière de transparence sur tous les éléments de la rémunération, la Société adoptera la présentation standardisée définie par l'AFEP et le MEDEF et rendra publique cette information, notamment dans son Document de Référence.

#### ■ Politique de détermination de la rémunération des dirigeants non mandataires sociaux

Le Président du Conseil d'Administration a, conformément aux recommandations sur le Gouvernement d'Entreprise, veillé au respect des principes suivants :

##### A) Exhaustivité

La détermination des rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux a été retenue et appréciée globalement pour chacun d'entre eux.

Elle intègre :

- une rémunération fixe
- des jetons de présence
- un régime de retraite sur complémentaire
- des avantages en nature.

Il est rappelé qu'aucun dirigeant ne bénéficie d'une rémunération variable, ni d'options d'actions, ni d'attribution gratuite d'actions, ni d'indemnités de départ.

##### B) Marché de référence / métier

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux ont été comparées par rapport aux rémunérations publiées par les Sociétés et groupes français du même secteur, ainsi que par rapport à des Sociétés industrielles pouvant faire l'objet d'une comparaison par leur niveau de chiffre d'affaires ou de résultats. Il en ressort que les rémunérations actuelles sont inférieures aux rémunérations moyennes constatées.

### C) Cohérence

La cohérence des rémunérations entre les différents dirigeants non mandataires sociaux a pu être vérifiée eu égard aux critères suivants :

- expérience professionnelle et formation
- ancienneté
- niveau de responsabilité.

### D) Simplicité et stabilité des règles

L'absence de rémunération variable et d'attribution d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions permet une simplicité et une stabilité des règles d'établissement des rémunérations.

### E) Mesure

Les rémunérations des dirigeants non mandataires sociaux, compte tenu de leurs montants et de leur nature essentiellement fixe, sont compatibles avec l'intérêt général de l'entreprise et sont conformes aux pratiques du marché dans le secteur d'activité.

#### ■ Politique d'attribution d'options d'actions et d'attribution gratuite d'actions

La Société n'a pas mis en place de politique d'options d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

## 5. Participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

La participation des actionnaires à l'Assemblée Générale ne fait pas l'objet de modalités particulières et est régie par la loi et l'article 25 des statuts de la Société ci-après reproduit :

#### ARTICLE 25 - ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES

*Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, aux Assemblées sur justification de la propriété de ses titres, s'il est justifié, dans les conditions légales et réglementaires, de l'enregistrement de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte, en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce, au troisième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire inscrit.*

*L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité est constaté par une attestation de participation délivrée par ce dernier dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.*

*La participation aux Assemblées Générales Ordinaires est subordonnée à la justification d'au moins une action.*

## 6. Pouvoirs du Président et du Directeur Général

Le Conseil d'Administration du 7 mars 2008, conformément à l'article 21 des statuts de la Société, a décidé d'opter pour le mode de séparation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur général.

M. Jacques Merceron-Vicat a été renouvelé dans ses fonctions de Président du Conseil d'Administration pour la durée restant à courir de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale de 2016, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

M. Guy Sidos a été renouvelé dans ses fonctions de Directeur général pour la durée du mandat du Président du Conseil, soit jusqu'à l'Assemblée Générale de 2016, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Aucune limitation n'a été apportée aux pouvoirs du Président et à ceux du Directeur général.

Fait à Paris

Le 14 février 2013

Le Président du Conseil d'Administration

## Liste des mandats et fonctions exercés au sein du Groupe au 31 décembre 2012

(article R. 225-102-1 du Code de commerce)

### M. Jacques MERCERON-VICAT

Vicat	France	Président du Conseil d'Administration
Béton Travaux	France	Président du Conseil d'Administration
National Cement Company	USA	Président du Conseil d'Administration
Aktas Insaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Bastas Baskent Cimento Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Konya Cimento Sanayi A.S.	Turquie	Administrateur
Bastas Hazir Béton Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Tamtas Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Sococim Industries	Sénégal	Administrateur
Sinaï Cement Company	Egypte	Administrateur
Vicat Egypt for Cement Industry	Egypte	Président du Conseil d'Administration
Mynaral Tas Company LLP	Kazakhstan	Membre du Conseil de Surveillance
Jambyl Cement Production Company LLP	Kazakhstan	Membre du Conseil de Surveillance
Vicat Sagar Cement Private Limited	Inde	Administrateur
Bharathi Cement Corporation Private Limited	Inde	Administrateur
BSA Ciment SA	Mauritanie	Administrateur

### M. Guy SIDOS

Vicat	France	Directeur Général - Administrateur
Béton Travaux	France	Directeur Général
Parficim	France	Président
Béton Vicat	France	Représentant permanent de Béton Travaux Administrateur
Papeteries de Vizille	France	Président
BCCA	France	Représentant permanent de Vicat Administrateur
National Cement Company	USA	Directeur Général
Sococim Industries	Sénégal	Représentant permanent de Parficim Administrateur
Bastas Hazir Béton Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Aktas Insaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Konya Cimento Sanayi A.S.	Turquie	Administrateur
Bastas Baskent Cimento Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Tamtas Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Sinaï Cement Company	Egypte	Vice-Président Administrateur
Vicat Egypt for Cement Industry	Egypte	Vice-Président Administrateur
Vigier Holding A.G.	Suisse	Administrateur
Vigier Management	Suisse	Administrateur
Ravlied Holding AG	Suisse	Administrateur unique
Cementi Centro Sud	Italie	Administrateur
Mynaral Tas Company LLP	Kazakhstan	Membre du Conseil de Surveillance
Jambyl Cement Production Company LLP	Kazakhstan	Membre du Conseil de Surveillance
Vicat Sagar Cement Private Limited	Inde	Administrateur
Bharathi Cement Corporation Private Limited	Inde	Administrateur
BSA Ciment SA	Mauritanie	Administrateur

**M. Louis MERCERON-VICAT**

Vicat	France	Administrateur
Béton travaux	France	Représentant permanent de Vicat - Administrateur
BCCA	France	Président-Directeur Général
Aktas Insaat Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Bastas Baskent Cimento Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Konya Cimento Sanayi A.S.	Turquie	Administrateur
Bastas Hazir Béton Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Tamtas Yapi Malzemeleri Sanayi Ve Ticaret A.S.	Turquie	Administrateur
Sococim Industries	Sénégal	Administrateur
Sinaï Cement Company	Egypte	Administrateur

**M. Xavier CHALANDON**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**M. Raynald DREYFUS**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**M. Jacques LE MERCIER**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**Mme Sophie SIDOS**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**M. Paul VANFRACHEM (P & E Management)**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**M. Bruno SALMON**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**M. Pierre Breuil**

Vicat	France	Administrateur
-------	--------	----------------

**M. Raoul de Parisot**

Vicat	France	Directeur Général délégué
Satma	France	Président
Vicat International Trading	France	Président
Cementi Centro Sud	Italie	Président du Conseil d'Administration
Vigier Holding A.G.	Suisse	Président du Conseil d'Administration
Vigier Cement	Suisse	Administrateur
Vigier Management	Suisse	Administrateur

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ VICAT S.A.**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société VICAT S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- et d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

---

Paris La Défense, le 27 février 2013  
**KPMG Audit** - Département de KPMG S.A.  
Bertrand Desbarrières - Associé

Chamalières, le 27 février 2013  
**Wolff & Associés S.A.S.**  
Grégory Wolff - Associé

## PROJET DE RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

*(Approbation des comptes annuels et opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2012)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2012, approuve les comptes annuels de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat bénéficiaire de cet exercice à 173 726 016 euros.

En conséquence, elle donne quitus entier et sans réserve au Conseil d'Administration pour l'exécution de son mandat pendant ledit exercice.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

*(Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2012, approuve les comptes consolidés de l'exercice considéré, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat consolidé du Groupe de cet exercice à 147 965 000 euros, dont un résultat net part du Groupe de 129 087 000 euros.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

*(Affectation des résultats et fixation du dividende)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir constaté l'existence de bénéfices distribuables, approuve l'affectation et la répartition de ces bénéfices proposées par le Conseil d'Administration :

- bénéfice de l'exercice 2012	173 726 016 €
- report à nouveau antérieur	151 311 892 €
<b>- total</b>	<b>325 037 908 €</b>

#### Affectation :

- dividende	67 350 000 €
(sur la base de 100% du capital social, soit 44 900 000 actions de 4 € de valeur nominale)	
- dotation aux autres réserves	57 687 908 €
- report à nouveau	200 000 000 €

et fixe, en conséquence, le dividende à distribuer au titre de l'exercice 2012, à une somme brute (hors prélèvements) de 1,50 euro par action.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 3 mai 2013, au siège social et au guichet des banques, dans le cadre des dispositions relatives à la dématérialisation des valeurs mobilières.

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que les dividendes distribués par action pour les trois exercices précédents, ont été les suivants, à nombre d'actions comparables :

Exercice	Dividende distribué
2009	1,50 €
2010	1,50 €
2011	1,50 €

Il est rappelé que le montant des dividendes mentionnés tient compte de toutes les actions existantes. Lors de la mise en paiement, les dividendes sur actions propres seront affectés au compte « report à nouveau ».

Les dividendes ouvrent droit à l'abattement aux taux et conditions prévus à l'article 158-3 du Code Général des Impôts.

### QUATRIÈME RÉSOLUTION

*(Approbation des conventions réglementées)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par les commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L 225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions dont il est fait état dans ce rapport.

### CINQUIÈME RÉSOLUTION

*(Autorisation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet d'acheter, de conserver ou de transférer des actions de la Société et approbation du programme de rachat d'actions)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, connaissance prise du rapport spécial du Conseil d'Administration et de la description du programme de rachat d'actions qui figure dans le rapport annuel, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté

de subdélégation dans les conditions légales, à acheter, conserver ou transférer les actions de la Société, sous réserve du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, et notamment dans le respect des articles L225-209 et suivants du Code de commerce, du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, en vue (sans ordre de priorité) :

- (a) d'attribuer ou de céder des actions aux salariés et/ou aux mandataires sociaux de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de l'intéressement ;
- (b) d'assurer l'animation du marché du titre au travers d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement conforme à la charte de déontologie de l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI) reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- (c) de conserver les actions de la Société et de les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- (d) d'annuler des actions dans la limite légale maximale, sous réserve dans ce dernier cas, du vote par l'Assemblée Générale extraordinaire d'une résolution spécifique.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide que :

- le prix unitaire d'achat ne devra pas être supérieur à 100 euros par action (hors frais d'acquisition) ;
- le total des actions détenues ne dépassera pas 10 % du capital social de la société, ce seuil de 10 % devant être apprécié à la date effective où les rachats seront effectués. Cette limite sera égale à 5 % du capital social concernant l'objectif visé au (c) ci-dessus. Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, la limite de 10 % correspond, compte tenu des actions déjà possédées par la Société, à un nombre maximum de 3 552 939 actions de 4 euros de nominal représentant un montant maximum de 355 293 940 euros.

En application de la présente résolution, dans les limites autorisées par la réglementation en vigueur, les actions pourront être acquises, cédées, échangées ou transférées, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, sur tous marchés et de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ces moyens incluant le recours à des instruments financiers dérivés et à des bons.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'Administration pourra utiliser la présente résolution à tout moment pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée Générale, y compris en période d'offre publique, dans les limites et sous réserve des conditions et périodes d'abstention prévues par la loi et le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

La présente autorisation annule et remplace celle accordée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 mai 2012, pour sa durée restant à courir.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de :

- mettre en œuvre la présente autorisation et poursuivre l'exécution du programme de rachat d'actions, affecter ou réaffecter, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires, les actions acquises aux différents objectifs poursuivis ;
- procéder aux ajustements du prix unitaire et du nombre maximum de titres à acquérir en proportion de la variation du nombre d'actions ou de leur valeur nominale résultant d'éventuelles opérations portant sur les capitaux propres de la Société ;
- passer tous ordres de bourse sur tous marchés ou procéder à des opérations hors marché ;
- conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ;
- effectuer toutes autres formalités et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration devra informer l'Assemblée Générale des opérations réalisées en application de la présente autorisation.

## **SIXIEME RESOLUTION**

*(Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société Wolff et Associés SAS, représentée par Monsieur Patrick Wolff, pour une durée de six exercices. Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

*(Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant)*

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat de commissaire aux comptes suppléant du Cabinet Constantin, pour une durée de six exercices. Ce mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2019 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

## **HUITIEME RESOLUTION**

*(Pouvoirs)*

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente séance, en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

## NOTES



Conception, réalisation et production: The Crew Paris  
Partie financière imprimée sur papier blanc des Papeteries de Vizille  
Photos: Vicat, Renaud Araud, Jean-Luc Mège, Gilles Piel,  
Nicolas Robin, Janarbeck Amankulov, DR



Des exemplaires du Rapport Annuel  
sont disponibles sans frais auprès de Vicat,  
Tour Manhattan - 6, place de l'Iris,  
92095 Paris-La Défense Cedex,  
ainsi que sur le site internet de Vicat  
([www.vicat.fr](http://www.vicat.fr)).



**Société anonyme au capital  
de 179600000 euros**  
Siège social :  
Tour Manhattan - 6, place de l'Iris  
92095 Paris-La Défense Cedex  
RCS Nanterre 057 505 539

**Usine de Vicat Sagar Cement ►  
dans l'État du Karnataka (Inde).**